



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
22 février 2017**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la séance du Conseil de la Métropole du 22 février 2017. Je voudrais souhaiter la bienvenue à François Chollet, Maire adjoint de Toulouse, Vice-Président de Toulouse Métropole, au côté de Max Lévit, qui sera présent à Toulouse pour la même opération que celle d'aujourd'hui, demain matin. Une preuve s'il en était que nos deux Métropoles sont capables de travailler de concert.

Je vais demander, si vous en êtes d'accord, à Mademoiselle Bodkin Maud, de son prénom, de bien vouloir faire l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons valablement délibérer.

Avant de procéder à l'examen de l'ordre du jour, je voudrais vous donner plusieurs informations qui intéressent le Conseil de Métropole.

Je voudrais vous faire part de ma rencontre avec le Président Mesquida, Président du Conseil Départemental de l'Hérault, qui a accepté le principe d'une rencontre bimensuelle entre le Département et la Métropole, proposition que je lui ai faite, d'abord par le biais des services et de vive voix hier. Il en a accepté le principe. C'est important que la Métropole et le Département de l'Hérault puissent suivre un certain nombre de dossiers, échanger sur ces dossiers et travailler en bonne intelligence.

Le transfert des compétences s'est bien déroulé, mais nous avons une responsabilité partagée sur le territoire départemental : une partie métropolitaine, une partie départementale. Notre devoir est de faire en sorte que les complémentarités s'exercent et soient au top pour l'ensemble des concitoyens du Département de l'Hérault et de la Métropole. Au cours de ces rencontres, nous aborderons plusieurs sujets avec un ordre du jour, comme nous le faisons avec l'État. J'ai proposé, et le Président en a accepté le principe, de le faire avec le Département de l'Hérault.

Deuxième information : j'ai rencontré hier à Paris, au ministère de l'Éducation nationale, Monsieur Thierry Mandon, Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

À ce propos, il faudrait repeindre les grilles du ministère de l'Éducation nationale. Cela fait bien vingt ans qu'elles n'ont pas été repeintes, cela m'a choqué ! Elles ont un bleu-vert délavé qui mériterait un petit coup de peinture. C'est dommage ! C'est un bel endroit, un bel hôtel du centre de Paris, avec une très belle cour intérieure. Un petit coup de peinture sur les grilles, cela ne fait pas de mal.

Je remercie Thierry Mandon et son Cabinet de nous avoir reçus. Nous avons abordé plusieurs sujets qui intéressent la Métropole, qui s'est dotée de la compétence enseignement supérieur.

Premier sujet : nous avons évoqué la COMUE.

Deuxième sujet (lié au premier) : la démarche de l'Université de porter l'I-Site, dont le résultat sera attendu vendredi. Vous connaissez ma position. J'étais favorable à concourir pour l>IDEX. L'Université de Toulouse a d'ailleurs reformulé, elle, un dossier pour reconquérir l>IDEX après l'avoir obtenu et s'en être fait déposséder par le jury, parce que la fusion ne s'était pas complètement réalisée.

Je considère que dans notre grande région Occitanie, il est important que l'Université et la qualité de l'enseignement soient reconnus, autant à Toulouse qu'à Montpellier. Je trouverais dommage que ni Toulouse ni Montpellier ne puissent avoir l>IDEX, qui est un repère en termes de qualité d'enseignement au niveau mondial. L'Université a porté l'I-Site qui est un label moins important, plus thématique, soit. C'est bien si nous avons l'I-Site. Vous voyez ma souplesse ! Je n'en dirai pas plus. Nous avons apporté notre soutien à l'I-Site. Faute de grives, on prend des merles, vous connaissez le proverbe des chasseurs.

Troisième point abordé : c'est la demande de l'Université Paul-Valéry de concourir dans le cadre du PIA 3, les Plans d'Investissement d'Avenir, sur les humanités numériques, en lien avec la French Tech, en lien avec l'Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication que j'ai l'honneur de présider à l'université, et son directeur François Péréa. J'ai soutenu le dossier de Montpellier 3 et j'espère qu'il sera retenu.

Quatrième point abordé, c'est la possibilité, dans un avenir à moyen terme, de modifier l'implantation des universités sur la Métropole. Mais cela mérite une conférence de presse en soi, je n'irai pas plus loin. J'attends un peu. Je fais du *teasing*. Je file l'information. Sachez que nous réfléchissons à une modification

d'implantation des universités. Le site de la Mogère, avec sa gare TGV, avec la proximité de l'aéroport, avec la prolongation de la ligne 1 de tram et avec le nœud routier que représentent à la fois le doublement de l'autoroute A9 et l'ensemble du réseau viaire ainsi que les installations sportives à venir, ainsi que les réserves foncières que nous avons réalisées avec la Métropole et c'est la raison pour laquelle je ne souhaite pas que nous vendions le domaine de Beauregard, 6 hectares, à proximité de la gare et bien peut être là un lieu futur d'implantation des universités, quand on sait que la French Tech installera son Totem, que la Business School de l'école de commerce a déjà prévu le site. C'est un site privilégié pour les universités et ce grand parc de 30 hectares que nous dessinons peu à peu pour le grand paysage de cette zone.

Arriver dans la Métropole dans un quartier universitaire, quelle belle image pour une ville qui possède la seule université de médecine encore en exercice en Europe depuis la nuit des temps ! C'est une image de marque. J'ai fait part de cette réflexion, au ministère, au Ministre, mais aussi à ses services administratifs et politiques.

Cinquième point : c'est le compte rendu très précis de notre voyage en URSS, pardon, en Russie.

À l'attention de chacun et chacune, je vous ai apporté le cadeau que m'a fait le Maire d'Obninsk et je souhaite qu'il soit considéré de façon philosophique et symbolique. Je vais le mettre devant vous, comme cela vous pourrez l'apprécier. Il s'agit là du chat de Pouchkine, le chat savant. A Obninsk, la mairie s'appelle « la maison des savants ». Madame Marion, donnez-nous un compte rendu précis, ne nous passez aucun détail, avec les noms, les prénoms, les dates, les lieux.

Chantal MARION

Et l'accent !

Monsieur le Président

Parce que je souhaite que les habitants de la Métropole en aient conscience, contrairement à certaines palabres jetées par de ridicules chats de gouttière, je souhaite que les habitants de la Métropole aient exactement le compte rendu de ce que nous avons fait et conclu avec les autorités russes.

Chantal MARION

Avec plaisir, Monsieur le Président, chers collègues. Je vais vous faire un rapport sur la mission Russie qui s'est déroulée du 29 janvier au 3 février 2017. Ce qui n'est pas la saison la plus chaude en Russie mais nous y sommes allés, sachant que deux mois avant une délégation avait déjà eu lieu.

Notre délégation est partie et est arrivée le lundi 30 janvier 2017 à Obninsk. Vous avez ici une vue de la ville d'Obninsk qui est une des plus importantes cités scientifiques de Russie, 106 000 habitants, il y a douze instituts de recherche, et également c'est une ville où l'on travaille sur l'ingénierie nucléaire. En 2000, cette ville a obtenu le statut de "Ville de science", et la coopération existe déjà depuis onze ans. Il fallait donc renouveler le travail fait auparavant.

Nous avons été reçus dans un premier temps, vous m'excuserez si je ne dis pas les noms comme il faut, par Monsieur Anatoly Sotnikov, une personne importante, Conseiller régional et Directeur de l'Agence de développement par l'innovation, qui est déjà venu cinq fois à Montpellier. Un fervent adepte de Montpellier, de sa Métropole. Nous avons été reçus également, ce n'était pas prévu au programme, par le Député Skliar qui, sachant qu'il n'était pas à la Douma le jour où nous devions venir, est venu spécialement à Obninsk pour recevoir le Maire et Président de la Métropole, Monsieur Saurel.

Monsieur le Président

Simplement, Monsieur Sotnikov a créé l'équivalent du BIC Montpellier à Obninsk, avec les conseils de Georges Frêche à l'époque, et de Monsieur Lannelongue qu'il a remercié dans son discours.

Chantal MARION

Absolument. Donc, il est venu, comme vous le disiez Monsieur le Président, à Montpellier pour visiter le BIC qui déjà était un endroit que l'on visitait beaucoup de par sa notoriété. Les discussions se sont poursuivies avec des accords thématiques à venir, entre autres tout ce qui est biotechnologies, numérique évidemment, et santé. Hier se tenait la réunion du CoDe et nous en avons parlé. De nouvelles collaborations ont été envisagées, entre autres l'évocation d'échanges potentiels en matière de tourisme. Egalement, il faut préciser que les Russes ont été très intéressés Monsieur le Président, rappelez-vous, par le travail effectué par la Métropole sur la cité intelligente.

Nous avons été étonnés de la rapidité de l'action, un partenariat a été noué lors de la première mission qui avait eu lieu deux mois avant, avec deux entreprises locales incubées au BIC, CILcare et ChainOrchestra.

CILcare procède entre autres à des tests sur des nouveaux appareils auditifs, et ChainOrchestra, qui n'a rien à voir avec Eco Orchestra, avec Nicolas Merle, travaille sur des échanges de données protégées entre clusters. Je vais y revenir car le partenariat existe déjà.

A la suite de cette rencontre, a eu lieu une autre rencontre au niveau de la ville d'Obninsk. Nous avons été accueillis au palais des savants, comme vous le disiez Monsieur le Président, par le Maire de la Ville d'Obninsk, Monsieur Vladislav Shapsha, qui est déjà venu deux fois à Montpellier en tant que Vice-Maire. Maintenant il est Maire de la Ville d'Obninsk. Il y avait également le Maire adjoint Guennady Ananiev, et Stanislav Filippov, qui était le chef du Département de l'économie, mon homologue. En présence de Monsieur Sotnikov, que je vous ai présenté tout à l'heure, nous avons débattu sur le travail effectué sur la ville d'Obninsk.

Au-delà de la volonté de renforcer l'accord économique, ce qui était le but de la visite avec l'Agence régionale, également nous avons parlé de relancer – si vous vous rappelez, Monsieur le Président, et il faudra y revenir – le partenariat hôtelier et culinaire qui avait été lancé par Georges Frêche entre les lycées et, au-delà, de réfléchir à une collaboration au niveau de cet enseignement professionnel.

Monsieur le Président

Il y avait un partenariat entre les lycées de la ville d'Obninsk et les lycées de Montpellier, qui est tombé en désuétude. Ils nous ont demandé de le relancer. Nous écrivons une lettre à Madame Delga parce que les lycées, ce n'est pas de la compétence métropolitaine. C'est de la compétence régionale.

Chantal MARION

Mais c'était bon que je vous le rappelle, Monsieur le Président.

Pour mémoire également, cette délégation : depuis 2011, il faut que vous sachiez chers collègues ici présents que quatorze entreprises de la Métropole sont allées à Kalouga, comme UltraSense, en imagerie médicale, que tout le monde connaît, qui a développé un volant d'affaires en Russie où elle a actuellement 50 % de son chiffre d'affaires à l'export. De plus, le modèle de gestion de l'incubateur d'entreprises d'Obninsk, comme vous l'avez dit, est calqué sur celui du BIC de Montpellier.

Ensuite, il y a eu des interviews comme vous le voyez de Philippe Saurel par la presse locale et nationale, et nous sommes allés visiter l'alliance de compétences dans le parc des molécules actives du cluster Biotech. Voilà ce cluster Biotech. Nous avons été reçus par Monsieur Rakhim Roziev. Ce cluster Biotech, ce sont les produits issus de la recherche sur les substituts du sang et compléments alimentaires, entre autres. Ce cluster vient d'entrer dans le top six des clusters russes de niveau mondial. Ils ont été très intéressés par ChainOrchestra et ils travaillent avec eux. Vous voyez ici l'équipe qui travaille des fois avec l'équipe ChainOrchestra au niveau de tout ce qui est sensibilité, cybersécurité de leur protocole d'action. C'est une boîte pharmaceutique, et l'on sait très bien qu'au niveau de la santé il y a anonymisation de données importantes.

Nous avons échangé également la possibilité, rappelez-vous, au niveau mondial de stagiaires étrangers. Toutes ces jeunes personnes que vous voyez là aimeraient faire des stages à l'étranger au niveau de nos équipes de recherche ou de nos clusters.

Monsieur le Président

Monsieur Lannelongue, je viens de dire que vous aviez été cité très longuement par Monsieur Sotnikov pour la pépinière d'entreprises d'Obninsk que vous aviez créée en son temps.

Gérard LANNELONGUE

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Le travail, cela paye toujours !

Gérard LANNELONGUE

Absolument. J'ai été ravi de voir l'évolution et les suites de ce travail qui ne date pas d'aujourd'hui. Merci.

Chantal MARION

La mémoire est quelque chose d'important. La mémoire russe est importante parce qu'ils se souvenaient de toutes les personnes qu'ils ont rencontrées aussi bien en Russie qu'à Montpellier. Également, l'intérêt de poursuivre l'engagement avec Eurobiomed était important.

La journée n'était pas finie. Nous sommes partis à l'unité multimodale logistique de Vorsino. C'est le rêve de Monsieur Lévit, le mien et celui de Stéphanie Jannin : là-bas, le foncier existe et n'est pas cher. 1 600 hectares, vous imaginez ! Même sous la neige, c'est un rêve.

Nous avons été reçus par Madame Yana Kouzina qui dirige ce parc, une jeune femme que vous voyez à la droite de Monsieur Saurel qui nous a présenté ce parc de Vorsino. Cela a été un moment très important parce que ce parc regroupe ; cela fait rêver : le fret routier, le fret ferroviaire c'est-à-dire que la gare rentre dans le parc, les containers s'en vont, et ils nous ont montré le projet du fret aérien à venir. Il abrite des entreprises étrangères, entre autres L'Oréal, Renault et d'autres grandes entreprises françaises. Au moment où nous y étions, 39 projets d'investissement étaient en cours et ce parc génère à lui seul 9 540 emplois. Le lendemain, le mardi 31 janvier, nous sommes allés à l'université fédérale de Kalouga qui porte le nom de Tsiolkovski, j'y reviendrai après.

Monsieur le Président

Laisse un peu la photo de Lénine, quand même !

Chantal MARION

Oui, nous sommes passés vite sur la photo de Lénine.

Monsieur le Président

Qui montre le chemin. Allez-y, poursuivez.

Chantal MARION

L'université de Kalouga, Tsiolkovski, j'y reviendrai tout à l'heure quand nous parlerons du musée. Monsieur Tsiolkovski est quelqu'un de très important dans la mémoire des Russes et surtout la mémoire d'Obninsk.

Nous avons rencontré le Président de l'Université, c'était un moment chaleureux comme chaque fois que l'on rentre dans une université, qu'on le veuille ou non. Ce monsieur était quelqu'un de très dynamique. Cela nous a permis d'établir des relations avec l'Université de Montpellier, de développer la mobilité des étudiants, et ils nous l'ont demandé : entre ces étudiants russes et français, il pourrait y avoir des échanges importants et la possibilité de créer un programme d'échange entre nos deux territoires.

Il y a un moment qui pour moi avait été un moment fort, je vous l'avais dit quand je suis allée à la première délégation, c'est l'entretien de Monsieur Saurel avec les étudiants, un moment fort et important. Nous avons eu à faire à des étudiants qui parlent d'abord un français très pur, peut-être plus pur que le nôtre, qui ont eu des échanges avec Monsieur Saurel, des moments d'échanges importants. Quand on échange avec des personnes jeunes qui ont de l'avenir, des besoins, une réalité, qui sont actives, qui sont dans l'innovation, on est toujours interpellé directement et on en tire toujours quelque chose de très positif.

Monsieur le Président

Cela fait partie des discussions que j'ai eues avec le Président de l'Université Montpellier 3. Les échanges d'étudiants se réalisaient, là aussi ils sont tombés en désuétude. C'est en cours en discussion : j'ai proposé au Président Gilli de signer avec la Métropole un protocole sur les échanges culturels Montpellier 3 Université des lettres et sciences humaines, et la Métropole, qui répertorie toutes les coopérations que nous avons ensemble. Cela part des humanités numériques dont j'ai parlé tout à l'heure, en passant par les coopérations avec les étudiants, et aussi l'international.

Chantal MARION

Nous avons quitté l'université et comme nous étions à Kalouga nous sommes allés à la rencontre du Gouverneur de la Région de Kalouga, Anatoly Artamonov. Kalouga est une grande ville d'1 million d'habitants. C'est la sixième Région parmi quatorze, à avoir été labellisée 'Région innovante'. Il était important de rencontrer le Gouverneur de la Région de Kalouga. C'est la première région pour l'attractivité des investissements étrangers.

Mais Kalouga n'est pas qu'un *oblast* économique : c'est la deuxième région également de la poésie et de la culture. Développement économique, poésie culture. Monsieur Artamonov était présent ; également Vladimir Popov, Vice-Gouverneur de la Région de Kalouga ; Monsieur Vladimir Potemkine, Vice-Gouverneur de la Région de Kalouga et chef de la représentation de la Région de Kalouga ; Monsieur Pavel Suslov, Ministre régional de la Culture et du Tourisme ; Monsieur Alexey Vasilenko, Consultant du Gouverneur de la Région de Kalouga ; Monsieur Vladislav Shapsha, Maire de la Ville d'Obninsk ; et Monsieur Sotnikov, qui nous a suivis pendant toute notre délégation et notre déplacement.

Lors de cette réunion de travail avec le Gouverneur, nous avons renouvelé la volonté de mettre en place un accord de coopération élargie, c'est très important ce nom entre sa Région et la Métropole, qui sera signé à peu près en octobre lorsque la délégation de Russie sera reçue ici à Montpellier. Les thèmes sur lesquels va reposer cette convention sont l'économie, l'innovation, l'agroalimentaire, le tourisme, l'université, l'enseignement, la santé, le sport ; dès à présent d'ailleurs le FISE a une implantation sur la Région de Ka-

lougua, parce que là aussi les espaces se prêtent très bien à l'implantation du FISE, et il ne faut pas oublier la culture.

Monsieur Saurel, je peux dire qu'à ce niveau on vous a fait une proposition, je pensais que vous en parleriez mais je peux en parler : la Région vous a proposé d'offrir un buste de Youri Gagarine.

Monsieur le Président

La Région de Kaluga a proposé à la Métropole de nous offrir le buste de Youri Gagarine, premier homme à connaître l'espace. Il n'y a que quatre villes dans le monde qui ont obtenu ce buste. Je remercie le Gouverneur de la province.

Chantal MARION

Le Gouverneur Artamonov a été intéressé également, rappelez-vous, par l'organisation administrative de la Métropole et comment la Métropole avait été créée, son fonctionnement politique.

Ensuite, vous avez procédé à la signature de l'accord de coopération entre la Ville de Montpellier, la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation. A l'issue de cette signature, il y a eu une conférence de presse que vous avez tenue et une interview directe par NiKKa TV, une conférence de presse très importante au niveau national.

Pour terminer cette journée magnifique, nous sommes allés visiter le musée de l'espace. C'est le plus ancien musée de l'aérospatiale au monde. Le musée porte le nom du père de l'espace Constantin Tsiolkovski on retrouve le nom de l'université, originaire de Kalougua. La tradition veut que tous les cosmonautes et spatio-nautes viennent dans sa maison se recueillir avant de partir dans l'espace.

Monsieur le Président

C'est la station Mir, station internationale qui se trouvait dans l'espace et qui recevait l'ensemble des vaisseaux spatiaux. *Mir* signifiant : « le monde ». Vladimir : « celui qui possède le monde ».

Chantal MARION

Ce musée possède les originaux du Spoutnik et Spoutnik 2.

Monsieur le Président

Spoutnik, 1955.

Chantal MARION

A ce niveau, rappelez-vous, a été évoqué le rapprochement possible avec le centre de nanosatellites de Montpellier. Nous n'avons pas Airbus à Montpellier mais nous avons les nanosatellites, et ils étaient très intéressés par les nanosatellites sur la Métropole.

Enfin, le mercredi 1^{er} février, nous sommes retournés à Moscou pour être reçus à la Douma.

Monsieur le Président

Je tiens à remercier les Députés russes qui m'ont reçu très amicalement à l'Assemblée Nationale russe qui s'appelle la Douma. Je suis d'autant plus sensible à cette invitation que malgré mon titre de député suppléant de l'Hérault, je n'ai jamais été invité à l'Assemblée Nationale en France. Cela m'a fait plaisir et je remercie le Gouvernement russe de m'avoir invité.

Chantal MARION

Nous avons été reçus par Alexandre Avdeev, Député de Kalougua ; Sergeï Jelezniak, Député de Moscou ; Nikolay Lyubimov, Député de Kalougua ; et toujours Monsieur Vladimir Potemkine qui était présent.

Je tiens à souligner qu'il n'était pas prévu que le Député qui est au centre ici, Sergeï Jelezniak, qui est aussi Vice-Président du Conseil de la Fédération du Sénat de Russie, vienne, mais sachant qu'une délégation française venait, il est venu spécialement pour nous recevoir.

Ce qui est important : Nikolay Lyubimov a été nommé dernièrement par Vladimir Poutine Gouverneur de la province de Riazan, et lors de l'entretien télévisé Vladimir Poutine a demandé qu'il fasse au moins aussi bien que ce qui a été fait à Kalougua avec la délégation française.

Ensuite, nous avons été reçus par l'Ambassadeur de France Monsieur Jean-Maurice Ripert. Lors de cet échange a été évoquée la possibilité que l'Ambassade nous soutienne dans nos opérations de promotion de nos vins et de valorisation touristique.

Monsieur le Président

Ambassadeur extraordinaire ! Il a pris mon programme et il l'a publié avec son nom sur le site de l'ambassade. Ils sont forts, dans les ambassades ! Je le remercie pour les petits fours, mais franchement il y a du boulot. Et vive la diplomatie populaire.

Chantal MARION

Et la démocratie populaire, Monsieur le Président.

Le lendemain, nous nous sommes envolés pour Volgograd qui est l'ancien Stalingrad. Vous avez ici une vue de Volgograd. C'était le jeudi 2 février. Dans un premier temps, nous avons été reçus à l'école 5 – là-bas, les écoles comme les hôpitaux ont des numéros de l'arrondissement Voroshilovskiy à Volgograd. Vous avez été accueilli par Monsieur Andrey Vladimirovich Kosolapov, Maire de Volgograd, qui est très grand. Cinq écoles étaient représentées, c'était aussi un moment important et très émouvant, Monsieur le Président. Deux écoles ont vocation à aller à l'étranger pour célébrer la victoire de Stalingrad, et vous avez évoqué la possibilité entre autres de les faire venir pour une prochaine célébration à Montpellier. Ils vous ont fait l'honneur de présenter la bataille de Stalingrad en français. C'étaient de jeunes enfants. Au milieu de ces jeunes, vous avez célébré le souvenir des morts pour leur pays.

Monsieur le Président

Cela veut dire que l'an prochain à Montpellier nous célébrerons la bataille de Stalingrad, le 2 février. Il n'y a aucune raison de ne pas le faire. Il y a plutôt beaucoup de raisons de le faire.

Chantal MARION

Après ces moments importants au milieu de toute cette jeunesse qui est très sensible, porteuse de la mémoire de cette bataille, nous sommes allés visiter le musée panoramique de la bataille de Stalingrad. Vous voyez ici une photo panoramique. C'est impressionnant à visiter, c'était le 74^e anniversaire de la défaite des troupes nazies lors de la bataille de Stalingrad. 90 % de la ville a été détruite et près d'1 million de personnes ont péri, dont 250 000 civils, dans cette bataille qui a duré six mois, du 17 juillet 1942 au 2 février 1943. Une des batailles les plus meurtrières de l'histoire. C'est la deuxième défaite d'Hitler après la bataille de Moscou, mais la plus emblématique pour eux.

Évoquer Stalingrad en Russie suscite toujours autant d'émotions, nous l'avons ressenti, nous l'avons vécu. Sont encore en vie à l'heure actuelle douze vétérans de la bataille. Nous avons visité ce musée. Des drapeaux français offerts à Stalingrad sont encore exposés avec l'inscription, comme vous le voyez : « *Jamais les jeunes du pays de Fabien et de Guy Moquet ne feront la guerre au pays des héros de Stalingrad.* » Vous avez signé le livre d'or, Monsieur le Président, de ce musée.

Pour terminer la journée et notre délégation, nous sommes partis sur la colline de Mamaïev, c'est la colline mythique qui surplombe Volgograd/Stalingrad, où sont déposées les fleurs au Mémorial du feu éternel, dans ce qu'ils appellent l'allée des Héros, avec la statue de la Mère Patrie comme vous l'avez vu, qui a une hauteur de 85 mètres. Vous voyez cette statue ici. Pour terminer, vous avez collé, Monsieur le Président, une étoile à la mémoire des soldats morts.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion. Vraiment, nous avons fait notre boulot, notre travail, notre devoir, accompli notre mission. Je rappelle la cérémonie d'hommage à l'Armée rouge et aux civils hommes et femmes qui sont tombés à Stalingrad. L'un des derniers à s'être incliné sur ce mémorial est le Général de Gaulle, qui d'ailleurs a toute la considération des Russes. Il y a beaucoup de non-dits dans cette affaire. Je pense qu'être présent en tant qu'élus français auprès de tous ceux qui nous ont permis de gagner la dernière guerre – car c'est la bataille de Stalingrad qui a inauguré la défaite d'Hitler et du fascisme – était la moindre des choses que nous pouvions rendre à tous ces héros. C'était l'occasion de le faire le 2 février.

Merci beaucoup Madame Marion pour cet exposé très complet.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Je passe à l'ordre du jour. Affaire numéro 1. L'ordre du jour est composé de 68 affaires. Il est proposé de présenter l'affaire 33, sur le développement économique, à la suite de l'affaire 29. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 25 JANVIER 2017

Monsieur le Président

Affaire 2, il s'agit du procès-verbal du 25 janvier 2017. Vous avez pris connaissance de ce procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Le procès-verbal de la séance du mercredi 25 janvier 2017 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3, synthèse des décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil. Avez-vous des observations à formuler ?

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION – ACCORD-CADRE TOULOUSE METROPOLE – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – BILAN ET PERSPECTIVES

Mme C. HART, M.P. KRZYZANSKI, M. M. MAJDOUL, M. G. LANNELONGUE et M. T. BREYSSE entrent en séance.

Mme C. LEVY-RAMEAU sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 4, il s'agit de l'accord-cadre entre Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole, bilan et perspectives. Je donne la parole à Max Lévida puis à François Chollet.

Max LÉVIDA

Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues, je vous rappelle : le 31 juillet 2015, la décision a été prise que Toulouse devienne capitale régionale. Je vous rappelle la déclaration qu'a faite à cette occasion Monsieur Jean-Luc Moudenc, qui est le Maire de Toulouse et le Président de Toulouse Métropole. Il a indiqué : « *Je me réjouis que Toulouse soit désignée comme chef-lieu provisoire. Cette décision correspond à une réalité économique et démographique objective, mais je reste fidèle à la ligne adoptée dès l'été 2014 à l'issue de la première rencontre avec Philippe Saurel, Maire de Montpellier et Président de la Métropole.* » Nous avons mis en place un dialogue devenu une coopération, et nous avançons dans un esprit de solidarité. Choisir Toulouse ne doit pas engendrer un déséquilibre entre les deux Métropoles car elles sont une chance pour ce futur territoire qui s'appelle l'Occitanie. Dans le dossier que vous avez sous les yeux mes chers collègues, on rappelle les objectifs de l'accord-cadre que nous avons signé en janvier 2016, où l'on indiquait que cet objectif est :

- de favoriser un développement concerté et équilibré du territoire,
- de développer entre les deux Métropoles de la nouvelle Région un partenariat constructif, concernant en particulier les schémas de planification régionaux, la participation aux instances de concertation et de coordination régionale,
- de mettre en œuvre une coopération concrète entre les deux Métropoles, notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, de coopération internationale, de transport et mobilité, de culture, de politique agricole et alimentaire ;
- et d'instituer un dialogue permanent entre les deux Métropoles, ce que nous avons fait au cours de l'année écoulée.

Il était indiqué l'année dernière également, dans l'accord-cadre qui nous lie, que nous nous engageons à présenter un rapport annuel pour que vous ayez le bilan des actions menées et celles qui sont en perspective.

Essentiellement, cette année a permis d'installer les mécanismes de dialogue et de coopération entre les différents pôles. Vous avez sous les yeux le bilan, je viens d'indiquer les principaux enjeux.

Quelques rappels chronologiques, je les ai faits. Vous pouvez passer à la page 2. Les principaux enjeux de l'accord-cadre, je viens de vous les indiquer. C'est la page après. Nous n'avons pas la même pagination mais ce n'est pas un problème, nous allons nous retrouver.

Au titre de la gouvernance : ce paragraphe, nous avons prévu que c'était vous, François.

François CHOLLET

D'abord, je voulais dire au nom de Toulouse Métropole et de son Président que nous sommes très honorés d'être avec vous aujourd'hui. C'est vrai que sur un plan très pratique c'est ce qui est indiqué sur cette plaque, nous nous sommes rencontrés, ces rencontres ont eu lieu au nombre de quatre avec les Vice-Présidents, mais aussi avec les Directeurs de mission, c'est un point important, je pense à Philippe Renaud, Domitien DETRIE, initialement ici à Montpellier, Pierre-Emmanuel RAYMOND, qui m'accompagne aujourd'hui pour Toulouse. Ce sont les catalyseurs de l'action. Aussi, il faut le dire, il y a eu deux réunions entre les Comités de direction, c'est-à-dire entre les services et le DGS, qui se sont rencontrés, c'est aussi important à Carcassonne en avril et à Toulouse en novembre. Ces réunions ont été conduites par les élus thématiques dont la délégation porte sur le développement économique, les relations internationales, le développement touristique, l'habitat, la culture et, vous l'avez indiqué sur cette diapositive, une journée d'échanges sur les dynamiques communes de la French Tech. C'est le factuel des réunions qui se sont déroulées au cours de cette première année.

Sur la diapositive suivante il y a quelques éléments en matière de bonnes pratiques multithématiques. C'est le premier thème : les services se sont parlés, il y a eu des échanges à partir de l'ingénierie budgétaire et financière par exemple, avec les directions des finances, il y a eu une réflexion sur la mutualisation qui est un problème commun entre nous et vous, services Ville-Métropole et direction RH (entre août 2016 et octobre 2016), une animation commune de séminaires nationaux de formation des cadres territoriaux. Ce sont les relations entre les services qui sont devenues effectives au cours de cette année.

Il y a aussi une intervention dans les schémas régionaux, échanges avec les schémas régionaux de la Région, et je fais peut-être un point sur la signature du Pacte Etat Métropole que le Premier Ministre a signé avec vous, Monsieur le Président, comme il l'a signé avec Jean-Luc Moudenc à Toulouse. Ce Pacte Etat Métropole contient un paragraphe strictement identique entre les deux Métropoles et qui touche à plusieurs aspects, en particulier la liaison ferroviaire entre Toulouse et Montpellier.

Après, je crois que Max c'est vous qui continuez. Non, c'est moi encore. Nous ne sommes pas rodés, mais demain matin à Toulouse ce sera plus rodé.

Nous avons observé cette année, dans la mesure où les Métropoles et les élus se parlaient, un effet d'entraînement vers d'autres structures. C'est ce qui est exprimé sur cette diapositive : effet d'entraînement vers les CODEV, les Conseils de développement, avec des participations croisées entre les Conseils de développement de Toulouse et de Montpellier, un travail commun sur la coopération entre les deux Métropoles, le rapport au développement régional, les avis de ces Conseils de développement sur la métropolisation des fonctions et le rapport avec d'autres territoires. Il y a eu aussi les Chambres de commerce qui se sont rencontrées à travers la Conférence nationale Métropoles CCI à Bordeaux, un montage de clubs d'entreprises et aussi de nombreuses rencontres à partir d'offices du tourisme.

Max LÉVITA

Si nous faisons le bilan en termes de tourisme, nous assurons une présence commune dans les différents salons auxquels nous participons : par exemple, le salon international qui a eu lieu à Barcelone en décembre 2015 ; en décembre 2016 nous avons un stand mixte au Salon de l'immobilier SIMI Paris ; au MI-PIM la semaine prochaine à Cannes ; nous avons un stand commun au salon de l'IMEX de Francfort ; une participation commune au Salon mondial du tourisme, etc. Vous l'avez sous les yeux.

Cela montre que nous travaillons ensemble d'une manière déterminée. Je tiens à préciser que nous rapportons François Chollet et moi, mais c'est un travail fait par les différents Vice-Présidents, essentiellement par Madame Chantal Marion en ce qui concerne le développement économique, mais également par Monsieur Cousquer en ce qui concerne le tourisme, par Madame Jannin en ce qui concerne l'habitat et le développement économique.

La page d'après, c'est vous ! Bilan de la première année, synthèse.

François CHOLLET

Quelques mots en matière de synthèse. C'est une année de mise en place et de connaissance réciproque. Je dois souligner la grande qualité de relationnel avec les élus de Montpellier, de la part des toulousains. C'est ce que je pense, mais c'est aussi ce que pensent l'ensemble des élus qui ont participé au contact avec Montpellier. C'est un dialogue pas seulement entre élus, mais un dialogue technique avec les services. C'est un élément extrêmement important, un effet d'entraînement, et une dynamique qui doit se poursuivre dans des actions concrètes et lisibles en 2017 en particulier.

Max LÉVITA

Sur les pistes également et les perspectives 2017, il s'agit de renforcer nos relations avec la région Occitanie, en particulier sur le socle commun au sein des volets métropolitains du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation dans le cadre du futur schéma régional du tourisme. Il y a également la concertation au titre du processus de revoyure dans le cadre du CPER, la coordination dans le cadre de concertations engagées au titre du Schéma Régional d'Aménagement du Développement Durable et de l'égalité des territoires, la coordination et la convergence des avis dans le cadre de la Conférence Territoriale de l'Action Publique.

Je voudrais juste indiquer, vous l'avez tous vu mes chers collègues dans les journaux, que l'INSEE a sorti une étude dans laquelle il indique que les deux grands réseaux, celui de Montpellier et celui de Toulouse en fait ne travaillent pas ensemble. La géographie et l'histoire sont telles qu'il y a peu de relations entre les deux Métropoles, ce qui montre le point dont nous partons. Ce n'est pas le point auquel nous allons arriver. C'est dans ces perspectives-là que nous nous situons.

Monsieur le Président

Si je peux me permettre, ce n'est pas parce que nous sommes en capacité de nourrir des relations intelligentes avec Toulouse Métropole que la Région a forcément une cohérence. La coopération, nous la faisons avec Toulouse, c'est notre nouvelle capitale régionale, mais nous avons des axes de coopération avec Marseille sur la cardiologie, nous avons aussi des axes de coopération avec Bastia, avec les villes de la Méditerranée. Nous avons avec Toulouse une relation plus intime car c'est notre capitale régionale telle que l'a souhaitée la réforme territoriale. Ce n'est pas pour autant que la cohérence régionale n'est pas discutable.

C'est d'ailleurs ce que vient de dire Max à mots couverts : les résultats de l'enquête INSEE montrent bien qu'en termes de géographie et au-delà du Seuil de Naurouze, il y a une barrière géographique, culturelle, et historique un peu aussi. Les relations que nous nourrissons avec Toulouse sont des relations construites sur l'intelligence, c'est pour cela qu'elles sont durables.

Max LÉVITA

Nous nous sommes mis d'accord sur un certain nombre de points, sur l'action en faveur de Montpellier capital santé, le développement d'échanges et de convergences entre les deux Métropoles. Il est évident que nous travaillons ensemble et que nous envisageons de faire des appels à idées communs sur les projets ville intelligente ainsi que mobilité, énergie, gestion des risques et prise en compte du vieillissement. Il y a une participation concertée aux politiques régionales de promotion à l'international et à la Conférence nationale de l'attractivité française à travers Business France et Atout France, la poursuite et le développement de la mise en place de stands communs ou jumelés pour la commercialisation de nos territoires, et l'économie des grandes opérations d'immobilier d'entreprise.

Enfin, il y a des échanges sur les politiques et les techniques eau assainissement, et pour terminer le rapprochement dans le cadre des processus de finalisation des documents PLUI/PLH et Plan Climat Air Energie Territorial.

Cela étant dit, ni Toulouse ni Montpellier n'entend favoriser le développement uniquement sur le territoire de leur Métropole. Elles entendent étendre les résultats de ces collaborations aux territoires qui leur sont adjacents.

François CHOLLET

Il reste deux diapositives. Celle-ci sur le tourisme, événements sportifs et culturels, avec des perspectives fortes, très clairement, en matière de tourisme en particulier, avec la poursuite, le développement et la mise en place de stands communs – le MIPIM, Max l'a signalé tout à l'heure –, la position des deux offices du tourisme, la création de produits touristiques communs, ce que l'on appelle les packs découverte des deux Métropoles, les espaces d'affichage communs – cela a commencé, Montpellier est affiché à Toulouse sur les quatre par trois –, la promotion de valorisation du patrimoine historique, et des éléments des calendriers d'organisation des congrès internationaux qui peuvent être fédérés et organisés. Dans la mesure où un congrès international ne se reproduit pas dans la même ville l'année d'après, il y a une possibilité de planification. Et puis la participation montpelliéraine à des événements liés à Toulouse. Toulouse est capitale européenne de la science en 2018 et il nous est apparu important d'associer Montpellier à cette ESOF en 2018.

La diapositive suivante, la dernière, c'est en matière de culture, la création d'une structure. C'est un projet 2017 qui fédérera les acteurs des musiques actuelles sur les territoires des deux Métropoles. C'est le projet de la création d'une Cité européenne du cirque à Toulouse. Il y a des partenariats avec l'Ecole du cirque et l'Université de Montpellier. C'est aussi la création d'une journée alternée de réflexions thématiques cul-

ture et développement du territoire. Ce sont, en matière d'opéra, pas seulement des échanges mais aussi une évolution à travers une coproduction annuelle, la mise en réseau des deux conservatoires régionaux, et des expositions coproduites et exposées à la fois à Montpellier et à Toulouse. Voilà le schéma.

Si vous le permettez, Monsieur le Président, un commentaire : je dois dire la fierté de Toulouse d'être associée de telle manière à cet accord avec Montpellier, la fluidité avec laquelle ces relations se sont passées au cours des 18 mois qui viennent de s'écouler, la potentialité qu'il y a à travers cette relation, et l'espérance de poursuivre cette amitié entre les deux Métropoles de la région qui est en train de se construire et de grandir.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, merci à Max Lévit, merci à François Chollet, merci à Jean-Luc Moudenc, représenté ce soir par François Chollet.

Je voudrais ajouter un événement qui n'était pas officiel mais qui le devient, c'est notre participation au congrès que Toulouse organise, qui s'intitule Futurapolis. Futurapolis, c'est la ville du futur et c'est un grand congrès que pilote Toulouse Métropole sur les nouveaux moyens de transport, sur les bus sans conducteur, sur les drones, sur ce type de nouveaux moyens d'investigation de l'espace. Nous ferons la première mi-temps à Toulouse sur les thématiques que je viens de citer, et les 13 et 14 octobre, à l'opéra Comédie, nous partirons sur le Futurapolis Montpellier qui sera orienté vers la politique de santé et la médecine du futur – un cycle de conférences sur la médecine du futur. Futurapolis sur les nouveaux moyens de transport, l'investigation de l'espace et les nouvelles technologies à Toulouse, et la médecine du futur à Montpellier à l'opéra Comédie, en partenariat avec le journal *Le Point* qui sera la clé de voûte, si j'ose dire, la cheville ouvrière des deux manifestations. Si vous tweetez, vous ajoutez « @lepoint.fr ».

Une coopération complémentaire entre Toulouse et Montpellier, parce que Toulouse a initié cela depuis plusieurs années, a l'expérience. Il n'était pas question pour nous d'amputer le domaine de compétence de la Métropole de Toulouse mais bel et bien de concevoir un événement à sa suite, sur une thématique différente et qui corresponde à la personnalité de Montpellier, Montpellier capital santé. Vous savez tout.

Je remercie François Chollet et il y a un petit débat quand même, Madame Jamet. Qui souhaite prendre la parole ? Il y a Madame Jamet et Monsieur Domergue. Madame Jamet.

France JAMET

Merci. Je suis contente parce que j'ai l'impression que nous allons rester comme cela pendant quatre ou cinq heures à écouter sans pouvoir intervenir. Il n'y a rien de plus ennuyeux que ces retours de vacances où l'on est obligé de supporter les diapos avec les commentaires de ceux qui sont enthousiasmés par ce qu'ils ont vécu.

Monsieur le Président

Il faut être tolérant, Madame Jamet.

France JAMET

Je suis tolérante.

Monsieur le Président

Vous ne croyez pas que j'en entends et que j'en lis, des couillonnades, toute l'année ? Vous vous rendez compte, si l'on devait me faire une perfusion avec tout ce que j'entends de négatif ! Il faudrait faire une ex-sanguino-transfusion.

France JAMET

Je voulais vous rappeler quelques petites choses. Je suis ravie, je l'ai dit, nous sommes les seuls pratiquement à avoir défendu cette position par rapport à Moscou. Je vous rappelle que c'est Monsieur Macron, votre ami, qui est à l'origine de cette crispation en tant que Ministre de l'Economie et de l'Industrie mais il faut quand même parler des choses sérieuses, c'est que beaucoup d'entreprises françaises ont été touchées. Évidemment, cela fait sourire, je comprends. Ils ne nous en veulent pas parce que si les échanges commerciaux avec l'Union européenne ont baissé, il y a une chose qui est claire : les importations aux États-Unis ont augmenté.

Monsieur le Président

C'est hors sujet, parlez de la relation Montpellier-Toulouse s'il vous plaît.

France JAMET

Ce n'est pas hors sujet.

Monsieur le Président

Si, c'est hors sujet.

France JAMET

Ce n'est pas hors sujet.

Je vois que vous êtes assez souple mais il faut quand même vous rappeler certaines choses historiques. Sur la région regroupant Toulouse et Montpellier, je vous l'ai dit dès le début : tout cela n'est pas bon pour Montpellier, n'est pas bon pour les Métropoles, n'est pas bon pour le Languedoc-Roussillon. Je suis parfaitement convaincue et consciente de la force de Toulouse, et je vous l'avais rappelé, sans vouloir offenser...

Monsieur le Président

Dites-le au Gouvernement. C'est le Gouvernement qui l'a décidé, ce n'est pas moi.

France JAMET

Le Gouvernement de Monsieur Macron. Si vous voulez me laisser parler !

Monsieur le Président

C'est Monsieur Hollande.

Une intervenante

Pas de leçons, Madame Jamet !

France JAMET

Vous donnez des leçons et vous êtes toujours dans l'échec. Les Métropoles aujourd'hui, c'est une étude qui a été faite récemment, sont devenues véritablement des trous noirs de l'emploi. Je voudrais vous mettre en garde parce que cette course au gigantisme et à la métropolisation a entraîné une désertification des zones rurales et des petites et moyennes communes. On le voit déjà au niveau de la Métropole : tout cela aspire les forces vives. Je vous avais dit que le TPT (tout pour Toulouse) avait aspiré les forces vives de sept Départements. Je vous mets en garde. Ce n'est pas le tout de se gratter le ventre, de s'autocongratuler, de se féliciter de ce gigantisme. Faites attention. Cela se fait au détriment de l'emploi, au détriment des hommes et des femmes qui vivent dans notre région, et l'on ne peut pas passer à côté de cela. Souffrez cette leçon.

Monsieur le Président

J'ai bien entendu, mais vous savez bien que cela s'est fait à limites constantes.

France JAMET

A quoi ?

Monsieur le Président

Les limites de l'Agglomération n'ont pas évolué. La Métropole s'est faite à limites constantes. Il n'y a pas eu de phénomène d'absorption des communes voisines, vous le savez bien. Il ne faut pas mentir aux citoyens.

France JAMET

Elle s'amplifie, c'est ce que vous avez fait avec Toulouse.

Monsieur le Président

Il ne faut pas mentir aux citoyens.

France JAMET

Les citoyens vivent ce que vous ne voulez pas voir ni entendre.

Monsieur le Président

Monsieur Domergue, relevez le niveau s'il vous plaît.

Jacques DOMERGUE

C'est une tâche rude, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je vous fais confiance.

Jacques DOMERGUE

Je voudrais remercier François Chollet d'être parmi nous ce soir. C'est un ami et je suis heureux qu'il soit là. Je voulais lui dire que c'est bien qu'il vienne rassurer les Montpelliérains. Vous savez, quand on perd le titre de capitale régionale, ce qui est arrivé à Montpellier, il y a toujours quelques inquiétudes, et l'on pouvait avoir comme inquiétude le fait que Toulouse veuille préempter l'ensemble des responsabilités. Cette coopération qui s'installe et ce partenariat qui a l'air de se dessiner aujourd'hui, grâce à l'action de Max Lévitte et de toi-même, sous l'impulsion des deux Présidents, sont à mon sens le signe qu'il y a réellement une volonté de ne pas écarter une ville par rapport à une autre, et notamment que Montpellier ne soit pas à la traîne de Toulouse.

Toulouse est une grosse capitale régionale. Montpellier est une ville qui croît aussi rapidement, sinon plus, que Toulouse. Peut-être qu'un jour nous vous rattraperons et nous pourrions avoir ces prétentions, mais à partir du moment où nous avons défini des priorités et des axes prioritaires pour la Métropole montpelliéraine, il est important que Toulouse en tienne compte et que ce partage qui est en train de se faire respecte ces priorités. Je me félicite de ta présence, je suis heureux. Tu peux traduire à Philippe Moudenc et lui dire que nous sommes très heureux de cette coopération entre Philippe Saurel et lui-même.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Domergue pour cette vision positive des choses.

Je le dis toujours à ceux qui veulent être candidats à la mairie de Montpellier en 2020 : franchement, on ne peut pas être candidat dans une ville et taper sur la ville ! Il faut aimer la ville. Il faut aimer ses habitants, ses rues, ses couleurs, ses ombres, ses lumières. On ne peut pas être candidat en critiquant tout le temps une ville. Il faut aimer les gens pour faire de la politique, voyez-vous, c'est tout simple.

Merci Monsieur Domergue de votre intervention. Je vais faire voter, parce qu'il y a une convention que nous devons signer, donc il faut que nous portions au suffrage de l'Assemblée cette affaire. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Un contre et tout le reste pour. Merci à tous.

Je vous demande deux minutes de récréation pour raccompagner François Chollet.

Monsieur le Président raccompagne Monsieur François Chollet.

Avant de poursuivre l'ordre du jour et de donner la parole à Stéphanie Jannin pour la présentation du rapport préalable au budget sur la situation de Montpellier Métropole sur le développement durable, je voudrais avoir une pensée et un petit mot très affectueux pour Raymond Dugrand qui nous a quittés, ancien adjoint à l'urbanisme de Montpellier, le concepteur de la ville moderne, professeur à l'université, résistant, proche du Parti Communiste, et qui a laissé son empreinte dans la ville et donc dans l'Agglomération, dans mon district, qui appelait de ses vœux la création de la Métropole. Il a laissé en héritage les grands concepts qui nous occupent aujourd'hui, que ce soit la ville linéaire, la Métropole en réseau, l'affinage urbain, tous ces concepts qu'il a très bien spécifiés et sur lesquels nous continuons à avancer. Je remercie tous ceux qui étaient présents à ses obsèques.

Après un malheur, une joie. Je voudrais féliciter Anne Brissaud ; elle vient de m'envoyer un petit texto pour avoir mis au monde le petit Pierre qui est né il y a quelques heures. Je voudrais la féliciter.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N° 5 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PRÉSENTATION DU RAPPORT PRÉALABLE AU BUDGET, SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, EN MATIÈRE DE DEVELOPPEMENT DURABLE – APPROBATION

Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme S. BOUALLAGA et Mme J. FRECHE entrent en séance.

Mme M. BODKIN sort de séance.

Monsieur le Président

Madame Jannin.

Stéphane JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, je vais donc vous présenter le rapport de développement durable 2016. Ce rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Métropole pour l'année 2016. C'est une action transversale que j'ai l'honneur de rapporter ce soir, mais qui me conduira naturellement à citer les actions d'un certain nombre de mes collègues Vice-Présidents qui travaillent sous votre feuille de route Monsieur le Président, car je sais que vous êtes très attaché à ces questions du développement durable et surtout à leur mise en œuvre opérationnelle, à leur réalité.

Ce rapport de développement durable renseigne annuellement une vingtaine d'indicateurs de suivi entre les années 2009 et 2015, et dessine également les perspectives envisagées par la Métropole pour l'année 2017. Tous les EPCI de plus de 50 000 habitants sont tenus de présenter préalablement au budget le rapport sur la prise en compte du développement durable dans l'action politique, selon cinq thèmes prédéfinis : la lutte contre les changements climatiques, la préservation de la biodiversité, la cohésion sociale, l'épanouissement des êtres humains, les dynamiques de développement, et un sixième point méthodologique.

Je vais balayer un certain nombre d'actions dans tous ces domaines. Bien sûr on ne peut pas tout citer mais nous allons essayer de montrer un peu le panorama de l'action de la Métropole en matière de développement durable.

Tout d'abord, en matière de lutte contre le changement climatique et parallèlement à la poursuite de la mise en application des orientations déterminées par ces documents de planification et de programmation territoriale existants que sont par exemple le Schéma de Cohérence Territoriale, le Plan de Déplacements Urbains, le Plan Local de l'Habitat, etc., Montpellier Méditerranée Métropole poursuit en 2016 et de matière intégrée, outre les réflexions relatives au projet Montpellier Métropole Territoire que nous avons voté lors du dernier Conseil métropolitain, la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale, nous allons y venir dans une affaire suivante, l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal, l'action de rénovation thermique des copropriétés dont nous avons déjà parlé de nombreuses fois dans cette assemblée, la mise en œuvre du projet urbain Ode à la mer, la reconquête d'une vaste zone commerciale, ainsi que la recherche de solutions innovantes en particulier pour le recours aux énergies renouvelables, à l'image de son programme d'accompagnement du projet d'aménagement de la ZAC Eurêka extension sur la commune de Castelnau-le-Lez.

Pour mémoire, Montpellier Métropole Territoires, que nous avons donc voté au dernier Conseil, qui a été mené pendant toute l'année 2016, avait pour principal objectif de dégager les grandes valeurs partagées par les élus et qu'ils ont en commun, sur la question de l'aménagement du territoire et en particulier la question majeure de l'adaptation au changement climatique, qui est sans doute le défi numéro 1 de notre génération et pour le siècle à venir, notamment sur la question du grand cycle de l'eau travaillée en partenariat avec Jackie Galabrun-Boulbes, qui s'occupe dans le cadre de cette délégation de ce point majeur sur la Métropole.

Dans le domaine des transports, la Métropole mise sur les mobilités post-carbone, avec bien sûr l'action phare de la mise en service de la ligne 4 de tramway interconnectée à l'ensemble des différents modes de déplacement, que Monsieur le Président vous avez souhaité réaliser immédiatement et avant la ligne 5 de tramway. Ce sont donc 1,2 kilomètre de distance et trois nouvelles stations qui permettent maintenant de boucler le centre-ville.

En interne à l'institution métropolitaine et sous la délégation à l'administration générale de Madame Guiraud, Vice-Présidente, afin de faciliter les déplacements professionnels des agents par des modes de transport alternatifs à la voiture, la collectivité met à leur disposition quinze vélos à assistance électrique pour leurs déplacements professionnels. Quinze vélos à assistance électrique supplémentaires ont été commandés en 2016. La Métropole a de plus choisi d'acheter des modèles de véhicules plus légers, économes en énergie, sept véhicules. La Métropole a également réduit le nombre de véhicules de son parc automobile.

En matière de préservation de la biodiversité et de protection des milieux et des ressources, la Métropole se donne comme valeur commune, au travers notamment du projet Montpellier Métropole Territoires, de révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un grand parc métropolitain et des espaces verts, des espaces naturels situés à moins d'un quart d'heure de chaque habitant de la Métropole.

Au-delà de la préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles, il s'agit maintenant d'intégrer le respect de la biodiversité, le grand paysage et la mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire de référence portée par la Vice-Présidente Isabelle Touzard dans le cadre de sa délégation, comme des éléments déterminants du projet de territoire, au même titre que les projets urbains.

Par ailleurs, le contrat de Métropole signé le 28 janvier 2016 apporte un sens et une lisibilité politique aux actions diverses dans le domaine des milieux aquatiques, de leur préservation et de la reconquête de la qualité des eaux, sous la délégation de Monsieur Revol qui est Vice-Président délégué au service public de l'eau et à l'assainissement. Ce contrat est porté par la Métropole et les syndicats de bassin versant avec l'aide financière de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse. Il couvre sur la période 2015-2019 les domaines de l'assainissement collectif et non collectif, la lutte contre les pollutions dispersées toxiques, la gestion durable des ressources en eau et l'alimentation en eau potable, les milieux aquatiques et la gouvernance, et enfin la promotion d'actions de coopération décentralisée.

En interne, toujours sur la délégation de Madame Guiraud, la Métropole a adopté un plan d'action visant à réduire les volumes de papier consommé. Elle n'achète plus que du papier recyclé. La totalité des papiers de bureau est collectée par une entreprise en vue de leur recyclage. De plus, elle a mis en place un processus de dématérialisation des actes administratifs. Par ailleurs, la Métropole maîtrise ses consommations notamment d'eau et de gaz, permettant encore en 2016 des économies substantielles.

L'entretien des espaces verts est quant à lui réalisé sans pesticide et en ayant recours à des essences végétales adaptées au climat méditerranéen, objectif qui a été mis en œuvre par le Vice-Président Rabii Yousous, délégué à la voirie et à l'espace public.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la Métropole a poursuivi et accentué sa politique de production des différents types d'offres résidentielles, de manière équilibrée sur le territoire métropolitain, conformément aux orientations fixées par son Programme Local de l'Habitat dans le cadre de la délégation de Noël Ségura, Vice-Président en charge du logement.

Deux quartiers ont également été identifiés dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain, PNRU : le quartier de la Mosson et celui des Cévennes, sous la délégation de Madame Dardé qui est première Vice-Présidente déléguée à la cohésion sociale et à la politique de la ville, projets que vous suivez Monsieur le Président très particulièrement, projets des Cévennes et de la Mosson.

Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de pilote et de coordinatrice de la politique de la ville 2015-2020, met en œuvre, en partenariat avec l'État et les acteurs locaux, le nouveau programme de renouvellement urbain que vous avez signé Monsieur le Président le 16 décembre 2016. Des actions qui participeront bien sûr à l'ambition politique de la Ville de Montpellier et de la Métropole, consistant à réparer la ville dans tous les quartiers, et contribueront à l'action de fond menée depuis plusieurs années pour y améliorer la qualité de vie, développer des activités économiques commerciales et réduire les inégalités territoriales.

L'épanouissement de tous les êtres humains est un thème qui nous est donné dans ce cadre : la Métropole a choisi de s'engager dans la lutte contre l'exclusion, par de nombreuses actions qui contribuent à améliorer la qualité de vie des publics en situation de handicap, avec notamment une offre culturelle et sportive – on peut saluer le travail de Messieurs Travier et Meissonnier, Vice-Présidents en charge des délégations culture et sport – adaptée en faveur de différentes catégories de handicaps, une offre de transport public de plus en plus accessible. Depuis 2015, 100 % des bus urbains et des tramways sont rendus accessibles, dans le cadre de la délégation de Madame Illaire, Vice-Présidente sur l'accessibilité. L'aménagement de la voirie également : 75 % des arrêts de bus urbains et 38 % des arrêts suburbains ont été rendus accessibles.

En matière d'emploi et d'insertion, la Métropole a placé le développement économique des quartiers prioritaires au cœur de son Contrat de Ville 2015-2020 signé le 10 juillet 2015. Il a été décidé par la Métropole et l'État de mettre en œuvre un projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain 'PODEM', un projet porté par Chantal Marion dans le cadre de sa délégation au développement économique, un dispositif innovant et expérimental de coordination et d'animation de politique locale, d'emploi et d'insertion qui a été lancé le vendredi 4 novembre 2016.

Au titre de ses compétences politique de la ville et développement économique, le Conseil de Métropole a décidé de renforcer ses budgets destinés à soutenir les actions de développement économique, d'emploi et d'insertion en faveur des douze quartiers politique de la ville.

La dynamique de développement, suivant des modes de production et de consommation responsables, est développée par la Métropole depuis 2015 au travers d'une stratégie économique de dimension métropolitaine impulsée autour des sept piliers que sont la santé, le numérique, les transports et les mobilités, le développement économique, le tourisme, l'industrie, l'agroécologie et l'alimentation, la culture, le patrimoine et les universités, et enfin le commerce et l'artisanat. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

En 2016, la Métropole, afin de jalonner la mise en œuvre de ses projets structurants pour le développement économique du territoire et pour garantir la pertinence des choix d'aménagement qui impacteront le développement de l'offre immobilière et foncière pour les entreprises, a approuvé les premières grandes orientations et pistes de mise en œuvre du Schéma d'Accueil des Entreprises métropolitain porté par Chantal Marion, voté en Conseil de Métropole du 24 novembre 2016. Ce SAE, Schéma d'Accueil des Entreprises, vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques d'aménagement et de développement économique concourant au développement de l'offre foncière et immobilière. Il consiste également à permettre l'adéquation du schéma avec les besoins des entreprises sur les quinze prochaines années.

La Métropole s'est également engagée dans la réduction de l'empreinte écologique liée à sa gestion des déchets, sous la vice-présidence de Monsieur Meunier qui est en charge de la valorisation des déchets et de la propreté, et a également fait évoluer l'organisation des tournées de ramassage de ses déchets ménagers. De plus, elle a renforcé sa politique en faveur du compostage des déchets organiques et mené une action innovante de sensibilisation aux écogestes en direction des habitants, commerçants et employés. Enfin, d'un point de vue méthodologique, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole.

Oui ; résumer toute l'action de la Métropole en matière de développement durable, un an d'actions, en 10 ou 15 minutes, c'est une course contre la montre et il faut faire un certain nombre de choix.

Donc, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole est fondée sur une nouvelle gouvernance. Elle repose sur quatre approches : une relation repensée entre la Métropole et les communes telle que le Pacte de Confiance métropolitain en dessine les contours et que vous avez souhaité, Monsieur le Président, placer au cœur de la Métropole ; une priorité accordée à la relation aux usagers et à la proximité, consacrant l'échelon communal comme le premier maillon de la relation aux habitants ; une nouvelle ambition pour la participation citoyenne ; et un rôle renouvelé pour le Conseil de développement, le CoDe. En 2016, le CoDe, sous la présidence de Madame Katia Vidic, a multiplié les avis et consultations.

En interne, parallèlement au schéma de mutualisation avec les 30 communes, grâce au travail de Monsieur Bonnal qui est Vice-Président en charge des ressources humaines, le rassemblement des organisations des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole s'est poursuivi avec notamment la mise en place d'une direction générale mutualisée. Une nouvelle communication interne et commune à ces deux collectivités est en train de se mettre en place, à laquelle est aussi associé le Centre Communal d'Action Sociale, le CCAS, avec un objectif clair : créer une culture commune à même de fédérer ce nouvel ensemble.

Les objectifs propres à Montpellier Méditerranée Métropole, pour chacune de ces cinq finalités du développement durable, constituent ainsi sa feuille de route pour son action au quotidien. Vous le voyez, cette action en matière de développement durable sous votre impulsion, Monsieur le Président, est très riche, très transversale, et se répartit quasiment dans toutes les délégations de la Métropole. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci Madame Jannin. Qui souhaite s'exprimer ? Pas un chat ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une contre. Merci.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N° 6 : HORS COMMISSION – RAPPORT ANNUEL 2016 SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES – APPROBATION

M. P. DUDIEUZERE entre en séance.

M. R. CALVAT sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J.M. LUSSERT.

Monsieur le Président

Affaire suivante, il s'agit là du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre femmes et hommes. L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel rappelé par la loi du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, au regard de la loi numéro 2014-783 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre hommes et femmes et le décret 2015-761 du 24 juin 2015, et pré-

senté en Conseil de Métropole. Ce rapport est passé en Comité technique et vous avez le rapport sur chacun de vos bureaux. C'est celui-ci.

Qui souhaite s'exprimer ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu(e) : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N° 7 : FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2017 – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire numéro 7, il s'agit du budget primitif 2017 de la Métropole. La parole est à Max Lévit.

Max LÉVITA

Chers collègues, je vais essayer d'être rapide. Dans *Libération* de la semaine dernière, il y avait un très bon article de Monsieur Frédéric Worms, professeur de philosophie à l'École normale supérieure. Le titre de cet article est : « *Une politique de la malveillance* », qui met en cause la façon de faire d'un certain nombre de personnes dans le domaine de la politique. Là, je vous demande de faire preuve de bienveillance à mon égard et j'essaierai de vous le rendre également.

Le budget 2017 se marque par un certain nombre de points. Le premier point qu'il faut noter est que, pour la quatrième année consécutive, cela a été fait en 2014, en 2015, en 2016 et à nouveau en 2017, nous confirmons la stabilité des taux de fiscalité métropolitains. Cela étant dit, c'était notre promesse et nous la tenons, le budget se veut aussi la traduction de plusieurs ambitions : soutenir le développement de notre territoire, garantir la qualité de sa gouvernance en réaffirmant les engagements du Pacte de Confiance qui a été signé et qui place chaque Maire au cœur de l'action métropolitaine, et enfin préserver une capacité d'investissement à la hauteur des enjeux et des défis qui se présentent sur notre territoire.

Première partie du rapport : nous allons voir les équilibres budgétaires, et deuxième partie c'est l'éclairage sur les politiques publiques dans les différents objectifs poursuivis par ces engagements financiers.

Tout d'abord, sur le plan de la structure, nous sommes dans une situation un peu compliquée, comme vous le savez. En 2016 il y a eu des transferts de compétences entre les communes et la Métropole. En 2017, il y a pour partie des transferts de compétences entre le Département et la Métropole. Ce qui fait que c'est un peu compliqué pour nous de vous présenter les choses de manière à ce que vous puissiez comparer avec les années précédentes. Nous sommes dans des périmètres qui varient, donc il est extrêmement compliqué de faire des analyses à périmètre constant. Quand cela a été possible, nous l'avons fait.

Le transfert des routes du Département est effectif depuis le 1^{er} janvier 2017, mais le Département poursuit l'exercice de sa compétence pour une durée de six mois renouvelable. Il y a des négociations entre nos administrations respectives pour voir si au-delà des six mois ce sera reconduit jusqu'au 1^{er} janvier 2018 ou non.

Monsieur le Président

J'ajoute, Max, un petit point sur ce sujet, parce que l'on me pose souvent la question, je vais le répéter une bonne fois pour toutes : la saison culturelle 2017 est assurée par le Département de l'Hérault (la Métropole assurera les saisons suivantes) grâce à l'engagement du Département, qui contractuellement s'est engagé, tant que nous poursuivrons les festivals, à les financer. 2017 c'est encore le Département, et à partir de 2018 ce sera la Métropole avec l'aide du Département.

Max LÉVITA

Enfin, il y a un problème : nous avons créé une Régie directe concernant la gestion de l'eau. La suppression du budget annexe de l'eau brute est également prise en compte dans ce document, dans la mesure où la compétence a été transférée avec celle de l'eau potable à la Régie de l'eau à compter du 1^{er} janvier 2016.

Vous avez sous les yeux les tableaux. Juste un petit point ; dans le texte qui vous a été remis, un certain nombre de points concernent la conjoncture internationale ou la conjoncture européenne. Egalement, des points concernent les hypothèses de la loi de finances adoptées par le Gouvernement concernant l'écriture de cette loi de finances. Il y a une nouvelle réduction de la dotation globale de fonctionnement, 310 millions pour les intercommunalités, et un moratoire sur la réforme. Le Président de la République au congrès de l'AMF a retiré 1 milliard. Nous ne savons pas si ce retrait ne concerne que l'année 2017, ou si l'on nous demandera de passer à la caisse en 2018. La revalorisation des bases fiscales est limitée à 0,4 % alors que

l'inflation est ce qui est bon signe mais là nous y perdons, plutôt de l'ordre de 1 % dans la loi de finances telle qu'elle a été inscrite.

Vous avez sous les yeux les tableaux d'équilibre général concernant le budget principal plus les budgets annexes, les transports, l'assainissement, l'eau potable qui est un budget qui va disparaître dans l'avenir, le budget annexe du service funéraire, etc.

Également, vous avez l'équilibre général de tous les budgets, le budget principal avec les évolutions concernant le fonctionnement et l'investissement, les dépenses et les recettes pour le budget principal, pour le service funéraire, l'assainissement, etc. Je passe rapidement sur ces tableaux.

Au total, le budget que je vous présente se marque essentiellement par les ratios suivants. Pour 2017, l'épargne brute va s'élever à 69 millions pour le budget principal. Il est en hausse de 18 %. Mais nous ne sommes pas dans le même périmètre que l'année dernière. Nous sommes dans une situation favorisée par les transferts de compétences sur ce point. Ce qui détermine un taux d'épargne de 16,2 % et une capacité de désendettement de 5,4 ans, loin des seuils d'alerte. Le seuil d'alerte, c'est quand le taux d'épargne descend en dessous de 7 % et quand la capacité de désendettement va au-delà de 15 %.

Le tableau qui permet de tout comprendre sur le fonctionnement du budget, vous l'avez sous les yeux. Un certain nombre d'entre vous ne l'a pas toujours compris : le budget de fonctionnement doit être équilibré au moins, et il ne peut pas être équilibré par l'emprunt. C'est interdit par la loi. Comme c'est interdit par la loi, nous sommes bien obligés de la respecter, sinon le Préfet intervient directement.

Vous avez les dépenses de personnel à hauteur de 88 millions pour le budget principal, les charges de gestion courante s'élevant à 163 millions, la subvention d'équilibre à 21 millions, les subventions à 32 millions, le contingent incendie pris en charge dorénavant, après transfert de compétences des communes, par la Métropole, le FNGIR à 18,6 millions, les attributions de compensations ; c'est ce que nous versons à deux communes, les intérêts de la dette de 12,9 millions.

De l'autre côté, vous avez les recettes, les impôts ménages, les impôts entreprises, la dotation globale de fonctionnement avec les compensations de l'État, les attributions de compensation versées par les communes, les autres produits de fonctionnement. Tout cela permet de dégager une épargne brute de 69 millions qui est versée au budget d'investissement. Ce budget d'investissement peut être financé pour partie par l'emprunt. Il finance l'emprunt à hauteur de 58 millions.

Le tableau fait apparaître une épargne brute plus importante, 113 millions, avec un investissement de 190,9 millions d'euros.

Si nous entrons dans le détail, dépenses et recettes de fonctionnement, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 417 millions, soit 82 % pour le budget principal, 15 % pour le budget annexe. Sur la répartition, le camembert vous indique la répartition de ces dépenses de fonctionnement, et permet de dire un mot sur la masse salariale. On s'intéresse à cette masse parce qu'elle représente un volume très important, près du quart de nos dépenses de fonctionnement. Vu son poids dans le budget, il est nécessaire d'avoir une stratégie de maîtrise de la masse salariale, et je dois vous dire que cette opération est en cours. Cette stratégie, il faut que nous la mettions au point, et elle vous sera présentée avant la fin de l'année dans un schéma directeur des ressources humaines qui va reposer sur les leviers suivants : une politique volontariste de lutte contre l'absentéisme, une maîtrise structurelle de l'évolution des effectifs (nous avons demandé à chaque direction, chaque Département, d'utiliser le redéploiement plutôt que les créations de postes), une contractualisation avec l'ensemble des directions concernées sur les éléments variables des dépenses de personnel (à savoir les heures supplémentaires, les remplacements, les renforts, une optimisation de la gestion des temps partiels et des cycles de travail). La condition de réussite de ces chantiers repose sur le dialogue et la concertation à tous les niveaux, au niveau de chaque direction, au niveau des agents, et enfin par le dialogue social avec les organisations syndicales qu'assure mon collègue Pierre Bonnal. C'est le premier point, la maîtrise de la masse salariale.

Le deuxième point sur lequel j'avais déjà insisté dans le débat d'orientations budgétaires, mais mes chers collègues je n'insisterai jamais assez, est une réflexion sur le périmètre ou le niveau de service des politiques publiques. Cette démarche sera engagée au cours de l'année 2017. Vous savez que mon maître à penser est Didier Migaud et le rapport de la Cour des Comptes qui vient d'être publié. Ce dernier souligne, pour ceux qui ont des espoirs dans les années qui viennent, le retard en comparaison des autres pays européens pris par la France dans l'ajustement de ses finances publiques.

Il indique également qu'au-delà de 2017, le rétablissement structurel des dépenses publiques programmées appelle des efforts d'une ampleur inédite. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Monsieur Migaud et la Cour des Comptes. Il continue : « *Les pouvoirs publics devront donc dans les années à venir s'attacher résolument à améliorer l'efficacité de la dépense publique, et pour ce faire effectuer des choix explicites, s'appuyant sur un réexamen des missions assurées par les administrations publiques prises dans leur ensemble et un meil-*

leur ciblage des politiques d'intervention. » C'est bien dit ! C'est pour cela que je me permets de copier et de vous le donner.

Le troisième point est la gestion active du patrimoine.

Le quatrième point est l'optimisation des modes de gestion. Vous avez pu noter que la nouvelle délégation de service public de l'aquarium d'Odysseum s'est traduite par un équilibre financier plus favorable.

Le cinquième point est la recherche de financements partenariaux, notamment dans la stratégie de contractualisation de la Métropole.

Il faut ajouter à ce que j'ai indiqué les recettes actuellement intégrées dans la programmation pluriannuelle sur le Contrat de Plan État-Région pour la période 2015-2020, à savoir 26,5 millions d'euros ; le contrat triennal hors contrat de plan à 30,81 millions d'euros ; et enfin, vous savez que l'État a créé un fonds de soutien à l'investissement public local. Nous avons fait des demandes pour des subventions, nous espérons – nous les avons intégrées – de 1,2 million d'euros d'ici 2018.

Sur les dépenses de personnel, je vous l'ai indiqué : 2016 et 2017 sont des années de profond changement, du fait de l'intégration de personnels venus des communes, avec le lancement de la mutualisation avec la Ville de Montpellier et avec l'impact des réformes statutaires et des décisions nationales comme la revalorisation du point d'indice ou le protocole parcours professionnel carrière et rémunération, associé à une refonte des grilles.

Au total, l'ensemble des budgets des dépenses de personnel s'élève à 92,8 millions d'euros, hors compétences départementales nouvelles. Dans le dossier, vous avez un zoom sur les dépenses de personnel dans le budget principal, tenant compte des mesures qui relèvent de l'État – près de 1,05 million d'euros –, les mutualisations avec la Ville de Montpellier – 1,565 million. Mais elles sont intégralement compensées. Avec le glissement vieillesse technicité, au total on augmente de 6 %, mais il y a des recettes bien entendu dans ce budget.

Dans les autres charges de gestion, au budget annexe transport la contribution financière à TaM s'établit à 61 millions. Cette contribution est en baisse de 3,7 % grâce à l'effet du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, le CICE. La subvention d'équilibre versée par le budget principal s'élève à 21,5 millions, en baisse par rapport aux crédits inscrits au budget primitif 2016.

Les subventions aux associations sont un point fondamental dans la réalisation du lien social, elles atteindront cette année 32,7 millions d'euros, soit une hausse de 4 %.

Le contingent incendie, j'en ai parlé.

Les charges financières : le montant des intérêts est estimé à 12,5 millions euros sur le budget principal, 14,5 millions sur le budget annexe transport et 3 millions sur le budget annexe de l'assainissement, soit un total de 30 millions pour le budget consolidé. Cette prévision est en baisse par rapport à 2016, en raison notamment des faibles taux d'intérêt anticipés et de la stabilisation de l'encours de dette après l'intégration des 29 millions d'encours transférés au titre de la construction d'ouvrages et des compétences nouvelles.

Sur les recettes de fonctionnement, il est entendu que ce que je vais vous indiquer relève de prévisions. L'État ne nous a pas encore communiqué les bases d'impôt, nous les aurons vraisemblablement fin mars ou début avril. Nous avons fait des estimations sur les recettes que nous pouvions espérer. À souligner, vous l'avez dans le rapport, la taxe d'habitation : nous pensons qu'elle va augmenter de 1,4 %, la taxe sur le foncier bâti augmenterait de 1,9 %, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 1,9 % ; sur les impôts entreprises, la cotisation foncière des entreprises de 1,7 %, la cotisation sur la valeur ajoutée de 7,8 %, la Tascom 1 %, l'IFER 1 % et le versement transport 1 %.

Monsieur le Président

Simplement, je voudrais ajouter un point là-dessus pour que ce soit bien clair dans l'esprit de tout le monde. Les élus sont habitués, mais je m'adresse aux téléspectateurs qui suivent la séance en direct. Vous voyez que sur ce tableau les bases sont représentées en rose et violet, et les taux sont représentés en vert. La Métropole est responsable des taux. Nous avons choisi politiquement de ne pas augmenter les taux d'imposition. Cela veut dire qu'il y a 0 % d'augmentation des taux d'imposition. Mais les bases, elles, ne sont pas de la responsabilité de la Métropole.

Je vous demande en grâce de bien regarder vos feuilles d'imposition et de rendre à César ce qui appartient à César, c'est-à-dire de regarder qui augmente et qui garde à 0 %. Comme cela, vous aurez une vision juste de l'impôt que vous payez. Vous ne direz pas : « *Les politiques, c'est toujours pareil, ils vous disent que les impôts n'augmenteront pas et puis ils augmentent.* » Non, les taux d'imposition restent constants, 0 %

d'augmentation pour la Métropole. Mais les bases, qui sont d'une autre responsabilité, pas de notre responsabilité, sont en capacité d'augmenter, c'est ce que vient expliquer Max Lévit.

Maintenant, je m'adresse aux téléspectateurs, vous comprenez, parce que c'est important. Nous sommes une des rares collectivités qui diffuse en direct tous ses Conseils. Même chose à la Ville de Montpellier, avec une interprète en langue des signes que je remercie. Elles se relaient, elles sont deux, parce que c'est un exercice physique et compliqué, surtout quand les séances durent plusieurs heures.

Nous sommes une des rares collectivités qui se donne cette exigence. Cela s'appelle la transparence démocratique. Si un jour je peux le faire sur un grand écran en même temps que se déroule la séance, je le ferai et sans hologramme, en direct *live*, de l'intérieur vers l'extérieur.

Max LÉVITA

Sur la dernière ligne de ce tableau, mes chers collègues, il n'y a pas de raison que je sois le seul angoissé : un candidat aux élections présidentielles a promis de supprimer le versement transport. Vous notez que cela représenterait un trou de 86 millions sur notre budget.

La dotation globale de fonctionnement, vous savez qu'elle devait être réformée au 1^{er} janvier 2017. La réforme est renvoyée au 1^{er} janvier 2018, mais comme il y aura une nouvelle élection, nous verrons bien ce qui se passera l'année prochaine.

Sur cette dotation, vous avez sur le tableau, mes chers collègues, notre participation. Je vous rappelle que l'État nous a demandé de participer au redressement des finances publiques, 1,5 milliard en 2014, 3,6 milliards en 2015, 3,6 milliards en 2016 et 2,6 milliards simplement en 2017. Nous concernant, cela donne une diminution de 4 millions en 2014, de 10 millions en 2015, 4 plus 10 cela fait 14, en 2016 à nouveau 10 millions, cela fait 25 millions, en 2017 cette fois-ci simplement 5 millions. Sur la partie à partir de 2018 que vous n'avez pas sur le slide mais sur votre texte, j'ai fait l'hypothèse – je ne crois pas à la bienveillance de l'État – que le milliard que l'on nous a octroyé l'année dernière, on nous le demandera l'année prochaine.

Monsieur le Président

Est-ce que tu me permets de rectifier un peu ?

Max LÉVITA

Je t'en prie.

Monsieur le Président

Moi, je crois à la bienveillance de l'État, mais la bienveillance de Gouvernements ou de certains membres du Gouvernement peut être remise en cause. S'il y a une chose que l'on peut ne pas reprocher à l'État et la République française, c'est d'avoir cette vertu d'équité envers les citoyens. Pour être remboursé de vos médicaments, lorsque vous êtes malade, on ne vous demande pas votre appartenance politique. Il y a une forme de neutralité de l'État qui garantit la cohésion sociale.

En revanche, évidemment, et c'est là qu'il faut différencier les choses, selon comment s'établit la gouvernance, les choses peuvent changer. J'ai confiance en l'Etat, mais voilà, les Gouvernements, qui sont habités par des hommes et des femmes quelquefois enclins à suivre davantage leur écurie politique que l'intérêt général, peuvent entraîner une discussion.

Max LÉVITA

Au total, dans votre rapport à la page 20, j'ai fait l'hypothèse que sur le mandat, en 2018, 2019 et 2020, on nous demandera à nouveau 5 millions. Nous ne les avons pas eus en 2017. Avec cette prévision ce sont 178 millions en moins sur le budget, sur les recettes de la Métropole. Je vous rappelle qu'avec 1 million, en fonctionnement, on peut emprunter jusqu'à 10 millions. Je vous laisse rêver, mes chers collègues, à ce que vous pourriez faire de ces 178 millions.

La DGF sur la ville de Montpellier, telle qu'elle aurait dû être, aurait dû s'élever à 31 millions. Les prélèvements s'élèvent à peu près à 30 millions. La différence : nous comptons pour la dotation d'intercommunalité 1,2 million, avec une dotation de compensation de 46,7 millions d'euros. Je voulais vous indiquer, mes chers collègues, si vous voulez vous perfectionner en finances publiques, que la Cour des Comptes vient de faire un très bon rapport sur la gestion de la fiscalité locale par la Direction Générale des Finances Publiques.

Nous estimons les compensations fiscales de l'État, sur la CFE et la CVAE, à 500 000 euros en 2017. L'enveloppe du FPIC, fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales, cette année au plan national, a augmenté de 2 %, donc il est fixé à 1 milliard. Nous n'avons pas encore de prospective de la part de l'État sur la façon dont ce fonds sera réparti.

Je vous ai bien indiqué qu'il s'agit de prévisions en ce qui concerne les recettes fiscales. On a tendance à se plaindre, en particulier pour les collectivités locales, du fait que le rapport ne soit pas à la hauteur de nos espérances. Dans le rapport de la Cour des Comptes, il est indiqué que la DGFIP fait plus attention à l'État qu'aux collectivités locales. Ce n'est pas tout à fait vrai puisque cette année, l'impôt sur les sociétés pour 2016 a rapporté 3,5 milliards de moins que prévu, que le Secrétaire d'État au Budget, Monsieur Eckert, est incapable d'expliquer. Cela ne marche pas mieux au niveau national qu'au niveau local. Ce n'est pas pour vous rassurer ni pour vous consoler : cela ne marche pas tout à fait comme nous l'espérons.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 219 millions, répartis à près de 80 % pour le budget principal, 12 % pour le budget annexe. Pour le budget principal, nous avons une hausse de 7,63 %. Le financement de cet investissement pour partie vient de l'épargne brute, 69 millions pour le budget principal, 113 pour le budget consolidé.

Les recettes d'investissement sont évaluées à 66 millions pour le budget principal, 87 millions pour le budget consolidé.

La taxe d'aménagement est dorénavant perçue par la Métropole au titre des autorisations d'urbanisme délivrées à partir du 1^{er} janvier 2015. Le montant 2017 est estimé à 5 millions. Bien entendu, ce produit de la taxe d'aménagement sera réparti entre la Métropole et les communes suivant le ratio que nous avons décidé, que nous avons voté quand nous avons voté les attributions de compensation et que nous sommes passés par la CLETC. Le FCTVA s'élèvera à 14,6 millions d'euros.

Au total, il y a dans votre document une synthèse sur les grands domaines d'action, en calculant les dépenses réelles par fonctionnement principal et budget annexe, pour avoir une idée de ce que cela représente en euros par habitant.

Je passe à la seconde partie. Nous allons voir une présentation thématique, secteur par secteur, des opérations prévues.

Premier domaine, c'est le développement économique, tourisme et industrie numérique, santé, agroécologie et alimentation.

En investissement, ce secteur représente 38,5 millions d'euros, en fonctionnement 20,3 millions avec les répartitions les plus importantes :

- acquisitions foncières : 9 millions,
- aménagement de parcs d'activité : 5 millions,
- tourisme : 3,5 millions,
- soutien à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation : 2,4 millions,
- opération Montpellier capital santé : 2 millions,
- avance de trésorerie Ode à la mer : 1 million,
- schéma directeur d'aménagement numérique : 900 000 euros,
- et enfin 9,3 millions d'euros inscrits en dépenses sur les projets urbains partenariaux.

Bien entendu il y a une recette.

Le second secteur est celui des transports et mobilités. L'investissement est à 32,6 millions, le fonctionnement à 87,2 millions. Les chiffres clés :

- bouclage de la ligne 4 de tramway : 9,2 millions,
- étude pour l'extension de la ligne 1 de tramway : 3,2 millions,
- 2,2 millions consacrés aux études pour ce qui concerne la ligne 5,
- les études et travaux pour la ligne 3 s'élèvent à 1,1 million,
- et enfin est inscrite l'acquisition de onze bus au gaz naturel de ville qui représente un investissement de 3,86 millions d'euros.

Pour l'urbanisme, l'habitat, la cohésion sociale et les grandes infrastructures, 20,7 millions en investissement, 1,1 million en fonctionnement. Les chiffres clés :

- le contournement ferroviaire Nîmes Montpellier : 2 millions,
- la desserte de la gare nouvelle de Montpellier Sud de France : 2,6 millions,
- les attributions des aides de l'État : 3 millions pour les bailleurs sociaux, 4 millions pour les propriétaires privés en ce qui concerne la rénovation.

Monsieur le Président

Max, excuse-moi.

Max LEVITA

Je t'en prie.

Monsieur le Président

Vous avez entendu le nom de la gare : Montpellier Sud de France. Sud de France, c'est la Région ! Donc la gare de la Mogère porte le nom de la Région, des fois que cela vous ait échappé. Montpellier Sud de France, c'est la marque de la Région.

Max LÉVITA

- aide à la réalisation de logements sociaux : 2,5 millions,
- projets de rénovation urbaine : 1,7 million d'euros.

La thématique suivante est la gestion des espaces publics. 64 millions sont prévus en investissement et 35 millions en fonctionnement. Le détail a été inscrit pour chacun des pôles, c'est un document un peu compliqué à lire – étant entendu que pour partie cela a été fait en liaison avec chacun des pôles et avec chacune des communes. Vous avez tout le détail des participations puisque dans les recettes, pôle par pôle, commune par commune, nous mettons les attributions de compensation, à quoi on ajoute éventuellement les fonds de concours si les communes veulent y participer, et la taxe d'aménagement. Pour l'instant, toutes les communes n'ont pas pris de décision en ce qui concerne les fonds de concours. Elles ont la possibilité de le faire. Nous avons inscrit les chiffres de l'année dernière. Ces chiffres peuvent être modifiés.

En ce qui concerne la thématique suivante, l'environnement et la gestion des déchets, un investissement de 5,8 millions d'euros et en fonctionnement 66,7 millions. Les chiffres clés :

- modernisation de la flotte des véhicules : 1,3 million,
- modernisation des déchetteries dans le plan de rénovation de l'ensemble de ces déchetteries : 1 million.

En ce qui concerne la thématique suivante, les sports, les investissements : 11,2 millions d'euros sont prévus, et 27,9 millions en fonctionnement. Les chiffres clés :

- construction de la piscine Héraclès de Saint-Brès, 5,7 millions,
- fonctionnement des piscines du réseau : 2,6 millions,
- travaux de maintenance et d'entretien sur les 13 piscines du réseau : 1,4 million d'euros,
- mise aux normes d'équipements sportifs en matière d'accessibilité : 900 000 euros,
- et enfin, nous lançons les études en ce qui concerne la réalisation du futur stade de football, 200 000 euros sont prévus à cet effet.

Thématique suivante : la culture. Un investissement de 16 millions, un fonctionnement de 52,3 millions. Dans les investissements il y a :

- le nouveau conservatoire à rayonnement régional : 3,3 millions,
- la reconstruction de la médiathèque Aimé-Césaire de Castelnau-le-Lez : 3,3 millions,
- les travaux de réhabilitation et de rénovation des établissements culturels : 2,4 millions,
- la réhabilitation du Corum : 800 000,
- l'aménagement de la médiathèque Émile-Zola : 600 000 euros,
- et enfin les mises aux normes en matière d'accessibilité pour les équipements culturels à hauteur de 400 000 euros.

Monsieur le Président

Sur Emile-Zola, un petit point. Vous savez que nous allons transférer à terme les archives qui se trouvent au cinquième étage dans le bâtiment des anciennes archives départementales, ce qui libérera le cinquième étage. Dans ce cinquième étage viendra s'installer Federico-Fellini qui se trouve aux Échelles de la ville.

Lorsque Paul Chemetov, l'architecte, avait conçu la médiathèque Émile-Zola, il avait prévu d'y installer une mezzanine supplémentaire pour recevoir un jour la cinémathèque Federico-Fellini. Ce sont ces travaux dont nous commençons les financements aujourd'hui, et les locaux de l'actuelle médiathèque Federico-Fellini seront vendus dans un deuxième temps dans le cadre de la réhabilitation complète du passage Hermès aux Échelles de la ville et donc de la grande rue marchande qui se fera avec la SOCRI, sur le Polygone, que nous avons proposé hier en conférence de presse avec Henri Chambon. C'est une opération-tiroir.

Max LÉVITA

Presque dernière thématique concernant la prévention des inondations, l'assainissement, l'eau potable, la défense extérieure contre les incendies, les fontaines, la gestion des milieux aquatiques et les ouvrages hydrauliques, c'est un budget de 21,3 millions en investissement et de 10,7 millions, avec comme chiffres clés :

- le schéma directeur d'assainissement : 5,5 millions,
- les travaux courants d'extension de renouvellement de réseaux : 8,2 millions,

- les travaux sur les postes de refoulement des stations d'épuration : 1,6 million,
- les programmes d'extension de la station d'épuration MAERA : 1 million,
- les acquisitions foncières et les aménagements de protection contre les inondations : 1,3 million,
- et enfin la lutte contre l'incendie : 600 000 euros.

Vous avez dans votre document toutes les opérations qui figurent également en AP/CP.

Au total mes chers collègues, c'est un très bon budget qui respecte trois engagements. Les taux de fiscalité sont inchangés, c'est une promesse tenue pour la quatrième fois. Comme on la respecte, tout le monde a l'impression que c'est assez facile mais, mes chers collègues Vice-Présidents et Vice-Présidentes, vous êtes bien placés pour savoir que ce n'est pas si facile que cela à réaliser. C'est un budget qui respecte les engagements du Pacte de Confiance signé par les 31 Maires. C'est un budget qui soutient le développement économique du territoire, l'investissement/vente, c'est un budget qui prépare l'avenir.

Chers collègues, j'ai eu l'honneur de vous présenter ce budget. Je dois souligner que ce budget est une œuvre collective à laquelle ont participé mes collègues Vice-Présidents, je les remercie, ainsi que l'administration, le DGS Christian Fina, tous les Directeurs que je remercie également, avec une gratitude particulière pour celles qui travaillent avec moi, Madame Bérégi et Madame Gandreau, ainsi que pour le Président qui m'a accompagné dans l'écriture. Des efforts particuliers ont été faits dans tous les services pour obtenir des économies et une efficacité meilleure de nos interventions. Nous sommes entrés au plan national et donc au plan local dans une ère nouvelle, qui nous condamne à « faire mieux avec moins », selon une prescription du Président de la Cour des Comptes Didier Migaud. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Max. Le débat est ouvert. Monsieur le Maire de Beaulieu, Monsieur Moynier, Monsieur Pastor, Monsieur Revol, on va commencer par là, Monsieur Domergue, Madame Touzard, Monsieur Savy, Monsieur Rouilleault, Monsieur Martin, Madame Jamet, Monsieur le Maire de Prades, et Monsieur Petit. C'est parti. Monsieur le Maire de Beaulieu.

Arnaud MOYNIER

Bonsoir Monsieur le Président, chers collègues, très content de voir que Monsieur Lévitte est satisfait du budget. Je suis également content de voir que les taux n'ont pas bougé. Je tenais quand même à apporter quelques éléments, quelques précisions et poser quelques questions, car la présentation comptable qui nous est offerte ce soir et notamment la lecture des ratios, permettez-moi de vous le dire, me laisse un peu songeur.

En page 13 du budget primitif du document comptable, il nous est présenté un budget primitif sans aucun reste à réaliser (RAR), mais également sans aucune reprise du résultat, sauf erreur de ma part, ce qui est concevable me direz-vous, bien entendu, mais comment peut-on prétendre présenter une analyse de la santé financière de la collectivité, de l'établissement public, sans prise de résultat, sans avoir une lecture de la dette consolidée à aujourd'hui ?

Je pense que ces ratios auraient dû nous être présentés sur le compte administratif et non sur le budget primitif, parce que je trouve que la lecture notamment sur l'EBE – on n'appelle pas cela l'EBE, l'excédent brut d'exploitation –, cette lecture du résultat de fonctionnement et du résultat d'investissement aurait dû nous aider au 31 décembre 2016. Nous aurions dû les avoir, ils auraient pu nous aider. Nous aurions pu également avoir, comme je vous le disais, la dette consolidée au 31 décembre 2016. Cette lecture comptable me semble assez partielle et ne nous permet pas un arbitrage complet.

Tout peut bouger, notamment la dette. Je ne connais pas le résultat d'investissement. S'il est négatif, sera-t-il couvert par un excédent de fonctionnement ? Si non, peut-être aurons-nous recours à la dette ? Tout cela, aujourd'hui je suis incapable de le dire et je n'ai aucune précision à ce sujet.

Mon deuxième point d'intervention concerne les chiffres sur la voirie. Cela concerne un peu plus Beaulieu. La somme indiquée à la page 45, je me permets de parler de ma commune, excusez-moi de la présentation du budget principal concernant la commune ne correspond à aucun chiffre de ce qui m'a été permis de présenter à vos services. Ces chiffres ne sont pas bons, puisque la commune a proposé pour l'exercice 2017, je reprends, un programme de travaux qui s'établissait à plus de 264 000 euros, et non 202 623 comme cela est noté page 45.

Je ne sais pas si les sommes ont été modifiées par erreur ou si elles découlent de nouvelles contraintes budgétaires sur les lignes de voirie. Toujours est-il que cette somme ne correspond ni aux besoins de travaux de ma commune, ni à ce que la commune de Beaulieu est en capacité d'investir pour l'exercice 2017. En

l'occurrence, ma commune peut mobiliser plus de fonds que ce que les lignes présentes m'autorisent. C'est tout de même assez regrettable.

Je le répète ce soir et je profite de cette tribune pour le dire, je le redirai inlassablement : je trouve que ce nouveau manque de liberté que nous avons, nous collectivités territoriales, communes, de libre administration de nos budgets, notamment sur les montants voirie, est assez regrettable et presque incompréhensible. Je n'ai pas encore trouvé la raison pour laquelle les calculs ont été faits ainsi au niveau des services de l'État puisqu'aujourd'hui, quand on veut investir une somme, on met un peu de taxe d'habitation, de fonds de concours, de FC TVA, et également notre AC. Évidemment cela nous contraint dans nos libertés d'investissement.

Relié également aux questions budgétaires j'avais noté cela : toujours sur la voirie, je vous rappelle que la loi de finances rectificatives pour l'exercice 2016, dans son article 81, autorisait les Métropoles qui le décidaient à permettre aux communes de faire passer directement en section d'investissement les sommes mobilisées pour de l'investissement voirie comme c'était déjà le cas ailleurs, avant que nous passions Métropole. De manière totalement logique, nos sommes investies en voirie étaient en section d'investissement.

Je vous lis cet article 81 (je fais vite) : « *Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés* (en l'occurrence je parle de la voirie) *calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges, la (CLETC), conformément au cinquième alinéa.* » Puisque nous parlons de ratio avec Monsieur Lévit, cette disposition, bien qu'elle reste budgétairement neutre, aurait permis à certaines communes d'améliorer leur ratio d'autofinancement ; d'ailleurs j'y inclus également la Ville de Montpellier.

Ratio qui, vous le savez aussi bien que moi, demeure très important lorsque nos communes souhaitent emprunter par exemple. Ce n'est pas mon cas ce soir mais je pense que cela peut intéresser certaines communes. C'est un point important. J'espère que nous aurons l'occasion dans les prochaines semaines d'en reparler.

Dernier point : je retourne à la page 13. À la page 13 du document de présentation du BP, je lis : « *masse salariale maîtrisée* ». Attention de ne pas le faire supporter aux communes pour les compétences transférées, je le dis avec un brin de sourire bien entendu. Un exemple parmi d'autres est l'emploi de cadres A par exemple que nous avons évoqué, supplémentaires, concernant la voirie. Cela soulève toujours mon inquiétude. J'espère que le surcoût ne sera pas à faire financer aux communes car si nous devons renoncer à nos mises à disposition sans pour autant bouger nos AC, mais si ces AC venaient en plus à évoluer à la hausse, ce serait très préjudiciable pour les collectivités. Je pense que les Maires voient exactement de quoi je parle, étant donné la rigueur budgétaire de ces dernières années, n'est-ce pas ?

Force est de constater que les choses deviennent compliquées. Quand je lis « *maîtrise de la masse salariale* », j'espère juste que l'on ne va pas nous le faire supporter à nous, communes. J'estime donc que les communes ont suffisamment payé de leur poche et je rappelle qu'il n'y a pas si longtemps que cela, les questions de voirie se réglaient directement au sein des communes, à l'échelon communal. Et les missions d'ingénierie des personnes que nous souhaitons aujourd'hui embaucher étaient très souvent complétées par des prestataires de services, pour le plus grand bonheur des fameux contribuables dont nous venons de parler à l'instant. C'était un point.

Le dernier petit point, permettez-moi, concerne le pacte fiscal et financier. Sauf erreur de ma part, Monsieur Lévit, nous devons nous prononcer d'ici le mois de juin 2017 sur le fameux pacte fiscal et financier. C'est un point éminemment important quant à la gestion des ressources financières futures de notre collectivité. Ce pacte fiscal et financier prend racine sur le projet de territoire, et ce projet de territoire, nous n'en avons pas encore débattu et je le regrette. Sincèrement en termes de timing, cela va être chaud ! Voilà le contenu de mes petites remarques.

Sinon, je fais comme tous mes collègues certainement, je remercie l'ensemble des services et je défends bec et ongles les communes.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Si vous êtes d'accord, nous allons modifier le fonctionnement du jeu questions-réponses. Monsieur Lévit va répondre à chacun des interlocuteurs ; sinon, s'il répond de façon générique à la fin, vous aurez l'impression d'être floués et de ne pas avoir les réponses que vous attendez.

Oui, Monsieur ?

Henri ROUILLEAULT

Je voulais juste intervenir sur le point qui vient d'être évoqué, sur la question de l'investissement voirie. Mon voisin de droite qui est l'Adjoint aux finances de Castelnau avait au débat d'orientations budgétaires, la fois précédente, fait allusion au même article de la loi de finances rectificative de 2016, disant qu'il est possible maintenant qu'il y ait deux types d'attributions de compensation : une en section de fonctionnement à laquelle aurait été logiquement la partie voirie et fonctionnement, et une en section d'investissement à laquelle aurait été logiquement la partie voirie investissement. Ce n'était pas possible par le passé.

Depuis, nous en avons reparlé en Commission des finances de la Métropole, j'ai regardé un certain nombre d'éléments sur le débat budgétaire, cela a été introduit à l'initiative d'une députée qui, pour faire sourire Monsieur Fina, est une ancienne DGS, Madame Pirès Beaune, comme il avait été dit par l'adjoint au Maire de Castelnau, pour essayer de réduire la pesée sur le compte administratif et sur l'épargne brute des collectivités.

Cela étant, quand on regarde le débat, c'est pour l'avenir, ce n'est pas rétroactif. C'est donc pour d'autres transferts de compétences qui interviendront à l'avenir. Je rappelle que les transferts de compétences sont à date et que l'on n'a pas le droit de les indexer. Les transferts de compétences sont à date. La conséquence de cela est que 70 %, vous vous rappelez, des dépenses d'investissement voirie ont été transférées en termes budgétaires des communes à la Métropole.

Cela fait 16 millions de plus d'épargne brute pour la Métropole. Ce n'est pas du tout négligeable. On vient de dire qu'il y avait eu 30 millions de baisse des dotations. 16 millions ont été apportés par les communes au titre de l'investissement voirie. 16 millions, comme rappelé par Max Lévitá tout à l'heure, c'est une possibilité d'investissement de 150 à 160 millions d'euros. J'espère vraiment que l'effort des communes servira à payer la partie Nord de la ligne 5.

Monsieur le Président

Monsieur Lévitá.

Max LÉVITA

Juste, Monsieur le Maire de Beaulieu, vous ne m'avez pas demandé cette fois-ci de vous faire rêver. Je ne sais pas si je vous ai fait rêver. J'essaierai dans un avenir proche.

Il n'y a pas de reste à réaliser effectivement. La pratique de l'Agglomération et de la Métropole depuis que je la connais : nous aurons un vote, et derrière le compte administratif nous voterons un budget supplémentaire qui tiendra compte des résultats.

C'est une pratique ; je ne peux pas vous dire qu'elle est formidable ou non. C'est ce qui est fait habituellement. Je ne discuterai pas sur le manque de liberté quant aux voiries. C'est le transfert de compétences.

Concernant l'attribution de compensations, le texte de la loi de finances rectificative dit bien que nous pouvons. Nous sommes en train de regarder. Effectivement, pour les communes et a priori je suis ici représentant d'une commune, c'est plus favorable de faire une distinction entre une attribution de compensation fonctionnement et une attribution de fonctionnement investissement. Pour la Métropole, il n'en est pas de même. Vous avez les chiffres sous les yeux, regardez-les. Nous faisons l'étude, nous regarderons les résultats de l'étude et cette étude vous sera présentée, en particulier au niveau des Maires, parce qu'il faudra bien que nous prenions une décision à caractère politique.

Sur la voirie, c'est un point qui n'est pas encore réglé, qui est en instance. Une présentation a été faite en Conférence des Maires, qui n'a pas entraîné votre enthousiasme, c'est le moins que l'on puisse dire. Je récapitule. Les 31 communes ont transféré. Certaines ont parfaitement bien joué le jeu, d'autres l'ont moins bien joué.

Monsieur le Président

Cela va vous faire rire, je vais le répéter une fois de plus. Le transfert de la voirie est : le transfert de la voirie plus de la logistique plus des personnels. Je ne dirai rien sur les personnels, je ne dirai rien sur la voirie, mais je prendrai deux exemples en termes de logistique.

Nous avons eu un exemple formidable, c'est une camionnette qui a été transférée à la Métropole et qui est tombée en panne juste devant la Métropole quand elle est arrivée. Nous en avons retrouvé une autre sur des caïrons. Un arbre s'est abattu pendant la nuit sur le capot d'une troisième, juste avant le transfert.

Pour l'instant, nous n'avons pas dit qui, comment et pourquoi. J'ai tous les diagrammes des transferts. Mais je ne veux pas en arriver là. Je ne veux pas arriver à dire : « *Tel Maire a fait correctement les transferts et tel autre Maire nous a roulés dans la farine.* » Je ne peux pas arriver à dire cela et je ne veux pas arriver à dire : « *celui-là plutôt que l'autre* », parce que j'aime les 31 communes de la Métropole et leurs Maires.

Ceux qui seraient en droit de me le demander, ce sont les Maires qui ont joué le jeu et qui aujourd'hui sont un peu disqualifiés à cause de ceux qui ne l'ont pas joué. J'estime que le statu quo est vivable, mais s'il faut aller plus avant dans les explications je le ferai, pour respecter le Pacte de Confiance des Maires.

Arnaud MOYNIER

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Non ! Vous avez raison de le préciser et je précise que je ne parle pas pour vous, Monsieur le Maire de Beaulieu. Je parle en général. Je l'ai déjà dit dans l'Assemblée, mais je le redis un peu plus précisément aujourd'hui. Chaque fois qu'il y a eu quelques entorses au transfert, cela a été amputé au service global en termes de voirie, de la Métropole vers les communes. C'est normal.

Max LÉVITA

D'une manière plus comptable, les Maires ont transféré et je ne fais procès à aucun des Maires, d'ailleurs je ne connais pas la situation de chaque Maire. Monsieur Rabii Youssous la connaît, mais pas moi.

Monsieur le Président

Nous sommes deux à la connaître, Monsieur Youssous et moi.

Max LÉVITA

Je ne communique pas.

Monsieur le Président

Je n'ai pas parlé, Max, de l'état des voiries : des voiries ont été transférées, ce sont des champs de patates. Je ne dis pas où, je ne dis pas qui, je ne dis rien.

Max LÉVITA

C'est le principe du transfert. Premier point : nous avons fait les calculs de transferts, nous sommes allés très vite, vraisemblablement trop vite.

Dans un second temps, vous vous êtes réunis au niveau des Maires sous la présidence de Monsieur Youssous et vous avez décidé pôle par pôle qu'il y avait une organisation qui était la plus intéressante pour que la Métropole puisse remplir les compétences que vous lui avez transférées.

Cette nouvelle organisation conduit à un surplus par rapport à ce qui a été transféré, de plus d'1 million d'euros. Ce million d'euros, il y a deux solutions : soit on recalcule, commune par commune ; des communes vraisemblablement ont trop payé, et d'autres n'ont pas assez payé, et on revient sur les attributions de compensations, soit la Métropole dans sa très grande...

Monsieur le Président

... générosité prend en charge le million dû à l'inconséquence de certaines communes sur les transferts. Il faut dire les choses.

Max LÉVITA

En ce qui concerne le dernier point, c'est vrai que les attributions de compensation ont été calculées en laissant à chaque mairie la possibilité... nous n'avons pas transféré la totalité. Vous avez pris la décision, Mesdames et Messieurs les Maires, d'accepter de ne transférer que 70 %, avec la possibilité par les fonds de concours d'aller jusqu'à 100 %. Vous ne pouvez pas aller au-delà de 70 %, c'est fait comme cela.

En ce moment, vous êtes plusieurs Maires à nous demander d'aller au-delà, les services de la Métropole cherchent une solution pour vous permettre de le faire parce que c'est absurde de vous empêcher de le faire. D'autant plus que c'est vous qui paierez et pas la Métropole. Ce serait deux fois plus absurde. Mais cela étant, comme il y a eu des transferts, la compétence étant transférée il y a des problèmes juridiques ; et donc la Métropole, j'espère, pourra vous présenter une solution d'ici quelque temps.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, cher Max, j'ai quatre ou cinq points à aborder. D'abord, je voudrais te féliciter pour le budget 2017. Tu as réussi à la fois à concilier les engagements et à sauver les grandes masses. J'ai noté, on ne va pas tout réciter, au gré de ce que tu as cité que les crédits pour le logement étaient maintenus ainsi

que la rénovation du logement ancien, 4 millions. C'est important, mais simplement un petit reproche : je pense que l'on ne valorise pas assez au niveau de la Métropole toutes ces aides données pour la rénovation ; c'est un peu mon dada : des logements que les gens perçoivent grâce à la Métropole.

Deuxièmement, permettez-moi Monsieur le Président de vous dire que quand vous avez parlé de l'augmentation des bases, vous avez été très modeste. En fait, l'augmentation des bases de l'État, c'est 0,4 % et le reste traduit le dynamisme, l'enrichissement de notre Métropole. Ce n'est pas une augmentation qui a été rajoutée aux autres. C'est parce qu'il y a eu des créations, des implantations d'entreprises, des constructions et tout, c'est le dynamisme de la Métropole qui est là-dedans. Les 0,4 c'est uniquement la partie de l'État.

Je reviendrai brièvement sur la CAF. Le gros problème de ces sommes d'investissement passées en fonctionnement est simple. Cela pénalise toutes les communes. Comme c'est du fonctionnement, cela nous plombe la CAF, la Capacité d'Auto-Financement, qui est un ratio que regarde de près la Préfecture, et cela favorise la Métropole : comme c'est en fonctionnement, cela augmente sa CAF. C'est vrai qu'il y aura un débat à faire là-dessus et qu'il faudra que nous trouvions une solution pour arranger, qui satisfasse tout le monde.

Les deux derniers points que je voudrais aborder, c'est vous dire, Monsieur le Président, que vous nous aviez fait l'honneur de venir à Castries pour les vœux, où vous avez annoncé un certain nombre de choses. Je suis sûr que cela n'aura pas échappé à votre sagacité, mais peut-être que tout le monde ici ne le sait pas : l'appel d'offres pour le contournement de Castries a été lancé et publié hier. Il est dit dedans que c'est le Conseil Départemental de l'Hérault, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole. L'appel d'offres sera ouvert le 21 mars et ensuite il y a une durée de travaux de 10 mois pour tout ce qui est voirie, et 48 mois pour tout ce qui est petites fleurs que l'on plantera sur les côtes.

Je tenais publiquement à vous rendre hommage et à vous remercier de cet engagement que vous aviez pris et qui est tenu. Je dois dire aussi que lié à cela, nous venons de voir qu'au budget il y avait les travaux de raccordement de la station d'épuration de Castries à MAERA via celle de Vendargues. Cela avait été lancé il y a longtemps mais n'était pas utile puisque la station fonctionnait bien. Avec le contournement, elle va disparaître.

Ma dernière question, et c'est la seule à laquelle je m'attends à une réponse de Max. Je ne sais pas comment cela figure dans le budget : dans le cadre des crédits du CPER, il y avait sur les trois ans une somme éventuellement pour le château de Castries. Est-ce dans un certain chapitre, est-ce que ce sera au BS compte tenu du fait que les travaux ne commenceront qu'au mois de septembre ? C'est une simple question. Comme je connais votre engagement et la manière dont vous tenez à la rénovation de ce château, je me permets de vous poser la question, mais bien entendu je voterai ce budget sans problème.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Castries, les fonds fléchés sur la rénovation du château de Castries font partie du Contrat de Plan État-Région sur lequel nous sommes engagés. Ils pourront apparaître comme je m'y suis engagé au BS. Sur le projet routier dont vous m'avez parlé, il s'agit là, pour que tout le monde soit clair aussi, de la déviation de Castries. C'est un projet attendu par tous les Maires du secteur et par les Conseillers départementaux Yvon Pellet et Claudine Vassas Mejri. C'était l'engagement que nous avons pris avec l'ensemble des Maires, mais aussi avec les services du Département, avec Kléber Mesquida, dans le cadre des accords que nous avons passés.

Gilbert PASTOR

J'ai oublié de dire que Claudine souhaitait être associée à ma déclaration.

Monsieur le Président

C'est un investissement autour de 7 millions d'euros et qui fait partie de l'évaluation des sommes transférées. Le projet fait partie des transferts avec le Département, mais cela coûte à la Métropole 7 millions d'euros.

Je rappelle qu'il y a deux projets sur lesquels nous avons accéléré, c'est celui de Castries parce qu'il était prêt, des ouvrages d'art avaient déjà été construits, et également la RD 127 à Grabels. Il y a les deux. Ce sont des engagements que nous avons pris avec les Maires concernés, à la suite du transfert de compétences avec le Département de l'Hérault.

Merci Monsieur Pastor. Monsieur Revol.

René REVOL

D'abord, effectivement Monsieur le Président, ces travaux sur la RD127E sont attendus sur le secteur par tous ceux qui transitent par Grabels. Je signale que dans les deux dernières années il y a eu plus d'une vingtaine d'accidents, huit graves et deux morts. Il y avait une exigence à laquelle ne satisfaisait pas pour le

moment le Conseil départemental ; avec ce transfert de compétences nous le mettons en œuvre parce que les services du Conseil départemental avaient préparé tous les dossiers et il fallait la décision politique.

Je voulais dire, par rapport au budget d'abord, que je tiens à remercier Max Lévitá et les services pour la qualité du document fourni, son caractère pédagogique qui nous permet d'ailleurs de le diffuser à nos Conseillers municipaux pour qu'ils puissent comprendre comment fonctionne la Métropole. C'est toujours une demande assez forte dans nos Conseils municipaux.

Je me contente d'une remarque générale : Max Lévitá, mon cher ami, cher collègue, nous n'avons pas le même maître à penser – c'est le même mot que tu as utilisé pour désigner Didier Migaud, le Président de la Cour des Comptes, qui à mon avis est l'un des symboles de la déchéance libérale du socialisme contemporain.

Il faut bien un peu vous réveiller. Notamment, mon maître à penser à moi, c'est très modestement John Maynard Keynes qui disait que toute dépense publique génèrait de manière multipliée plus d'activité, d'emploi et de revenu. Aujourd'hui, c'est une pensée qui revient très en force et je pense qu'il faut y revenir. Ce qui a été décidé par les deux mandatures précédentes, les deux quinquennats que nous venons de subir, qui consiste à réduire la dépense publique des collectivités locales, me paraît une erreur. À l'échelle de l'État on peut considérer que la dette de l'État est trop importante et qu'il faut réduire les dépenses de l'État, nous pouvons l'envisager puisque nous avons 30 000 euros de dette par habitant de l'État. Ce n'est pas du tout le cas pour les collectivités locales : si l'on divise la dette par habitant, on est bien en dessous de ce niveau, quels que soient le niveau et la strate de la collectivité locale.

C'était donc une décision stupide que de faire pression sur les collectivités locales pour qu'elles diminuent leur activité et leurs dépenses. À ce sujet, je pense qu'il est essentiel de souligner que 70 % des dépenses d'investissement publiques sont faites par les collectivités locales et qu'en pesant sur le budget de fonctionnement des collectivités locales quel qu'il soit d'ailleurs, on fait diminuer la capacité d'autofinancement, donc l'investissement. On s'aperçoit que la grande majorité des collectivités ont fait le choix, devant la baisse de cette dotation, de baisser l'investissement. C'est catastrophique en termes d'emplois, je l'ai déjà dit lorsque nous avons discuté du rapport d'orientations budgétaires.

J'approuve, dans le budget qui a été présenté, le fait que nous fassions, avec les difficultés que ce débat illustre, collectivement un effort pour maintenir un niveau d'investissement élevé au niveau de la Métropole. Nous avons l'occasion de nous réunir avec les entreprises qui interviennent dans les différents secteurs : canalisations, voirie, etc., nous allons encore le voir cette semaine. Ils nous disent que la Métropole est une exception, celle qui maintient son effort d'investissement. Il faut aussi prendre la mesure de cela.

Pour ce qui est du domaine qui est le mien, au niveau de l'assainissement et de l'eau potable, nous maintenons un rythme d'investissement important puisque pour l'assainissement proprement dit, sur les 21 millions que tu citais au niveau de ce secteur, ce sont 17 millions d'euros, dont 5,5 millions d'euros pour finir le schéma directeur sur une décennie, qui s'achève avec ces 5,5 millions d'euros. Je signale que nous avons investi au total en dix ans 375 millions d'euros et que cela a été un élément décisif, y compris en termes environnementaux pour notre territoire.

Au niveau de l'eau potable, nous avons l'année dernière triplé le budget, maintenant nous entrons dans un rythme encore plus élevé puisque nous avons 13 millions d'euros annuels pour l'eau potable. Et comme nous en étions convenus lors d'un précédent débat, à partir de l'année prochaine nous fournirons en annexe du rapport puisque nous ne pouvons pas le mettre au vote, c'est une entité indépendante – le budget eau potable de la Régie pour que tout le monde ait toutes les données et par la même voie cet ensemble. Cela signifie que nous avons un investissement sur cette année de 13 millions d'euros. Si nous voulons maintenir ce rythme pendant les dix années qui viennent, nous serons en mesure de réaliser le schéma directeur d'eau potable pour 2030 en 2027, et notre planification financière avec le prix actuel de l'eau nous permet de maintenir ce rythme d'investissement.

Globalement, avec 30 millions d'euros en assainissement et en eau potable mais ce n'est pas le seul secteur de la Métropole, nous maintenons aussi ce rythme d'investissement qui est fondamental pour la création de l'emploi. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur Revol. Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues, cette séance est très intéressante parce que nous venons de voir l'hologramme de Monsieur Mélenchon en la personne de Monsieur Revol, qui prône une stratégie keyné-

sienne au niveau de la Métropole. Heureusement que vous gérez au mieux les intérêts de notre collectivité, sinon je pense que nous rencontrerions quelques difficultés.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Domergue, je prends cela pour un compliment.

Jacques DOMERGUE

Je ne pourrai pas intervenir comme Monsieur Moynier, qui a fait une intervention très détaillée et très performante ; n'étant pas à la tête d'une municipalité, je me contenterai de parler des aspects généraux de ce budget.

Cet exercice budgétaire appelle une grande vigilance, dans la mesure où il doit faire face à deux enjeux majeurs. Le premier est le problème du transfert de compétences. J'ai compris au travers de ce qui a été dit précédemment que ce n'était pas facile, et que les Maires avaient intérêt à être vigilants parce qu'il pouvait y avoir de temps en temps non pas des erreurs mais des tendances à ne pas mettre en adéquation ce transfert avec le service rendu par la Métropole, et également en contrepartie une difficulté supplémentaire : la diminution des dotations de l'État qui se fait maintenant depuis plusieurs années, surtout depuis que nous avons à la tête de l'État d'un Président socialiste qui essaie de faire des économies depuis le changement de cap sur le dos des collectivités locales.

Je ne sais pas si cela va continuer, tout dépendra de ce qui va se passer. Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est que les collectivités locales viennent compenser les insuffisances de l'État. Dans ce contexte, la situation financière semble tenir. Il faut souligner le fait que vous respectez la non-augmentation des taux, mais il faut également souligner que – là c'est sur le dos de l'État que cela se porte – finalement les Français et les citoyens de notre Métropole sont condamnés à avoir une augmentation de la fiscalité, non pas à cause des augmentations de taux dont les Maires ou Présidents de collectivités sont responsables, mais à cause de l'augmentation des bases qui est incessante et qui devient peu à peu et de plus en plus insupportable.

Sur ce dernier point, il convient de faire attention à ce que disent les chiffres lorsque l'on prend en compte les différentes entités. Sur le problème du désendettement, vous avez signalé que le désendettement était tolérable puisqu'il était légèrement supérieur à 5,2 années je crois, mais il est supérieur lorsque l'on prend en compte les satellites. Il faut rester vigilants là-dessus parce que les satellites font partie également de la Métropole.

Maintenant, sur le fond, nous pouvons dire qu'il est agréable de constater que les choses ont été précisées par rapport aux éléments de stratégie du DOB. Nous nous en étions plaints, nous n'avions pas suffisamment de visibilité. Là, les axes de la Métropole sont clarifiés. Nous pouvons regretter, comme cela a été dit, que cela n'ait pas été fait avant le mois de décembre, mais peu importe, nous y voyons un peu plus clair. L'objectif prioritaire est la maîtrise de la masse salariale, vous le dites et j'y reviendrai.

La deuxième est une gestion du patrimoine. Sans que l'on dise qu'il faille vendre les bijoux de famille, vendre du patrimoine inutilisé ou coûteux est plutôt une bonne option. Optimiser les modes de gestion et aller vers une gestion moderne est absolument indispensable et nécessaire. Essayer d'obtenir des financements partenariaux est parfois un peu plus difficile.

Concernant en particulier le problème des ressources humaines, je vois page 13, vous le dites et vous l'avez redit aujourd'hui : il y a une politique volontariste de lutte contre l'absentéisme. Nous l'avions cité à plusieurs reprises, il faut maintenant que nous voyions comment cette politique va être mise en place. Vous nous aviez dit qu'il y aurait dans quelques mois ou en fin d'année un état des lieux de cette politique volontariste et des résultats qui sont obtenus. Je pense que dans une période de pénurie comme aujourd'hui, il est absolument nécessaire que cela soit mis en place.

Une grande partie du document fourni s'arrête sur les contraintes imposées à la Métropole par la baisse des dotations. Vous avez dit qu'en cumulé, cela faisait plus de 170 millions d'euros. C'est vrai que cela pèse aujourd'hui sur les finances de la collectivité. C'est la raison pour laquelle, raison de plus, la bonne gestion passera aussi par la maîtrise de la masse salariale qui, vous l'avez dit, représente 25 % du budget et doit être optimisée, sans pour autant qu'il y ait de tensions au niveau des effectifs de la collectivité.

Un dernier point sur les réflexions engagées sur la modernisation des modes de gestion, ainsi que sur la recherche des financements partenariaux. Je pense que cela va devenir de plus en plus pressant, il faudra que vous nous le précisiez davantage parce que nous voudrions voir vers quel type d'évolution les choses vont aller et quelles vont être, à la fois pour les élus que nous sommes mais également pour les usagers, les conséquences.

Sur le reste, nous pouvons dire que le budget primitif permet d'identifier les principaux domaines d'action et de compétence de la Métropole. Nous pouvons peut-être regretter qu'il n'y ait pas une hiérarchisation. Le Président rappelle souvent les sept piliers, mais ces piliers sont mis sur un plan d'égalité. Est-ce qu'il y aura une hiérarchisation à mettre en place ou pas ? Pourquoi ? Parce que devant les difficultés budgétaires qui risquent de se présenter dans les années à venir, peut-être que nous ne pourrons pas mener au même niveau toutes les actions que l'on voulait parce que du fait de ces restrictions, budgétairement, justement, il faudra définir des priorités. Ces priorités, même si cela peut ne pas plaire à tout le monde, il faudra bien les dégager, et ce n'est pas facile. C'est une des décisions que devra prendre la Métropole et je pense que nous y serons associés.

Je le vois par exemple dans des actions qui ne sont pas directement de la compétence de la Métropole, comme l'enseignement supérieur. Ce n'est pas moi qui vais me plaindre que la Métropole s'immisce dans l'enseignement supérieur, qui est plutôt une compétence régionale et d'État, mais étant donné la position de Montpellier et le rôle que jouent l'enseignement supérieur et les chercheurs au niveau de la Ville de Montpellier de la Métropole montpelliéraine, il est indispensable que cela soit fait sur ce plan.

Voilà les remarques que je voulais faire en général. Je pense que nous pouvons nous satisfaire d'un budget équilibré, raisonnable, d'un investissement qui se maintient, parce que comme vous l'avez dit, l'investissement c'est l'emploi de demain. Et bien sûr, je vous remercie de la vigilance que vous portez à maintenir un budget à l'équilibre. C'est la raison pour laquelle nous voterons ce budget.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur Domergue.

Un petit mot sur le patrimoine. Je vais y revenir, je l'ai déjà dit mais je refais un petit point : les trois domaines que nous avons souhaité vendre sont d'abord la Providence, la Pompignane, une partie du domaine du Viviers, et nous gardons en revanche tout le domaine de Beauregard, 6 hectares le long de la nouvelle autoroute face à la Mogère, pour y prévoir à terme un futur campus universitaire qui pourra être à la jonction vous n'étiez pas là quand je l'ai dit en début de séance – de l'aéroport, de la gare TGV, de la prolongation de la ligne 1 et des axes viaires. Il y a là 6 hectares de terres. Il y aura la Business School de Sup de co, la French Tech avec l'hôtel d'entreprises, et pourquoi pas imaginer pour les universités qui sont à l'étroit en centre-ville un nouveau site...

Jacques DOMERGUE

Intervention inaudible

Monsieur le Président

... sur lequel nous aurons un campus moderne, parce que l'image des étudiants de l'université, de la recherche, de l'innovation, du numérique à Montpellier est porteuse d'emploi et porteuse d'espoir aussi pour l'avenir. Arriver dans une ville et dans un campus universitaire me paraît une belle image pour Montpellier, au bord de la Méditerranée. Il faut essayer de donner à la ville et à sa Métropole une image moderne et internationale.

Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, je ne vais pas revenir sur la question de l'attribution de compensation, elle a déjà été bien évoquée. Il faut savoir que par exemple dans ma commune, nous n'avons plus aucune capacité d'autofinancement donc aucune capacité d'emprunter.

Et je pense que pour les Conseils municipaux qui vont bientôt devoir voter leur propre budget, il est important que nous ayons eu cet échange entre Maires et Métropole, avec cette nouvelle opportunité, pour vraiment voir ce qu'il peut être possible de faire. Je pense aussi qu'en corollaire, il faut qu'il y ait cette visibilité sur cette politique d'investissement de la Métropole. Nous l'avons vu : c'est la collectivité qui a la capacité d'investissement sur le territoire, et comment cet investissement se déploie vraiment sur l'ensemble du territoire, d'autant plus que nous avons arrêté les fameux PIC maintenant et que nous sommes sur cette politique d'équipements répartis. Il faut vraiment que nous ayons une vision très claire à ce sujet pour pouvoir valider tout cela.

Un deuxième sujet est celui dans la politique d'investissement des acquisitions foncières. Je vois un montant de 9 millions d'euros prévus pour 2017. Je n'ai pas trop de référentiel mais je me demande si ce n'est pas peu, parce que je pense que les enjeux sont énormes, que ce soit pour anticiper bien entendu notre politique d'urbanisation, de construction, etc., mais aussi ne pas oublier la maîtrise des enjeux de compensation qui vont devenir de plus en plus importants, stratégiques. Moi, je vois vraiment un marché de la compensation qui a tendance à exploser, des opérateurs qui se positionnent, et nous risquons d'avoir un blocage à l'avenir dans la gestion des opérations de notre territoire.

J'ai fait un petit calcul : 9 millions d'euros, il me semble que ce n'est pas beaucoup, avec la vente des domaines qui va être faite. N'est-ce pas quelque chose qui peut être entrevu ?

Monsieur le Président

C'est fait pour cela, pour augmenter l'enveloppe des acquisitions foncières : on ne peut pas être interventionniste dans l'aménagement du territoire si on n'a pas une enveloppe consacrée pour l'acquisition foncière, ne serait-ce que pour bloquer un certain nombre de programmes qui pourraient être amenés à aménager le territoire en dehors des orientations politiques que nous avons partagées – que ce soit la préservation des terres agricoles, les parcs d'activités fondamentaux – et que nous devons insérer sur le territoire métropolitain.

Je rappelle que nous n'avons pas mis au vote l'étude économique ce soir parce que nous ne sommes pas prêts en termes d'écriture du document avec la Région. Nous sommes encore en discussion sur les virgules, les points, les majuscules et les rimes à la fin des phrases, mais cela va se faire, cette discussion. Il est important que nous puissions orienter nous-mêmes, façonner les paysages. Je vais le dire de façon poétique. Il faut une enveloppe à hauteur pour intervenir.

Donc oui, les domaines de la Providence, du Viviers et de la Pompignane nous permettront de dégager au bas mot 5 à 6 millions d'euros qui peuvent s'ajouter à l'enveloppe des 9 millions, ce qui donne à peu près 15 millions d'euros. Avec 15 millions d'euros, on peut être assez pertinent, on peut être plus pertinent qu'avec 9. Cela dit, nous n'avons pas des fonds extensibles dans la mesure où nous restons dans les normes, en termes de fiscalité, que nous nous sommes données. Mais 15 millions d'euros, nous sommes à peu près sur ce volant-là, cela nous permet de faire des choses et il faut les voir dans le temps aussi. Ce n'est pas sur une année, c'est sur plusieurs années.

Mais vous avez raison, Madame le Maire de Murviel, 9 millions c'est un peu faible, ce n'est pas une grosse enveloppe. Il faut l'utiliser intelligemment. En matière de foncier, les services de la Métropole sont des experts. Quelquefois, en achetant une petite parcelle, on bloque un système. J'ai fait cela pendant sept ans à la Ville de Montpellier donc je connais bien.

Ensuite il y a un autre sujet, c'est le problème du Schéma de Cohérence Territoriale dont Stéphanie parlera tout à l'heure. Un certain nombre de rencontres ont été organisées dans les ateliers, ont donné des orientations de principe et de discussion sur les nouveaux enjeux, et nous allons faire une dizaine de réunions sur tous les endroits stratégiques du SCoT. Jean-Pierre Moure, en son temps, l'avait fait, aujourd'hui nous faisons évoluer le SCoT avec des notions qui poussent plus loin la réserve foncière sur l'agriculture et sur les parcs d'activité ainsi que sur les transports, aménager les zones intermodales. Je crois qu'avec les moyens que nous avons, nous essayons d'être le plus efficaces possible.

Monsieur Léviata.

Max LÉVITA

Madame le Maire, vous avez tout à fait raison, il faudrait que je sois capable de vous présenter des prévisions en ce qui concerne la politique d'investissement. Mais dans la conjoncture actuelle, nous avons une modification des dotations de fonctionnement annoncée, nous avons fait des calculs, nous y gagnions à peu près pour la Métropole, cette politique a été écartée. Il y a des élections, il va y avoir un résultat de ces élections, les politiques des différents candidats ne sont pas connues. Certaines sont connues et sont assez angoissantes, en particulier je vous ai dit : si nous perdons les 86 millions du versement transport, je ne sais pas ce qui se passe, il faut regarder à l'intérieur.

A l'heure actuelle, nous sommes dans le noir le plus complet. Peut-être que vers le mois de septembre-octobre, une fois que le nouveau Président sera installé, nous y verrons un peu plus clair. Nous discutons tout à l'heure avec Monsieur Revol d'une politique keynésienne ou d'une politique migalienne. Je pense que vous avez fourni des éléments à Madame Jamet, qui va s'en emparer avec une avidité gloutonne. Elle est aussi keynésienne que vous, malheureusement.

Monsieur le Président

Je voudrais revenir encore une fois sur l'enveloppe foncière. 9 millions, ce n'est pas une grosse enveloppe mais c'est une belle enveloppe quand même. Fut un temps où elle n'était que de 6 millions. Elle a grimpé à 9. Si je me permets de revenir là-dessus, c'est parce que l'autre fois, je vous ai dit quelque chose qui peut être contestable, donc je vais le rétablir. Je vous ai dit : « *Avec l'argent que nous tirerons de la vente des domaines, nous restaurerons Méric, la maison de Frédéric Bazille.* » Mais Méric, c'est la Ville, ce n'est pas la Métropole. Je vais remettre tout cela dans l'ordre. Je remélange tout et je sors du sac : la vente des domaines de la Pompignane, du Viviers et de la Providence iront à la Métropole puisque c'est la Métropole qui en est propriétaire.

En revanche, la vente du Capoulier, dans laquelle se trouvaient la maison de la prévention et l'espace jeunesse, qui seront installés au niveau zéro de l'ancienne mairie, ira à la réhabilitation complète du mas de Méric. C'est un chantier à peu près de 2 millions d'euros. Cela intéresse la Ville de Montpellier, mais comme j'en avais parlé à la Métropole, je refais le dispatching.

Monsieur Savy.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais à mon tour saluer le travail important et lourd mené par Max Lévi et par l'administration métropolitaine dans un contexte de transfert des compétences communales vers la Métropole depuis quelques mois, et revenir dans ce contexte sur les points qui ont été évoqués par deux ou trois collègues.

Pour nous, Maires des communes, la DGF baisse, nous le savons, ce qui nous prive de certaines recettes. L'attribution de compensation vient augmenter les dépenses de fonctionnement et je rappelle que Juvignac, pour celles et ceux qui ne le savent pas, est le quatrième contributeur sur les 31 communes après Montpellier, Castelnau-le-Lez et Lattes, alors que nous ne sommes que la septième ou huitième commune. Nous avons joué le jeu de ce point de vue.

Ce qui autrefois par les communes était financé en investissement, c'est-à-dire la voirie, passe aujourd'hui dans le tableau de fonctionnement, dans les dépenses de fonctionnement. Les investissements d'hier sont passés dans les dépenses de fonctionnement d'aujourd'hui, entraînant des ratios financiers que l'on calculait auparavant, qui aujourd'hui ne veulent plus rien dire, des ratios financiers dégradés, y compris la capacité d'autofinancement dont nous avons parlé tout à l'heure. Les partenaires financiers qui accompagnent les 31 communes sont très attentifs à cette CAF brute et nette, mais ils veulent savoir si la capacité d'autofinancement, qui dit bien ce qu'elle veut dire, est supportable pour une collectivité avant de pouvoir l'accompagner dans son investissement.

C'est là que René a raison : à la fois il faut investir, nous faisons tout pour, et en même temps ne pas trop fonctionner, en tout cas il va falloir se serrer la ceinture d'un côté du tableau pour pouvoir investir de l'autre. C'est notre façon de travailler. Mais cette attribution de compensation a déformé la géométrie de ces deux tableaux.

Aujourd'hui, je n'oppose pas les communes à la Métropole parce que la Métropole, c'est nous. Nous parlons tout à l'heure de décision politique ; il s'agit de se dire comment on traduit la neutralité financière puisqu'en fait, quel que soit l'artifice comptable dans la M14 que nous utilisons, nous aurons toujours une neutralité financière entre les 31 communes et la Métropole. La loi de finances rectificative pour 2017 effectivement a modifié l'article 1609 nonies C du Code général des impôts qui permet par délibération conjointe de la Métropole et des 31 communes d'imputer une partie des dépenses de l'attribution de compensation en attribution de compensation d'investissement.

Pour nous les communes, y compris pour la Ville de Montpellier, cela permettrait d'obtenir une capacité d'autofinancement à nouveau positive, d'avoir enfin un visage plus conforme à la réalité, puisqu'un investissement voirie restera toujours, pour une commune, un investissement voirie. Il faut trouver un dispositif qui permette en miroir pour la Métropole de ne pas déformer géométriquement les deux tableaux pour elle-même, pour cette Métropole, et de trouver une décision, qu'elle soit politique, technique. Mais à mon avis elle est plus d'origine comptable, et il faut travailler avec Bercy à ce sujet. Finalement, la signature de la Métropole n'est pas celle des communes mais la signature auprès des partenaires bancaires. Quand ils viennent vous voir, ils vous disent : « *Nous avons calculé vos ratios. La Métropole n'a pas les mêmes assises ni la même garantie, nous ne jouons pas sur les mêmes tableaux.* »

31 communes en difficulté dans leurs ratios pour se faire accompagner de partenaires financiers, contre une Métropole qui peut avoir peut-être une traduction dans sa M14 comptable d'un bon équilibre – puisque sur les deux tableaux nous le sommes –, et qui permet de conserver cette signature au vu des partenaires finan-

ciers pour la Métropole, tout en laissant aux communes la possibilité d'avoir ces marges d'investissement, comme disait René Revol.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Juvignac. Monsieur Martin.

Hervé MARTIN

Merci. Je ne suis pas sûr moi non plus d'avoir le même héros que Max Lévi. Monsieur Migaud me paraît avoir une volonté assez dangereuse au contraire, quand on connaît le levier que peuvent être sur l'économie les investissements réalisés par les collectivités locales. Sur ce point de vue, je me félicite que les investissements soient maintenus à un certain niveau, parce que cela a été dit et tout le monde le sait de toute façon, nous connaissons l'importance de ce niveau d'investissement sur l'économie, à la fois locale et même plus largement.

Cela dit et pour être très rapide, parce que déjà le débat est long, il y a quelques points de détail qui me dérangent. Ce ne seront pas des nouveautés donc je ne veux pas en faire des points de crispation polémiques parce que ce sont des choses dont nous avons déjà débattu, par exemple les 2,2 millions d'euros d'études pour la ligne 5, il est bien évident – mais encore une fois je ne veux pas polémiquer là-dessus – que nous avons des points de vue divergents. Pour moi, les DUP étaient faites, la ligne 5 nous pouvions la faire. Relancer des études qui coûtent 2 millions, c'est un point – on s'en doute – qui ne peut pas me convenir.

Monsieur le Président

Je vais vous lire l'article de l'excellent journal *Midi-Libre*, parce que je savais bien que cela arriverait sur le tapis, daté du 29 juillet 2013. Mais allez-y parce que c'est important que vous parliez de la ligne 5.

Hervé MARTIN

J'avais terminé sur ce point-là. L'autre point, c'est sur les aides sur fonds propres de la Métropole, sur le logement social. Il était inscrit dans le PLH qu'à la date où nous sommes, les aides sur fonds propres seraient à peu près deux fois supérieures à ce qu'elles sont indiquées dans le budget où il est indiqué 2,5 millions. Si mes souvenirs sont exacts, on prévoyait dans le PLH, à la date où nous sommes, 4 millions d'euros. C'est un autre point qui me pose souci et me chagrine. Je ne vais pas étendre la liste de ces points de détail mais il y a un certain nombre de points comme ceux-ci. J'ai pris là deux des plus représentatifs pour moi qui me posent problème. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Martin. Moi non plus, je ne polémiquerai pas. Je vais simplement lire l'article. Sur le logement social. Je déplore les baisses de subventions de la Région qu'avait mises en place Georges Frêche et qu'aujourd'hui nous n'avons plus. Nous avons très peu. Je comprends le souci de rééquilibrer avec la Grande Région. Je le comprends parce qu'en Midi-Py, ils n'avaient pas d'aide pour le logement social et nous, en Languedoc-Roussillon nous avons des aides que Georges Frêche avait mises en place. Le résultat de tout cela est qu'aujourd'hui, pour assurer ou assumer une péréquation, nous sommes passés de 7 000 euros par logement à 2 000 euros par logement.

Hervé MARTIN

Cela ne fait que renforcer mon inquiétude du fait que nous sommes à 2,5 millions, je crois, au lieu de 4 qui étaient à l'origine prévus.

Monsieur le Président

Il fallait que cela se sache en Assemblée publique.

Ensuite sur la ligne 5, moi je suis contre le trajet de la ligne 5, d'ailleurs je suis le seul à avoir voté contre en 2013. Vous avez ici l'article de *Midi-Libre*. Je vais vous lire l'article parce qu'il est intéressant. Je vois que Monsieur Roumégas s'affole, défend le collectif Ligne 5, or Monsieur Roumégas était contre la ligne 5 avec les Verts. C'est marqué là.

Attendez, je mets mes lunettes. Je ne veux pas rater une syllabe. « *Le tracé de la future ligne 5 du tramway, dont une partie doit traverser le parc de l'EAI, soulève son lot de mécontentements. Jeudi soir, lors du Conseil d'Agglo, Philippe Saurel, adjoint à la culture de Montpellier, candidat à l'investiture PS (vous voyez que j'avais l'intention d'y aller à l'investiture PS, mais vu les bricolages je n'ai pas pu) a voté contre la proposition de tracé présentée par le Président Jean-Pierre Moure : "L'EAI, c'est notre Central Park. Montpellier l'attend depuis des années. Il serait donc dommageable de l'amputer avec le tracé du tramway." Il rejoint l'argumentaire des Verts, opposés eux aussi à ce tracé, rappelant au passage qu'il faut d'abord ter-*

miner la ligne 4 et réfléchir à desservir les quartiers populaires qui ne le sont pas du tout. D'ici à ce que le projet de la ligne 5 ne devienne un des enjeux de la prochaine campagne [etc.] » Ma position sur la ligne 5 est connue, elle date de juillet 2013.

Hervé MARTIN

Je n'ai pas dit qu'elle n'était pas connue, la mienne est connue également. Encore une fois, ce n'était pas pour lancer le débat, nous sommes en désaccord là-dessus, nous le savons.

Monsieur le Président

C'est normal : les élections se sont faites là-dessus et nous avons gagné.

Hervé MARTIN

Oui, mais il y a aussi des Montpelliérains qui pensent différemment. Il n'y a aucune nouveauté dans ce que vous dites là.

Monsieur le Président

Il y en a moins.

Hervé MARTIN

Nous sommes d'accord, je l'avais remarqué aussi.

Monsieur le Président

Moi je suis d'accord pour faire la ligne 5 je vous l'ai dit.

Hervé MARTIN

D'autant que le tronçon de ligne 4 qui a été fait n'est jamais qu'un bout de la ligne 5.

Monsieur le Président

Exactement. Nous avons mis au budget la partie Nord, mais je vous rappelle qu'à l'époque même où nous avons parlé de ligne 5, l'investissement pour les acquisitions foncières n'était pas réalisé. Donc il faut le faire. Il faut maintenant acheter les terrains. C'est pour cela que nous avons mis de l'argent au budget. Nous allons le faire par phases.

Hervé MARTIN

Je ne parlais que des études dans mon intervention de tout à l'heure.

Monsieur le Président

Les commissaires enquêteurs.

Madame Jamet.

France JAMET

Nous allons bien commencer. J'ai quelques généralités à vous donner, je ne rentrerai pas forcément dans le détail non plus puisque je ne suis pas à la tête d'une municipalité. Cependant, je me ferai un plaisir de faire référence non pas à Monsieur Migaud, peut-être plus à Monsieur Carrez, et évidemment à la Cour des Comptes, puisque vous avez bien voulu en tenir compte, qui a présenté ses rapports le 9 février à l'Assemblée nationale et je ne l'ai pas manqué.

Monsieur le Président

Mariah Carrez !

France JAMET

Ce qui m'amène à quelques remarques. Je trouve cela exceptionnel. J'ai bien vu, nous sommes sur une conjoncture nationale, européenne, internationale difficile, et encore une fois il manque la conjoncture intergalactique saurélienne, mais cela viendra peut-être un jour. Je tiens à vous dire ce qui m'étonne.

Monsieur le Président

Le symbole de la Métropole, c'est l'étoile.

France JAMET

Eh ouais ! Je sais !

Monsieur le Président

Mais il faut avoir des objectifs.

France JAMET

Le Président a plein d'étoiles dans la tête, c'est joli, c'est bien, c'est beau.

Je sais bien, comme vous le disiez tout à l'heure, qu'il faut toujours un minimum d'optimisme et de volontarisme dans les prévisions, surtout quand on part sur des lignes ou des projets, que cela concerne les collectivités ou pas.

Mais Monsieur, la Cour des Comptes quand même a relevé que, vous l'avez dit, il fallait dépenser moins et mieux. Cela dit, vos chiffres je ne sais pas d'où vous les sortez, mais il est clair que les finances publiques vont mal. En 2016, la croissance était de 1,1 vous nous annoncez 1,4, alors que pendant ce temps-là elle était de 1,9 en Allemagne, j'y reviendrai à la fin. 0,8 point en moins en Allemagne alors que jusque maintenant nous étions un peu en parallèle. C'est dire l'état de nos finances et la problématique relevée par la Cour des Comptes de la maîtrise des dépenses publiques. Là-dessus, je vous rejoins.

Sur le déficit public que vous ramenez à 2,7, normalement tout porte à croire que nous ne serons pas à 2,7. Nous étions d'ailleurs, je tiens à le rappeler, à 3,3 en 2015, alors que tous les voyants étaient au vert. Le prix du pétrole, les taux de crédit, etc., je crois que nous pouvons raisonnablement redouter que nous dépassions la barre des 3. Si je relève cela, je n'ai pas l'impression que vous partiez sur de bonnes bases. Pour autant, je relève plusieurs points. L'explosion des dépenses de personnel, que je vois augmenter de 8,84 %, n'est pas un bon marqueur. C'est une progression importante de +6,3 de budget primitif à budget primitif, qui passe de 83,3 millions d'euros à 88,6 millions d'euros.

Monsieur le Président

Ce sont les transferts.

France JAMET

Globalement, finalement, votre budget n'est pas si mal que cela (c'est pour pouvoir aller jusqu'au bout), mais je pense que vous partez sur de mauvaises bases.

Le deuxième point concerne les charges financières du budget consolidé. Nous n'avons pas la même lecture, et là aussi vous m'inquiétez. Elles étaient de 30,7 en 2016, elles sont de 30,7 millions en 2017. Vous dites qu'il y a une baisse, moi je n'en ai pas l'impression, je pense que cela stagne. Vous m'expliquerez, vous me répondrez directement où vous voyez cette baisse.

Ce qui me permet, excusez-moi, de revenir un peu sur ce 0 % de taux. A Maman qui me regarde, à tous les spectateurs qui me regardent, à tous ceux à qui vous avez bien voulu vous adresser tout à l'heure, je tiens à dire que même si vous vous êtes arc-bouté sur ce point de communication, le 0 %, il n'en demeure pas moins que de plus en plus d'argent sort de la poche du contribuable, que ce soit dans la taxe sur le foncier, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, etc. Tout le monde paye, même les plus pauvres. Ce 0,4 % d'augmentation des bases, sur lequel vous n'avez peut-être pas la main, entraîne quand même un surplus. Il y a plus d'argent qui sort de la poche de nos concitoyens.

Sur la taxe d'habitation ce sont 88 millions d'euros, je parle au niveau national, et sur la taxe foncière 123 millions d'euros. Ce n'est pas rien. Vous aimez les gens, je les aime aussi et j'aime quand on laisse un petit peu leur portefeuille tranquille.

Ensuite, je suis sûr non pas les conclusions de Monsieur Migaud mais plutôt de la Cour des Comptes et plus particulièrement de Monsieur Carrez. Tout cela est inquiétant, parce que cela dénote, vous le voyez, vous le savez, une vulnérabilité, notamment par rapport au déficit. Quand on parle de la baisse de dotations, etc., c'est que l'on a un gros problème au niveau national. On a un gros déficit. Je crois que c'est Carrez qui le disait : *« les économies que l'on a réussi à faire sur le déficit tiennent à 40 % essentiellement sur la baisse des taux d'intérêt »*.

Quand je vois que notre dette à la Métropole est composée à 55 % en taux fixes et à 45 % en taux variables, je pense que c'est un peu dangereux. Nous savons tous que les taux vont repartir à la hausse. Je trouve que c'est mettre un peu la Métropole en difficulté. Vous me direz que vous faites ce que vous pouvez avec ce que vous avez, mais c'est aussi un point important.

L'avant-dernier point, ce sont les dépenses. Nous avons vu : keynésien, pas keynésien, Migaud, pas Migaud, mais les dépenses pour les entreprises et les territoires diminuent de 28,3 %. Évidemment, investir c'est bon pour les entreprises, c'est bon pour le service public, c'est bon pour les gens, mais là vous êtes passés de 290 millions à 208 millions. Cela n'est pas bon pour le contribuable, cela n'est pas bon pour nos concitoyens et cela n'est pas bon je crois pour nos entreprises – c'est là-dessus que je voudrais terminer.

Vous faites augmenter la CVAE de 7,8 %. L'investissement public doit-il favoriser les entreprises, l'emploi, la croissance ? Oui. Mais quand vous faites exploser des dépenses et des taxes comme la CVAE à ce point-là, ce sont les entreprises que vous tuez, et moi je prends le problème dans l'autre sens. Surtaxer, c'est tuer l'emploi.

Tout à l'heure, quand je vous lisais, vous n'avez pas voulu me laisser aller jusqu'au bout sur la cotisation foncière, etc., mais cette hypermétropolisation n'est pas bonne non plus pour le reste du territoire. Je dis toujours que quand on regarde son nombril, on ne voit jamais plus loin que le bout de ses chaussures.

J'aime les gens moi aussi, et je dis que ce n'est pas trop mal pour ce qu'il y a, mais je vous ai entendu quand vous parliez tout à l'heure de clientélisme. Je voudrais répondre : c'est dégueulasse, le clientélisme, vous avez raison. Je vois par exemple à Beaucaire, notre Maire ne peut pas avoir de lycée : la Région lui refuse parce qu'il n'a pas les mêmes idées qu'elle. C'est dégueulasse, je suis d'accord, il faut que cela change, il faut que l'intérêt général prime. Aimer les gens, c'est faire beaucoup plus avec beaucoup moins.

Je suis sûr, Monsieur Lévit, que vous avez essayé très sincèrement de le faire, mais je pense que ce n'est pas assez. Quand vous parlez de ces dangers, moi le danger que je vois après, c'est que l'on continue avec les mêmes parce que ce sont eux qui nous ont mis dans cette situation-là. Et quand vous parlez de la situation, du déficit, de la dette, la croissance, la décroissance, l'inflation, etc., tout cela tient à une politique depuis trente ans que l'on est en train de nous représenter. On est en train de décider de nous resservir le plat. C'est un vrai danger.

Je pense qu'il faudrait une relocalisation, il faudrait aussi, je suis désolée de vous le dire, que la démocratie retrouve un peu plus de proximité, que nous puissions jouer sur la monnaie et surtout que cessent évidemment les gabegies.

Je ne veux pas être désagréable, je vais terminer. Une dernière fois, ce n'est pas si mal que cela, ce budget. Je ne le voterai pas quand même parce que par exemple, personne ici n'a parlé – c'est un peu dans ce cadre-là – de l'association des flux touristiques. Par exemple, j'ai regardé la Cour des Comptes et j'ai suivi aussi le rapport de la Cour des Comptes concernant AMETYST.

Vous parliez tout à l'heure de Monsieur Roumégas : c'est étonnant que depuis 2003 on se soit trompé, et que l'on ait continué et perduré. Je crois que c'est Carrez qui disait qu'à un moment, à travailler sans étude d'impact, il faudrait que les politiques assument les responsabilités et les décisions, ce qui n'est vraisemblablement pas le cas.

Je voudrais savoir si vous pouvez me donner quelques réponses sur cette problématique. Je suis dans l'incompréhension totale. Je ne veux pas croire qu'il y ait de pressions industrielles, mais je suis étonnée que l'on ait pris les mêmes et que l'on ait recommencé. Je tiens à dire cela parce que j'ai lu dernièrement dans la presse – les bras m'en sont tombés – que les gabegies financières relevées par la Cour des Comptes s'expliquent très facilement, d'après un journaliste local, par le fait que les gestionnaires sont souvent retraités et bénévoles, manquent de formation pour établir un budget qui s'élève souvent à des millions d'euros. Pour qui prend-on les Maires des petites et moyennes communes ? Les gabegies et ce qui est relevé par la Cour des Comptes, ce sont les millions dépensés par les grosses institutions.

Je ne doute pas de la capacité, du professionnalisme, du sérieux de Monsieur Lévit et des services, et je pense que cela mériterait un éclaircissement, et peut-être un changement de cap. Nous n'allons pas parler d'AMETYST mais il y aurait un vrai sujet, un vrai débat. J'aimerais bien que nous puissions l'ouvrir un jour mais il serait utile de savoir combien cela nous a coûté, combien cela va nous coûter et pourquoi cela nous coûte autant d'argent.

En tout cas, merci de m'avoir permis, Monsieur le Président, mes chers collègues, d'aller jusqu'au bout, et j'attends votre leçon magistrale, Monsieur Lévit.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jamet. Monsieur Lévit va vous répondre, mais dites-moi quand même le nom du journaliste. Vous nous avez fait une citation. Il y a mon nom là devant. Dites-nous le nom du journaliste qui a écrit cela.

France JAMET

Je ne vais pas dénoncer les gens. Je lis.

Monsieur le Président

C'est public !

France JAMET

Vous êtes marrant. Quand on aime les gens, on n'est pas là à essayer de les montrer du doigt. On dénonce, on n'en fait pas une affaire personnelle.

Monsieur le Président

Citez vos sources.

France JAMET

Ma source est le quotidien régional, point barre. Mais si vous avez envie de régler vos comptes avec eux par mon intermédiaire, continuez.

Monsieur le Président

Vous me parlez d'un journaliste, dites lequel.

France JAMET

Non, je ne vais pas nommer le journaliste et le vouer aux gémonies. Croyez-moi sur parole.

Monsieur le Président

Vous avez la trouille, ou quoi ? Apportez-moi-le, votre papier.

Madame France Jamet remet l'article à Monsieur le Président.

C'est trop petit, je n'arrive pas à le lire, même avec mes lunettes. Monsieur Lévit, répondez.

Max LÉVITA

Le premier point, Madame Jamet : je ne fais pas la politique du Gouvernement, moi je suis Vice-Président chargé des finances de la Métropole. La politique du Gouvernement s'applique à nous et je n'ai pas grand-chose à dire dessus. Je ne vois pas comment nous pourrions y échapper.

Ensuite, vous posez un certain nombre de questions. Monsieur Migaud, dans le cadre des engagements français vis-à-vis de l'Europe, incarne ce que nous devons faire dans ce cadre-là. Et ce cadre-là, je ne le remets pas en cause. C'est pour cela que je le prends comme maître à penser. Maintenant, si on change le cadre, mais je vais y venir...

France JAMET

Intervention hors micro.

Max LÉVITA

En ce qui concerne l'augmentation des bases de 0,4 %, c'est une augmentation due au jeu de l'inflation, c'est la raison pour laquelle c'est voté par le Parlement. Nous l'appliquons – nous pourrions ne pas l'appliquer, nous pourrions diminuer les taux. Ce qui fait une augmentation de l'impôt payé par les contribuables,

France JAMET

Intervention hors micro

Max LÉVITA

Sur cette année, 0,4 %. Je vous ai donné les chiffres sur lesquels est bâtie la loi de finances. Le 1,4 %, c'est la loi de finances. Le 2,7, c'est la loi de finances. Ce n'est pas moi, je n'ai pas les moyens de prévoir ce que l'État peut faire.

La CVAE c'est pareil. 7 %, nous n'avons pas touché les taux, c'est une augmentation en fonction de l'activité économique.

Je vous réponds également sur AMETYST, qui a fait l'objet d'une remarque et d'un rapport de la Cour des Comptes. Je voudrais vous rappeler. On parle d'innovation en permanence et on fait comme si l'innovation c'était fastoche et cela marchait. Un candidat s'est exprimé dimanche, il lance 200 milliards d'investissements et il les récupère à la fin de l'année. Oui, si tout se passe bien. Si cela se passait bien, je ne vois pas très bien pourquoi c'est la puissance publique qui le ferait. Mais bon !

Nos prédécesseurs ont décidé de faire une opération d'innovation avec AMETYST. Cela n'a pas donné tout à fait les résultats espérés. Un certain nombre de points jusqu'en 2010 ont nécessité un protocole d'accord avec le constructeur pour éviter les blocages préjudiciables au bon fonctionnement du service. C'est facile de dire : « *J'arrête mon contrat avec AMETYST.* » Qui assure le fonctionnement ? AMETYST se retire immédiatement et nous allons assurer le fonctionnement ?

Monsieur le Président

Les 200 000 tonnes de déchets, Madame Jamet, nous les mettrons dans votre jardin.

France JAMET

Intervention hors micro

Monsieur le Président

C'est une solution comme une autre, dans votre vigne nous mettrons 200 000 tonnes.

Max LÉVITA

Nous avons jugé – vous pouvez le contester, d'autant que ce n'est pas une décision prise par Philippe Sauré, mais je ne l'ai pas condamnée en son temps – qu'une démarche contentieuse risquait d'entraîner la fermeture du site pendant une durée conséquente. Qu'allions-nous faire des ordures ménagères ?

Dans ce cadre, nous avons signé un protocole transactionnel qui a réglé les litiges existants entre les parties. Je dois ajouter qu'un avenant à ce protocole transactionnel a été signé pour prendre en compte les effets du sinistre que nous avons connu le 13 septembre 2010. Les discussions sont en cours parce que c'est long en ce domaine. Nous avons le résultat d'une politique. L'innovation, c'est cela, il y a des risques dans l'innovation. Si vous ne voulez pas faire d'innovation, nous n'en faisons pas.

Sur le danger, et comme je vous attendais là-dessus, malgré ma bienveillance, je vais vous dire.

France JAMET

Intervention hors micro

Max LÉVITA

Madame Le Pen est candidate à l'élection. Elle s'est engagée sur 144 objectifs. Je ne vais pas vous lire les 144, je vais vous lire le 1 : « *Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple français sa souveraineté monétaire, législative, territoriale, économique. Pour cela, une négociation sera engagée avec nos partenaires européens, suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne.* » Je continue. « *La consultation aura lieu six mois après la présidentielle* », a précisé Madame Le Pen, qui prône « *le rétablissement d'une monnaie nationale adaptée à notre économie* ». Traduction : sortir de l'euro et revenir au franc dévalué.

Je comprends parfaitement que la France – j'ai longtemps débattu avec mon collègue et néanmoins ami René Revol – a eu un attachement à l'inflation absolument remarquable, qui a fonctionné dans la période 1945-1975. Cela a très bien fonctionné, c'est comme cela que l'on a rétabli la France, on l'a remise en marche à la sortie de la Seconde Guerre mondiale

Monsieur le Président

Fais attention à ce que tu dis !

Max LÉVITA

Il se trouve que nous avons signé et que nous sommes entrés dans l'euro. À partir de ce moment-là, que ce soit bien ou que ce ne soit pas bien, nous y sommes, dans l'euro, et chers collègues c'est impossible d'en sortir sans payer un prix considérable. Madame Le Pen, ce n'est pas la peine qu'elle fasse un référendum. Elle est élue le dimanche soir à 8 heures, dans la nuit des milliers de milliards quitteront la France.

France JAMET

N'importe quoi !

Max LÉVITA

Des milliers de milliards quitteront la France dans la seconde, à 8 heures 10 secondes.

France JAMET

Intervention hors micro

Max LÉVITA

Nous aurons la traduction immédiatement. Le jeudi, Hollande sera toujours Président, puisque le Président de la République ne prend ses fonctions que le vendredi. Le jeudi, l'agence France Trésor place des obligations. Pour placer des obligations, il faut des prêteurs de l'autre côté. Nous aurons des prêteurs. A quel taux ? Je vous rappelle : à l'heure actuelle j'ai les taux portugais, les taux grecs, les taux de Chypre. La dé-

valuation sera faite immédiatement, le dimanche 7 mai à 20 heures. Ce n'est pas la peine de faire des référendums, il est fait automatiquement, les prêteurs sont partis. Déjà nous le voyons.

Jusque maintenant, le *spread* entre les taux français et allemands était de l'ordre de 30 points de base. Nous sommes à 90. Je sais bien que ce sont des prêteurs pas bien, pas beaux, ils sont étrangers. D'accord. Débrouillons-nous pour ne pas avoir de prêteurs. Pour le moment, nous n'y passerons pas. Quand vous me parlez de danger, vous ce n'est pas un danger, c'est une catastrophe, c'est l'horreur économique absolue. Absolue !

De ce siège dont je profite, je mets en garde contre cette aberration. Je suis désolé : on peut sortir de l'euro, mais cela va nous coûter plus que cher. Ma prévision si cela se passe : nous sommes dans la situation de la Grèce dans les cinq ans qui viennent.

France JAMET

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévi. Monsieur Lussert. Il a répondu, comme à tous les interlocuteurs.

France JAMET

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur Lussert, Monsieur le Maire de Prades a la parole.

Jean-Marc LUSSERT

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, chers collègues...

France JAMET

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur Lussert

Jean-Marc LUSSERT

Je crains de rabaisser quelque peu les débats. Pas de ma part d'analyse internationale ni même nationale, ni même une analyse générale de notre budget.

Point de maître à penser non plus. J'ai étudié la physique. Si je vous donne mes maîtres à penser, ce sont Denis Papin pour la machine à vapeur, Gilles Roberval pour la balance, ou encore Denis Gabor qui a inventé l'hologramme en 1948 !

Ne mélangeons pas tout. Pour ma part, juste trois petites choses, trois détails : en un, la ligne 5 et je vais être bref, je vais faire comme mon collègue Martin, Monsieur le Président, je dirai simplement que tout le monde connaît mon opinion sur la ligne 5.

Ensuite, je voudrais revenir sur les histoires d'investissement de voirie et d'AC. Cela a été le premier sujet abordé par Arnaud Moynier. En effet, la possibilité de financement au travers des AC a été ficelée en enlevant tout ce qui était subventions possibles et tout ce qui était éventuellement recettes de ventes de terrains. Ensuite, avec cette clause à 70 %, cela a réduit à des sommes très insuffisantes pour financer des investissements sérieux dans nos communes, me semble-t-il.

Tout à l'heure, je crois que c'est vous Monsieur Lévi qui disiez que dans une Conférence des Maires, lorsqu'il avait fallu essayer de voir comment nous pouvions récupérer ce million qui manquait pour les charges salariales – je vous ai entendu –, l'éventualité était que ce soit la Métropole qui mette la main à la poche. Cela me dérange énormément. Je préfère de loin qu'on lave le linge sale en famille, à huis clos, pour savoir qui a fait quoi et que l'on en tire des conséquences.

Je préférerais que la Métropole mette la main à la poche pour participer aux investissements, pour abonder cette enveloppe. Pourquoi ? Parce qu'en définissant chaque somme d'investissement par commune, c'est le degré zéro de la mutualisation. Ce sont des financements qui passent à la Métropole et la Métropole les utilise. Il n'y a aucune intervention de la Métropole, il n'y a pas un comportement vertueux de la Métropole. Cela me semble nécessaire, quand on parle de mutualisation, qu'une part des fonds vienne de tous les contribuables, sans les flécher sur telle ou telle commune.

Ensuite, je lisais tout à l'heure que pour faire le calcul on avait enlevé toutes les subventions. Je ne veux pas être désobligeant. Il me semble que la culture de la subvention au niveau de la Métropole est à l'image de la Métropole, c'est-à-dire que l'on demande des dizaines de millions à l'État. Depuis que l'on a organisé les choses en pôle où il y a cinq ou six communes, il n'y a pas eu de volonté de notre part pour chaque pôle d'avoir quelqu'un chargé de demander des subventions. Je suis persuadé que si nous faisons le compte des subventions obtenues par les communes individuellement et de celles qui ont été obtenues par les pôles voirie, nous serons loin du compte dans la nouvelle formule. Je pense que l'on a oublié une façon de financer partiellement les choses. Il faudrait peut-être regarder ce point-là.

Je crois qu'il est essentiel que nous arrivions à trouver une solution sur ce point, parce que c'est impossible de financer les choses. Je résume : à mon sens, il faut que la Métropole abonde un peu, et avec le fonds de concours, cela permettra aux communes d'avoir plus de possibilités selon leur bon vouloir. C'était le second point.

Le troisième est lié à la politique fiscale. Max, vous avez dit tout à l'heure – Monsieur le Président aussi – : « *les taux d'impôt et d'abattement n'ont pas changé* ». Je reprendrai le discours de Monsieur le Président en disant que nous sommes à la télévision et qu'il faut regarder les augmentations dans les colonnes communales aussi. Pour certaines communes, en particulier la mienne, c'est la base qui change. Cela a ses limites parce que j'ai des opposants qui prennent le film des débats, qui le saucissonnent pour pouvoir me faire dire l'inverse de ce que j'ai dit.

Je voulais en venir aux taux qui n'ont pas changé, mais vous savez l'injustice que je dénonce dans le calcul de la taxe d'habitation. Dans la colonne Métropole, au niveau de l'abattement général, à la base, il y a 7 %. Cela n'a pas changé. Mais avec 7 % d'une valeur locative qui vaut quelques milliers d'euros, nous arrivons à zéro. Quelques-uns de mes amis distraits me demandent s'il n'y a pas une erreur de calcul. Je connais l'explication, tout le monde la connaît. Qu'en est-il, Monsieur Lévit ? Vous m'avez dit en aparté que le dossier avait un peu avancé, je me permets de vous questionner. Et je continue à penser qu'il y a une injustice. Un territoire, un taux d'impôts, une politique d'abattement, la justice fiscale me paraît être là. Je sais que ce n'est pas simple de revenir en arrière. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Monsieur Lévit.

Max LÉVITA

Vous avez posé deux questions. Sur l'investissement voirie, nous avons pris la décision de prendre 70 % de ce qui était fait par les communes dans les années antérieures. D'après la loi on aurait pu prendre 100 %, les Maires vous avez décidé 70, 30, de manière à avoir une marge de manœuvre.

Le problème que nous avons eu au moment du calcul des attributions de compensation est que nous sommes 31 communes et il y a 31 histoires, 31 façons de faire. Certains étaient de nouveaux Maires, ils ont hérité de ce qui avait été fait avant. Je trouve que nous avons fait un exploit : nous étions arrivés à obtenir une interdiction de chacun aller discuter de la politique fiscale de l'autre commune. Nous avons tenu grâce à cela, nous y sommes arrivés.

Il est vrai que l'on arrête le balancier à un moment donné, on dit : « *c'est comme cela, à partir de là* », et vous avez été et nous sommes tous victimes de ce qui a été fait dans les années précédentes. Comment sortir de là ? Nous allons essayer de voir comment on peut trouver une solution pour les investissements, dans une commune, supérieur à ces 70 + 30. C'est à l'étude, je ne peux pas vous le dire.

Sur l'autre problème, le million d'euros, effectivement il y avait pour certaines communes des fonctionnements très attentifs à la voirie, d'autres peu attentifs. Ce n'est pas un jugement de valeur, elles étaient moins attentives, donc elles ont moins mis d'argent. À partir de là, vous avez décidé une organisation – je n'y suis strictement pour rien – idéale de chacun des pôles. Cette organisation idéale pour rendre un meilleur service à un coût. Ce coût au sens strict du terme – Monsieur Fina, vous surveillez ce que je raconte, si je dis une sottise –, le coût historique, vous avez raison, nous n'allons pas y toucher, nous n'allons pas revenir en arrière. Si nous faisons sur un fonctionnement meilleur au niveau de la Métropole, plus égalitaire, plus per-

formant, etc., il y a un coût d'1 million. Comment nous le partageons ? C'est un problème simple. C'est vu de mon côté en tant que financier de l'État.

Le dernier point, Monsieur le Maire, je suis d'accord : cette politique d'abattement, suite à la politique de transfert du Département vers les communes, a avantagé certaines communes et en a désavantagé certaines. Vous êtes dans les désavantagés, le Maire de Clapiers est dans la même situation, ainsi que d'autres Maires. Nous pouvons revenir en arrière. À quel prix ? L'étude est presque terminée, je la présenterai au Président, je la présenterai aux 31 Maires, après vous déciderez. Si vous voulez, la correction de votre injustice – que je reconnais, il n'y a pas à discuter – va estimer que c'est à la Ville de Montpellier d'accepter d'augmenter ses impôts. Je suis sceptique. Je suis réservé. Je suis adjoint aux finances de la Ville de Montpellier. Mais nous en discuterons quand l'étude sera terminée. C'est très prochainement que nous pourrons faire cela et vous la transmettre, au Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Monsieur Petit, dernier intervenant.

Eric PETIT

Monsieur le Président, chers collègues, je vais essayer d'être court, je n'ai pas de questions, j'ai surtout des petites interrogations.

D'abord, je voudrais excuser Madame Brissaud. Vous l'avez dit tout à l'heure, elle a accouché jeudi dernier d'un petit Pierre, elle se porte très bien mais elle peut difficilement se déplacer, elle est encore un peu fatiguée. Elle m'a donné sa procuration. Et conformément à ses explications lors du débat d'orientations budgétaires, Madame Brissaud s'abstiendra sur le vote du budget primitif.

En ce qui me concerne, je voterai pour ce budget qui me paraît équilibré et qui ne me pose pas de problème. Les Maires se sont exprimés et ont, de fait, toute légitimité à le faire. En revanche, j'exprimerai deux regrets sur deux secteurs un peu différents, malheureusement qui ont déjà été pris par certains de mes collègues.

Un, sur la ligne 5 du tramway. Je n'ai rien contre la ligne 5, l'idée n'est pas de refaire un débat, en revanche j'aurais aimé que dans les lignes budgétaires puisse se dégager un peu d'argent pour faire des études complémentaires sur d'autres systèmes que le tramway, vous voyez où je veux en venir, en ce qui concerne tout ce qui est transports autonomes. Mais je sais que nous allons bientôt travailler avec Toulouse : ils sont les rois, nous n'avons qu'à les faire venir demain matin et comme cela, nous avancerons très vite. Une petite ligne budgétaire aurait été très sympathique pour les budgets.

En ce qui concerne AMETYST, les déchets, AMETYST est là, comment faire avec AMETYST ? AMETYST peut fonctionner, nous avons les moyens à mon sens de le faire fonctionner. En revanche, j'aurais aimé dans le même esprit une ligne budgétaire supplémentaire sur tout ce qui est colonnes. On me dit que les colonnes de verre vont être vues, j'aimerais avoir beaucoup plus de colonnes en apport volontaire sur le biodéchets – nous en avons en test, mais pas suffisamment. J'aurais bien aimé que l'on puisse vraiment mettre – excusez-moi l'expression mais c'est ce qu'il faut – le « paquet », un beau paquet trié sur les méthodes utilisées pour faire du tri, tout ce qui va dans le sens du citoyen et d'essayer de sensibiliser le citoyen au tri, à ce qui peut en ressortir d'un point de vue économie à la fois financière, de temps, de développement durable, etc. Je pense qu'un petit budget supplémentaire aurait été le bienvenu. Voilà, en ce qui me concerne.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Petit. Monsieur Lévit.

Max LÉVITA

Chers collègues, il faut que je vous donne un complément. Nous avons eu de tous petits problèmes. L'attribution des subventions sport nécessite une instruction complémentaire et sera donc proposée au vote de l'Assemblée ultérieurement par une délibération spécifique. En conséquence, la délibération d'affectation des subventions est modifiée, ainsi que l'annexe du budget primitif relative à ces affectations qui vont de la page 264 du gros document, à la page 266.

Par ailleurs, des erreurs matérielles ont été commises, qui doivent être rectifiées sur le document budgétaire, concernant les autorisations de programme et les subventions. En ce qui concerne les autorisations de programme, le document budgétaire, la délibération, le montant des crédits de paiement 2017 qui est inscrit à la

page 15 sur les deux lignes suivantes, nous avons inscrit 2 199 000 pour l'autorisation de programme CPER enseignement supérieur recherche, c'est une erreur. Il faut inscrire 9 637 000.

La deuxième erreur concerne l'autorisation de programme logement étudiant. Nous avons inscrit 700 000, il faut inscrire 2 554 043. Le montant total des autorisations de programme proposées au vote s'élève donc à 144 861 574, et non pas 135 569 531. Les pages sur lesquelles ce montant des AP figure devront être rectifiées.

Dernière erreur concernant les subventions : le projet de délibération d'affectation des subventions et l'annexe budgétaire, c'est la page 261, doivent être modifiés. Nous avons inscrit, au titre du contrat de plan, 250 000 euros pour SupAgro techniques alimentaires, il fallait lire 250 000 euros pour enseignement supérieur, recherche et innovation.

Mes chers collègues, je vous demande vraiment de féliciter les services des finances et de l'administration : tous ces transferts de compétences, en particulier aux finances, sans augmentation de personnel, mettent le service dans un état de tension assez difficile, d'où des erreurs. Permettez-moi en votre nom de les remercier du travail qui a été fait. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévi.

Monsieur le Président

Je mets aux voix le budget primitif 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui ne souhaite pas prendre part au vote ? Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Trois abstentions. Vous votez pour Madame Brissaud ? Deux abstentions : Monsieur Martin, Madame Brissaud. Le budget est très largement adopté et je vous en remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

Se sont abstenus : Mme A. BRISSAUD, M. H. MARTIN.

A voté contre : Mme F. JAMET.

Mme V. DEMON sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme V. PEREZ.

M. E. PENSO sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. G. PASTOR.

AFFAIRE N° 8 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire numéro 8 : il s'agit des affectations de subventions. J'ai demandé à ce que soit modifié le rapport des subventions concernant le sport, dont le vote sera reporté à une séance ultérieure. Ce budget demande un certain nombre de petits réglages. Je vous propose...

France JAMET

Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Oui, Madame Jamet ?

France JAMET

Pourquoi, et cela concerne quoi ?

Monsieur le Président

Cela concerne l'enveloppe du sport et nous avons un certain nombre de précisions à apporter pour pouvoir délibérer.

France JAMET

Mais sur quelle ligne, sur quel sujet ? Je n'ai pas le dossier sous la main.

Monsieur le Président

Sur des sujets qui concernent le rapport des sports.

Max LÉVITA

C'est le rapport numéro 8 à la page 4.

France JAMET

Je n'ai pas la bible, je ne l'ai pas amenée avec moi

Max LÉVITA

A la page 4, vous avez Montpellier ASPTT tennis...

Monsieur le Président

Je reporte le vote des subventions liées au sport à la séance prochaine parce que j'ai encore besoin de précisions sur un certain nombre de sujets. Je mets aux voix l'affaire 8. Madame Dray-Fitoussi ne participe pas au vote.

Intervention inaudible

Je n'ai pas compris. Vous souhaitez prendre la parole ? Monsieur Petit et Madame Hart ? Madame Hart ne prend pas part au vote et Monsieur Petit veut s'exprimer.

Eric PETIT

Désolé, très rapidement, j'avoue que j'ai beaucoup de mal avec les subventions. Elles sont toutes affectées avec le même numéro et elles vont vers des sociétés qui ont des statuts différents. Cela me pose quelques petits problèmes j'allais dire « métaphysiques », ce n'est peut-être pas le bon mot. J'aurais aimé avoir deux confirmations, si on peut me le dire ce soir. Il y a une subvention de 175 000 euros à 7L TV, j'aimerais savoir d'où cela vient, où cela va.

Monsieur le Président

C'est un contrat pluriannuel avec Télé Sud sur un certain nombre de reportages qui concernent la Métropole.

Eric PETIT

D'accord. Par ailleurs, il y a 80 000 euros donnés à la société KiOmed.

Monsieur le Président

KiOmed, Chantal ?

Chantal MARION

KiOmed est une entreprise avec laquelle nous travaillons depuis longtemps, qui fait partie du projet capital santé, et que nous subventionnons régulièrement chaque année, sans problème. D'ailleurs vous le savez, Monsieur Petit !

Eric PETIT

Juste pour ces deux choses, a priori 7L TV c'est une prestation à ma connaissance, cela veut dire qu'il y a une facturation quelque part qui peut se passer. J'ai beaucoup de mal à comprendre pourquoi – s'il y a une prestation, il y a un équilibre avec une facturation de l'autre côté – cela passe dans la case subventions. C'était pour 7L TV éventuellement.

KiOmed, je n'ai rien contre l'innovation. Il est bon de faire de l'innovation. Cela dit, en l'espèce, KiOmed est une société de droit privé, entièrement privé. Je veux bien qu'on lui donne 80 000 euros, mais à quel titre ? Nous avons déjà évoqué l'idée que la Métropole se dote d'un fonds d'investissement particulier qui peut abonder à des sociétés sous couvert d'échange, éventuellement de prise de participation, 0,5 % ou 1 %. Il serait plus judicieux et plus transparent pour le citoyen que ce soit fait comme cela. J'avoue que cela me pose énormément de problèmes.

Troisième point, mais c'est anecdotique : une subvention de 10 000 euros est faite à l'Ecole nationale des arts et métiers. Je suis ICAM, je suis de l'Institut catholique des arts et métiers, mais je suppose que cela doit être une coquille, ce doit être l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier ?

Monsieur le Président

C'est quelle page ? Nous allons vous répondre.

Eric PETIT

Les pages ne sont pas numérotées, c'est problématique. C'est entre la commune de Vendargues et le Conservatoire d'espaces naturels Languedoc-Roussillon. Le numéro est le 481, si cela peut renseigner quelqu'un.

Un intervenant

C'est la ligne d'après.

Eric PETIT

Alors ?

Monsieur le Président

Nous interrompons la séance deux minutes, nous allons regarder. Ou je vous propose de suspendre cette délibération et nous la voterons en même temps que les subventions sport. OK ? Nous suspendons la délibération sur les associations et nous la voterons en même temps que les associations sport à la séance prochaine.

Attendez. Il y a des engagements de la Métropole. Je vous propose de retirer la subvention 204 181 pour les arts et métiers, UNSAM, 10 000 euros, et de la reporter à la séance prochaine quand nous aurons vérifié les tenants et les aboutissants. Nous votons tout le reste.

Je mets aux voix l'affaire 8. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

Se sont abstenus(e)s : Mme A. BRISSAUD, M. E. PETIT.

A voté contre : Mme F. JAMET.

M. G. LANNELONGUE et M. J. DOMERGUE sortent définitivement de séance.

AFFAIRE N° 9 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT – CREATIONS – REVISIONS – CLOTURES – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 9, vote en autorisations de programme et crédits de paiement, créations, révisions, clôtures, adoption. Qui demande des explications à Max Lévi ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N° 10 : FINANCES – CONSTITUTION DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES – AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 10, constitution de provisions pour risques et charges, 200 000 euros. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N° 11 : FINANCES – ORGANISMES EXTERIEURS – ASSOCIATION FINANCES GESTION EVALUATION (AFIGESE), ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES DE FRANCE (ADCF), ASSOCIATION FRANCE URBAINE – COTISATIONS 2017 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 11, organismes extérieurs, Association finances gestion évaluation (AFIGESE), Assemblée des communautés de France (AdCF), il s'agit là d'une subvention de 68 359 euros.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme S. JANNIN, M. M. LEVITA, Mme C. MARION, M. P. SAUREL, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N° 12 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – GOUVERNANCE – CREATION DE L'OBSERVATOIRE MONTPELLIER METROPOLE DE L'EAU (OMME) – APPROBATION

Mme I. GUIRAUD, M. B. TRAVIER, M. R. CAIZERGUES, M. E. PETIT, M. J. MALEK sortent de séance. M. G. PASTOR et M. R. YOUSSEUS sortent définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 12, service public de l'eau et de l'assainissement, gouvernance, création de l'Observatoire Montpellier Méditerranée Métropole de l'eau, René Revol.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues, je ne vais pas abuser de votre patience vu que nous entrons dans la cinquième heure de cette soirée, mais cette délibération est importante et je vous demande de me consacrer quelques minutes.

La feuille de route que vous nous avez tracée par votre vote unanime le 7 mai 2014 comprenait un certain nombre d'éléments, et nous avons pris l'engagement avec le Président de les réaliser avant la moitié du mandat, qui arrive le mois prochain ou le mois d'après. La première étape était de dénoncer la délégation de service public aux entreprises privées. Ce fut fait fin 2014, aux meilleures conditions pour la collectivité.

La deuxième étape consistait à créer la Régie publique des eaux de Montpellier. Elle a été créée en 2015 et est entrée en exercice le 1^{er} janvier 2016. Sa première année d'existence a montré sa pertinence et son efficacité.

La troisième chose était de pacifier nos relations avec l'ensemble des collectivités sœurs qui sont aux côtés de notre Métropole. Cela a été fait notamment cette année par l'adoption du prix de l'eau avec le Pic Saint-Loup, qui est un tournant historique dans les relations historiques concernant l'eau.

Un autre objectif était qu'à partir du moment où le service public était géré par la Régie, celui-ci revienne beaucoup moins cher qu'un délégataire privé, comme la démonstration de l'année passée l'a montré. Il fallait répercuter en partie ce gain aux usagers, ce qui fut fait avec la baisse de 10 % du prix de l'eau. Par ailleurs, nous nous étions engagés à ce que les investissements de tous les secteurs de l'eau puissent se développer et nous aboutissons cette année, comme je l'ai précisé tout à l'heure, à 13 millions d'euros d'investissement.

Mais il y avait dans tout cela un engagement très clairement inscrit : il fallait modifier la gouvernance citoyenne de la politique de l'eau et nous en faisons un point d'appui pour essayer de modifier les gouvernances de nos collectivités. Cela a été fait d'abord en mettant en place le Comité citoyen de suivi de mise en place de la Régie, qui a très bien fonctionné pendant cette année-là et qui nous a suivis dans la mise en place de la Régie, qui a été un des éléments du succès de cette transition rapide faite en 18 mois.

Cela a été le cas avec la mise en place, puisque nous avons choisi de faire une Régie à personnalité morale, d'un Conseil d'administration dans lequel la société civile, le personnel, les chercheurs étaient représentés, en plus des élus que vous avez désignés à la majorité ici.

Naturellement, la dernière étape était notre engagement de faire suivre notre activité par un Observatoire de l'eau. Nous nous inspirions notamment de ce qui était fait dans d'autres collectivités qui avaient pris cette initiative de manière fort heureuse et notamment à Paris. Il est temps maintenant de le mettre en place et c'est ce que nous allons faire. À la suite de cette délibération, il se réunira pour la première fois le 22 mars prochain si vous votez cette délibération, pour la Journée mondiale de l'eau, marquant ainsi une chose importante.

Cet Observatoire va rassembler des élus, mais pas que des élus du Conseil métropolitain. Je pense notamment à tous les élus de vos Conseils municipaux, ceux qui viennent aux Commissions de l'eau et de l'assainissement, ceux qui viennent à toutes les initiatives que nous prenons et qui sont un peu les fantassins municipaux de la politique de l'eau, que j'admire par leur dévouement et leur présence. Ils seront présents dans cet Observatoire.

Il y aura également une représentation des institutions publiques, elles sont citées dans la délibération. Il y aura une représentation de la société civile, que ce soient les associations environnementales, associations de quartiers, les bailleurs aussi qui jouent un rôle important dans la gestion de l'eau, et un certain nombre d'acteurs, y compris les entreprises concernées par le secteur de l'eau, les syndicats, etc.

Et il y aura bien sûr les représentants de la recherche et de l'Université qui à Montpellier sont en pointe et doivent être associés à cet Observatoire.

Nous avons demandé à Monsieur Michel Deblaize, qui est l'ancien Directeur de la Direction régionale de l'Agence de l'eau, parti à la retraite l'année dernière, de prendre la direction de cet Observatoire pour qu'une personnalité extérieure aux élus puisse nous éclairer et piloter cet Observatoire. Il a accepté cette proposition, et tous ceux qui ont pu travailler dans le secteur de l'eau savent à quel point il est compétent et capable de mettre en place ces choses-là.

Cet Observatoire va émettre des avis, des recommandations, faire des études. Il se réunira deux fois par an et nous fournira ses différentes remarques qui pourront porter sur notre activité. Je pense qu'il est important, quand on est amené à avoir une responsabilité en tant qu' élu, qu'une institution puisse jouer un rôle de contre-pouvoir, de proposition, qui ainsi nous dynamise et nous évite de nous endormir sur nos habitudes.

Cet objectif est important puisque la gouvernance de l'eau est une chose tout à fait essentielle. D'ailleurs aujourd'hui, au Parlement il y a un débat pour enfin introduire dans le Code de la santé le droit à l'eau potable et le droit à l'assainissement pour tous. J'espère qu'il y aura suffisamment de députés à l'Assemblée pour le voter. Un certain nombre d'événements se passent ainsi, qui montrent l'importance que revêt le contrôle de l'eau par le public, par les citoyens.

Il y a quelques semaines par exemple, un Etat de l'Union européenne membre de la zone euro, la Slovénie, a pris la disposition d'intégrer à sa Constitution non seulement le droit à l'eau potable et le droit à l'assainissement, mais de faire que ce soit déclaré bien public national non privatisable, et par là même d'en assurer le contrôle. Ils ont lancé un appel à tous les pays de l'Union européenne pour aborder cette question avec la même logique. Je pense que nous sommes dans le sens de l'histoire en construisant une telle gouvernance de l'eau. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire présentée par René Revol sur la création de l'Observatoire de l'eau. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je refais voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenue : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N° 13 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION MAERA – CONVENTION RELATIVE A LA REALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 13 : extension de la station d'épuration MAERA.

René REVOL

C'est une étude préventive archéologique, c'est le diagnostic pour le moment, dans l'attente de ce que nous allons préciser sur les travaux d'extension de MAERA. C'est pour ne pas être coincé dans le temps, lorsque nous pourrons faire cette extension.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 13. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenue : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – REVISION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Mme I. GUIRAUD, M. B. TRAVIER, M. R. CAIZERGUES, M. E. PETIT, M. J. MALEK entrent en séance.

Mmes F. JAMET, B. MICHEL, J. FRECHE, C. HART, M. G. BALAZUN et M. A. MOYNIER sortent définitivement de séance.

Mme C. DONADA sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. C. MEUNIER.

M. E. PASTOR sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 14, révision du Schéma de Cohérence Territoriale, débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable, Stéphanie Jannin.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, nous sommes dans une démarche de révision du Schéma de Cohérence Territoriale, du SCoT. Le point de départ de la révision du SCoT est l'évaluation du SCoT 2006 que nous avons présentée en Conseil de Métropole le 12 novembre 2015 et qui a conduit à différents constats.

Il a mis en exergue notamment deux enjeux majeurs : la carence constatée en foncier économique pour les activités productives et extensives, et la prise en compte de l'adaptation au changement climatique et des sensibilités environnementales, pour lesquelles nous devons aller beaucoup plus loin. Vous avez souhaité, Monsieur le Président, que ce travail sur l'aménagement du territoire, hier Montpellier Métropole territoire, aujourd'hui le Schéma de Cohérence Territoriale et demain le Plan Local de l'Urbanisme intercommunal, soit travaillé de manière très étroite avec les Maires et les élus, et que la méthode de travail soit basée sur la coconstruction.

Pour cela, au cours des derniers mois, les élus ont participé à différents ateliers. Quatre séries d'ateliers dans chaque secteur du SCoT. Je rappelle les grands secteurs du SCoT qui avaient été identifiés en 2006 :

- le secteur Littoral,
- le secteur de la Plaine Ouest,
- le secteur Piémont et Garrigue,
- Cadoule et Bérange,
- Vallée du Lez,
- et Cœur de Métropole.

Il est bon de rappeler la diversité de ces secteurs.

Nous avons également fait deux entretiens individuels avec chacun des 31 Maires, la première série au deuxième semestre 2015 et la deuxième série au deuxième semestre 2016, soit plus de 80 réunions sur l'année écoulée, en ce qui concerne ces projets d'aménagement du territoire. Enfin, un Comité de pilotage assure tout au long de l'année le suivi du travail et est composé de Chantal Marion, Vice-Présidente au développement économique, Isabelle Touzard, en charge de l'agroécologie et de l'alimentation, Jackie Galabrun-Boulbes, en charge de la prévention des risques majeurs, Noël Ségura, en charge du logement, et Éliane Lloret, en charge des énergies. J'en profite pour leur renouveler mes remerciements pour leur implication dans la réalisation de ce document stratégique de planification et pour tout le temps qu'ils acceptent de donner à ce travail.

L'étape d'aujourd'hui est la présentation et le débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Schéma de Cohérence Territoriale, soit en langage plus rapide le PADD du SCoT mais je conviens que cela ne veut pas dire grand-chose.

Il s'agit d'un débat sans vote et qui s'inscrit dans la procédure d'élaboration du SCoT révisé. Je vais donc vous proposer de balayer ce document de Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui est un document écrit, un texte que vous avez sur vos tables, qui a été corédigé par les différentes délégations, chaque Vice-Président ayant apporté au travers de la rédaction proposée par ses services son regard sur ces documents, global et transversal, selon la feuille de route que vous nous avez proposée, Monsieur le Président.

Je ne développerai pas tous les points de manière exhaustive pour ne pas abuser de votre patience ; nous pourrons y revenir pendant le débat. Si je prends ce document synthétique qui vous a été distribué sur la table, nous y rappelons le contexte stratégique qui est d'affirmer l'attractivité de la Métropole. Nous souhaitons confirmer pour les années à venir une Métropole dynamique et attractive, une Métropole européenne et régionale ouverte sur la Méditerranée. Ce petit schéma résume cette position stratégique dans la Grande région. La Métropole est le cœur de la façade méditerranéenne de cette Grande région. Nous avons appelé cela une Métropole à 360°, qui s'ouvre à la fois sur son arrière-pays, sur son amphithéâtre vert, mais aussi sur la Méditerranée.

Les dynamiques métropolitaines, dans le cadre de coopérations développées à toutes les échelles, sont importantes, ainsi qu'un développement de la Métropole sur l'arc languedocien, car ce travail d'aménagement du territoire ne se fait pas seul mais en partenariat avec les collectivités voisines, avec les intercommunalités voisines, avec les communes voisines car les questions essentielles d'aménagement du territoire ne se limitent pas aux frontières administratives des villes.

Ces questions essentielles, contemporaines, comme les défis climatiques, les transports, la préservation de la biodiversité ou encore les politiques énergétiques, nécessitent des approches territoriales non dogmatiques et non partisans. Car vous le rappelez souvent, Monsieur le Président, l'intérêt général, et particulièrement l'intérêt général lié à l'aménagement du territoire, n'a pas de couleur politique. Une gare qui irrigue l'ensemble d'une région n'est ni de droite ni de gauche.

Les fondements du projet : c'est un projet bâti sur une vision partagée avec les Maires. J'ai rappelé les différentes instances que nous avons créées pour animer ce débat : c'est un projet de Métropole qui veut économiser son espace qui est très fragile et très précieux, avec cette feuille de route que vous aviez donnée : préserver deux tiers des espaces naturels et agricoles et concentrer sur seulement un tiers du territoire tous nos besoins ; protéger cette biodiversité exceptionnelle ; anticiper les risques climatiques ; prendre en compte le dynamisme démographique qui ne se dément pas aujourd'hui sur notre Métropole et qui reste une croissance démographique en France très importante. Et bien sûr, affirmer l'activité économique dont nous avons vu qu'il y avait ces dernières années un certain affaiblissement au niveau du foncier à donner.

Un projet qui intègre bien sûr les sept piliers stratégiques du développement de la Métropole et des axes partagés avec les territoires voisins. Nous avons d'ailleurs pu tenir une réunion interSCoT au mois de décembre avec les Communautés voisines qui ont elles aussi un SCoT : la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, la Communauté d'Agglomération Pays de l'Or Agglomération, la Communauté d'Agglomération Thau Agglo, la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault et enfin la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Transport, gestion de l'eau, politiques agricoles, etc., ont été l'objet de débats et d'intérêts communs pour avancer ensemble. Nous avons même posé l'objectif de rédaction commune de certaines parties de nos SCoT, ce qui est le témoin visible d'un territoire large qui avance en coopération et qui relève les grands défis qui sont les siens.

Monsieur le Président

Sur ce sujet, il est important de préciser que les interSCoT se font de façon consensuelle, parce qu'il n'y a pas d'outil de coercition, il n'y a pas d'outil qui oblige. Ce qui veut dire qu'avec la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup, avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, avec Thau Agglo, Sète, nous devons arriver à des consensus acceptés des deux côtés. Ce n'est que de la discussion. Il n'y a pas d'institution au milieu qui soit capable de gérer cela.

C'est d'ailleurs une grande faille de la loi sur l'aménagement du territoire. Il y aurait une collectivité responsable de ces liaisons entre schémas de cohérence territoriaux, nous serions aidés dans la cohérence de l'aménagement. Si nous voulions pousser les choses plus loin, nous pourrions considérer que la région est l'échelle pertinente pour assurer les interfaces entre les schémas de cohérence territoriaux des Agglomérations.

La loi ne le prévoit pas aujourd'hui. Il convient pour nous d'établir une série de *gentlemen agreements* avec des agglomérations voisines. C'est la raison pour laquelle, avec les six Communautés d'Agglomération voisines de la Métropole, nous avons des relations constructives. Cela veut dire beaucoup de temps passé, beaucoup de discussions, et cela veut dire être capables de moduler, d'amender.

René Revol en a parlé tout à l'heure pour l'eau : nous avons réglé une affaire de trente ans avec le Pic Saint-Loup sur le prix de l'eau de la source du Lez et sur la dette que la Communauté de Communes du Grand pic Saint-Loup avait envers la Métropole. Nous l'avons fait avec le dialogue, nous ne l'avons pas fait tambour battant. Aujourd'hui, les outils ne sont pas à notre disposition, ni à la disposition des autres Présidents d'Agglomérations, pour impacter les Agglomérations voisines.

Tout doit se faire dans le dialogue et la concertation, c'est ce que, avec Max Lévia et Stéphanie Jannin, nous avons porté pendant les élections devant les électeurs en parlant de Métropole négociée, consensuelle. A la constitution de ce groupe G6 – qui était G7 avant mais lorsque Thau Agglo et Nord Bassin de Thau ont fusionné, il n'y en a eu qu'une seule agglo, nous sommes revenus à un G6 s'est ajouté le Parlement des Territoires qui nous donne une vision du grand territoire.

Ce qui est important dans cette affaire, c'est qu'il a été demandé à la Métropole par le ministère des Collectivités territoriales, lorsqu'elle a conclu son contrat avec l'État sur capital santé, de prouver qu'elle avait une action féconde envers le territoire, au-delà de ses limites. C'était une condition sine qua non pour obtenir les fonds et les crédits de l'État. Quelque part, nous avons été validés et la loi NOTRe confine à ce comportement.

Stéphanie JANNIN

Je dirais que dans nos discussions avec l'État sur les questions d'aménagement du territoire dans le SCoT, il est aussi particulièrement positif de pouvoir montrer que nous travaillons collégialement à une échelle plus large.

Dans cette révision du SCoT, nous renforçons les objectifs du SCoT de 2006, nous nous inscrivons dans cette histoire. Il ne s'agit pas de mettre une croix et de passer à autre chose, de faire table rase. Bien au contraire et c'est ce qui est particulièrement intéressant pour notre territoire : cela nous permet d'aller encore plus loin.

Bien sûr, la maîtrise de l'étalement urbain en 2006 était sans doute le sujet numéro 1, à une époque où la majorité de l'urbanisation se faisait sous forme de lotissements qui consommaient beaucoup de territoire. Ce SCoT a été très important pour l'avenir de ce qui allait devenir la Métropole. J'en profite pour remercier particulièrement les Maires qui avaient participé à ce SCoT de 2006 et qui de par leur expérience particulière nous ont offert un éclairage vraiment très intéressant et très constructif.

Il s'agit aussi d'intégrer les évolutions postérieures au précédent SCoT avec un certain nombre de lois qui sont entrées en vigueur depuis, les lois NOTRe, MAPTAM, ALUR, Grenelle, etc. Ce nouveau SCoT doit intégrer toutes ces évolutions législatives et bien sûr corriger les carences de ce SCoT. Il a eu sa durée d'existence, nous avons pu l'évaluer et aujourd'hui un certain nombre de choses sont à corriger, notamment la carence en foncier économique que j'ai déjà abordée, et la question de l'adaptation au changement climatique.

Nous avons résumé ce travail en trois défis qui concentrent à peu près tous les enjeux importants pour les vingt ans à venir.

Le défi numéro 1, c'est une Métropole acclimatée, une Métropole équilibrée et efficace, et une Métropole dynamique et attractive. Nous allons balayer ces défis.

La Métropole acclimatée tout d'abord : le point numéro 1 est de protéger et reconquérir les composantes agronaturelles, les paysages et la biodiversité, pour mieux les valoriser. Je me permets de lire cet en-tête parce qu'il faut bien comprendre qu'à ce stade, dans un PADD, dans un projet d'aménagement durable, nous travaillons chaque mot, et tous ces mots-là ont fait l'objet de débats notamment en Comité de pilotage

pour les choisir le plus précisément. La question de la reconquête par exemple de certains espaces est importante, mais cela parle des deux tiers d'espaces naturels et agricoles que nous souhaitons préserver. Cela parle aussi de la reconnaissance de ce grand parc métropolitain, ces deux tiers d'espaces naturels et agricoles. C'est un grand parc, un bien commun que nous partageons et qui fait que chaque habitant est à moins d'un quart d'heure à pied d'un espace naturel exceptionnel.

Monsieur le Président

C'est très important. Le parti pris est de dire qu'entre les Cévennes et la mer, il s'agit là d'un amphithéâtre de verdure : un grand parc naturel, *Vert paradis* de Max Rouquette. C'est cela que nous protégeons. Cela va de l'agriculture jusqu'à la culture même des lieux et des hommes. Je vous demande de conserver en mémoire cet amphithéâtre vert. C'est la trame même du raisonnement.

Stéphanie JANNIN

La diapo suivante parle des espaces littoraux particuliers, mais je crois qu'il faut rappeler que notre Métropole a une richesse de paysages vraiment immense. Si vous réfléchissez aux différentes grandes Métropoles françaises, grandes villes françaises, nous avons vraiment là une spécificité remarquable.

Nous sommes très différents d'autres Métropoles qui auront eu plutôt des développements concentriques autour de la ville centre, avec une forme d'étalement de l'urbanisation. Nous, c'est exactement l'inverse. Nous avons un équilibre très subtil entre cette ville centre, les villes, les villages, imbriqués dans les espaces naturels, et cet équilibre-là nous souhaitons le préserver avec ce grand parc où il y a quelques zones d'urbanisation que sont les villes, les villages, et pas une grande mégapole dans laquelle on essaie de préserver quelques parcs et quelques espaces verts. C'est vraiment une vision inversée qui avait déjà été amorcée dans le SCoT de 2006, et nous nous inscrivons dans ce travail-là.

En 2006, il y avait deux tiers d'espaces naturels et agricoles préservés. Aujourd'hui, nous disons que ces deux tiers, nous les préservons encore pour les vingt ans à venir, et ils vont devenir des territoires de projet.

Monsieur le Président

Jusqu'aux étangs littoraux et jusqu'à la mer. Max Rouquette, Maurice Chauvet, Gaston Baissette.

Stéphanie JANNIN

Je rappelle que nous faisons toujours partie des 35 hot spots mondiaux de la biodiversité. Il y a une responsabilité énorme par rapport à cela.

D'ailleurs nous avons gardé « territoires » (avec un S) dans Montpellier Métropole Territoires, et nous avons eu ce débat hier en assemblée plénière du CoDe, je me plais à le réexpliquer ici. Le CoDe s'est demandé pourquoi nous mettions un S à « territoires » et pourquoi il n'y avait pas « territoire », marquant ainsi un peu l'unité. Il est vrai que le débat existe et je pense que les deux positions peuvent tout à fait être justifiées.

Nous avons retenu « territoires », vous l'aviez retenu Monsieur le Président car vous étiez particulièrement attaché à la reconnaissance de ces territoires qui composent la Métropole. Si j'ai récité l'ensemble des six secteurs du SCoT, c'est parce que ces six secteurs du SCoT ont tous une identité différente, ils ont tous des enjeux différents, des contraintes, des facilités et des difficultés, et ce « territoires », c'est cela qu'il veut dire, c'est la reconnaissance de cette diversité.

Sur cette diapositive, au sein de ces espaces naturels, il y a les espaces naturels du littoral qui bien sûr sont particuliers, avec des enjeux importants, nous allons y revenir par la suite.

Ce SCoT doit mettre en place une trame verte et une trame bleue composées d'éléments différenciés qui sont les réservoirs de biodiversité des zones dans lesquelles il y a une biodiversité remarquable, des corridors écologiques, c'est-à-dire des couloirs qui vont d'une zone à l'autre et qui permettent aux espèces d'aller d'une zone à l'autre dans la matrice des espaces naturels et agricoles.

Je rappelle l'épisode du SRCE dont vous vous souvenez peut-être, le Schéma de Cohérence Ecologique, qui nous avait été fourni par la Région il y a à peu près un an, et qui était complètement à côté de la plaque par rapport à la réalité de notre territoire. Des réservoirs de biodiversité se situaient dans les quartiers de certaines villes, des corridors écologiques traversaient des zones urbanisées. Vous aviez souhaité ne pas le voter. Nous avons redonné la copie à la Région et à l'État qui travaillent sur ce dossier. Nous avons pu retravailler conjointement, je peux vous rassurer sur le fait que nous intégrons ces données qui ont fait l'objet d'un travail cohérent, de bon sens et en phase avec le territoire.

Je vais préciser aussi le point suivant qui est la conservation et la croissance du réseau végétal des villes. Cela va être très important dans les années à venir. Nous avons un enjeu multiple. Évidemment, quand on plante des arbres, on améliore le cadre de vie direct des habitants, on favorise aussi bien entendu la diversité et on travaille à la protection hydraulique. Chaque arbre planté présente des racines tout aussi larges que la partie visible de l'arbre, et ces racines servent de véritables éponges dans le sol qui permettent d'absorber l'eau lors des épisodes cévenols. Ces questions-là vont être de plus en plus importantes et peut-être faudra-t-il développer des plans de plantation d'arbres de manière beaucoup plus offensive, en quelque sorte.

La page suivante nous montre la préservation et la réactivation des espaces agronaturels. Je vais lire les points qui sont là et je suppose qu'Isabelle Touzard nous donnera dans le débat un certain nombre de détails : « *préserver durablement deux tiers d'espaces naturels et agricoles* », je l'ai déjà dit, « *valoriser les ressources du territoire par le déploiement de fermes nourricières, soutenir les filières vertes et mobiliser les milieux agricoles pour la protection de l'environnement, la gestion des risques et l'acclimatation du territoire* ».

Évidemment, les zones urbanisées ont un rôle très important dans les phénomènes hydrauliques et d'inondation, mais sur les milieux agricoles, nous avons beaucoup d'améliorations à faire aussi. Selon les agricultures choisies, nous avons des terres beaucoup plus compactes ou beaucoup moins, et quand elles le sont moins, la perméabilité du sol est plus importante et l'eau entre dans le sol. Toute l'eau qui entre dans le sol des terres agricoles avant la ville est une eau qui ne ruisselle pas sur la ville.

La gestion des risques et des nuisances, et l'anticipation finalement au changement climatique, nous pourrions en parler pendant des heures tellement le sujet est crucial. Je vais juste résumer la vision que nous apportons dans ce nouveau schéma, qui est une vision du territoire en trois arcs autour de la Méditerranée.

Le premier est l'arc littoral, il nécessite bien sûr un projet d'anticipation des risques importants.

L'arc suivant, médian, est l'arc de la ville intense, le long des axes d'infrastructure. Il concentre bien sûr la ville de Montpellier et les villes de la première couronne où nous allons devoir travailler sur les îlots de chaleur, c'est-à-dire les phénomènes de chaleur dans la ville urbanisée, sur des plans de plantation et sur des plans de désimperméabilisation, toujours par cet objectif de faire rentrer l'eau dans le sol et de redonner plus de perméabilité à notre territoire.

Pour l'arc de l'amphithéâtre vert, il y a tout ce travail d'activation des garrigues sur lequel travaille Madame Touzard.

La loi Littoral, je reprends le point sur l'optimisation des ressources du territoire : bien sûr il va falloir gérer et ménager les ressources en eau parce que j'en suis persuadée, je ne suis pas la seule, les territoires riches dans vingt ans, dans trente ans, seront les territoires qui auront su ménager leurs ressources en eau. J'avais parlé, lors du dernier Conseil métropolitain, sur l'étude Montpellier Métropole Territoires, du phénomène de salinisation des nappes phréatiques. Lorsque les nappes sont trop vides, il y a une possibilité d'entrée de l'eau de mer dans les nappes phréatiques, et c'est un phénomène très grave et irréversible, qui attaque notre ressource en eau, primordiale pour notre subsistance en tant qu'animal que nous sommes, qui a besoin de boire.

Donc nous proposons de considérer la Métropole comme un écosystème global capable de résoudre ses propres difficultés. Nous travaillons avec Jackie Galabrun-Boulbes sur la question du grand cycle de l'eau et comment on peut considérer à la fois ces tombées très fortes et ce besoin que nous avons sur la Métropole comme un écosystème qui va pouvoir résoudre ses propres difficultés en matière énergétique par exemple. On peut tout à fait imaginer ce principe d'écosystème, avec un territoire qui résout ses propres problèmes.

Le paragraphe 4 parle un peu de la loi littoral parce que cette loi littoral est nouvelle, elle ne va pas être sans poser de difficultés, je vous le dis tout de suite, et elle a identifié un certain nombre d'espaces décrits là et que je ne vais pas réciter précisément. Cette loi littoral est interprétée par la Métropole, et ce travail d'interprétation est en cours, en partenariat avec les services de l'État. L'objectif est bien de maintenir l'attractivité des territoires littoraux qui sont particulièrement vulnérables mais aussi particulièrement riches, et là il y a un enjeu colossal.

A la page suivante, on passe aux défis sur la Métropole équilibrée et efficace. Il s'agit d'organiser les espaces urbains efficacement et surtout équitablement. Nous avons par exemple choisi d'affirmer la vitrine

métropolitaine le long des axes d'infrastructure, qui est une vitrine économique, sportive, et culturelle. Et puis aussi de reprendre ce travail qui avait été évalué dans le cadre de Montpellier Métropole Territoires sur les portes d'entrée de la Métropole, travail que nous menons aussi étroitement avec les autres communautés de communes voisines, particulièrement intéressées par cette réflexion que nous avons. Ces portes doivent améliorer les rabattements et les mobilités à l'échelle de la Métropole, mais bien sûr au-delà.

Nous avons aussi beaucoup parlé d'aménager la Métropole, au pôle des villes et des villages. Nous avons appelé cela la Métropole des villages, en pérennisant l'identité de ces villages et, je n'y reviens pas, cette identité au sein des espaces naturels avec parfois des identités très diversifiées au sein de la Métropole.

Enfin, la question du numérique : la généralisation du débit, c'est aussi aménager le territoire. C'est aussi cela, aménager un territoire. Pour faire le développement économique de la Métropole des villages, cette question de l'aménagement du haut débit va être fondamentale.

Il faut également inscrire le projet de transport dans le territoire bien entendu, en poursuivant une politique de déplacement ambitieuse. Nous devons urbaniser en tenant compte du niveau de desserte par les transports collectifs. C'est assez simple : plus on est desservi, plus on peut densifier ; moins on est desservi, moins on a capacité à densifier et plus ce sera problématique.

Certains m'expliquent qu'il faut commencer à urbaniser dans les années à venir beaucoup plus les villages de la seconde couronne. C'est une vision strictement économique. Il y a sans doute un intérêt économique à faire cela, mais ce n'est pas une vision politique et équitable des territoires. Nous ne pouvons pas avoir une approche strictement économique de l'aménagement du territoire et nous sommes bien là collectivement pour une approche politique de cet aménagement du territoire. Nous allons bien sûr structurer le réseau pour favoriser les échanges sur le territoire et organiser ces rabattements avec ces portes métropolitaines et travailler sur l'intermodalité avec les transports en commun qui se rassemblent à un même endroit pour arriver en voiture, prolonger en tramway, etc.

Monsieur le Président

En parlant de transports en commun, samedi je suis allé à la bibliothèque Émile-Zola pour faire quelques recherches. J'ai fait des recherches sur les statistiques présentes dans les documents officiels, notamment sur l'INSEE, sur l'embolisation du bas Languedoc, documents qui datent des années 1996 pour certains et 2009 pour d'autres. Mais j'aurai l'occasion de m'exprimer lors d'une séance particulière.

Je ne vais pas continuer à me laisser abuser sur l'aspect ferroviaire. Si un certain nombre de décisions ont été prises, c'est parce qu'elles correspondaient à un encombrement, une embolisation et des prévisions catastrophiques pour notre secteur. Ces études ont été faites par les services de l'État. Les collectivités ont participé, mais ce sont les services de l'État qui ont décidé, à l'échelon national et à l'échelon de l'Europe. Je suis en train de rassembler un certain nombre de documents.

Le hub qu'avait souhaité Georges Frêche en son temps, l'aéroport, le TGV, le doublement de l'autoroute A9 qui sont là, avait l'ambition et Jean-Pierre Moure a défendu cette idée l'autre fois au Conseil Municipal – de faire de Montpellier une plate-forme économique de niveau national et européen.

Je veux bien maintenant que l'on me ramène au temps des hommes préhistoriques, mais je vais tirer la sonnette d'alarme bientôt. J'ai rassemblé un certain nombre de documents, j'en rassemblerai d'autres et je ferai une conférence de presse sur la réalité des dossiers. C'est simple. Chacun se déterminera. Je poserai les vraies questions aux candidats à la présidence de la République. Il y a beaucoup de candidats. Je leur demanderai : « *Que comptez-vous faire pour régler cela ?* » Et j'attendrai les réponses. Je vous soumettrai publiquement, à vous qui êtes élus par le peuple, les réponses des candidats, ou les non-réponses. Vous ferez le tri. Évidemment, j'utiliserai les réseaux sociaux pour communiquer les réponses. Il faut qu'il y ait une certaine transparence démocratique. Voilà à quoi m'a fait penser ce petit schéma.

Stéphanie JANNIN

Diapo suivante. La logistique urbaine est une fonctionnalité qui va être fondamentale dans la ville du XXI^e siècle, quand on pense que le dernier kilomètre de livraison est le plus polluant. Nous avons un travail sur la politique logistique urbaine à faire et nous avons la chance d'avoir un Marché d'Intérêt National qui nous est très envié. D'autres ont un marché d'intérêt national mais le nôtre est situé en cœur de ville et potentiellement connectable au réseau de voies ferrées assez facilement. C'est une place très stratégique et il a

été décidé de la conforter. Cela va nous permettre de travailler un plan de logistique urbaine qui pourra être très avant-gardiste.

Il faut affirmer aussi un territoire qui favorise les modes actifs. La marche, le vélo, le vélo à assistance électrique, la trottinette ; à chacun son style ; le Segway ; le roller, tout est possible. C'est une réalité aujourd'hui. Beaucoup plus de gens se déplacent ou souhaitent se déplacer de plus en plus ainsi.

Monsieur le Président

Je reviens au vélo. Tout le temps je le dis pour rigoler, mais en fait je ne ris pas du tout. Faire du vélo, c'est voir le déplacement doux avec une pensée unique. On peut se déplacer sans créer d'énergie grise avec d'autres moyens de transport que le vélo. Aujourd'hui, techniquement, c'est possible. Et dans les villes, un vélo, il faudra pouvoir le mettre dans la bagnole, dans l'ascenseur, dans le tramway, etc.

Le Maire de Baillargues l'a compris depuis longtemps. Quand il a offert une trottinette à ses élus et aux enfants pour aller à l'école, sur des voies qui sont prioritaires pour les piétons, il n'a pas parlé de vélo, il n'a pas fait une fixette sur le vélo.

Je dis aux Verts : « *Les gars, il faut se moderniser.* » Il n'y a pas que le vélo. Avec ma trottinette, celle que l'on m'a prêtée, avec 20 kilomètres d'autonomie électrique je vais plus vite que le vélo, je la mets dans le tramway, je la mets dans l'ascenseur, je la mets partout et cela ne me gêne pas. Je suis beaucoup plus autonome qu'avec le vélo.

Ceux qui ne peuvent pas plier la jambe ou le genou comme moi sont nombreux, il n'y a pas que des valides. Qu'est-ce que c'est, cette vision éthérée du monde ? Il n'y a pas que des Rambo. Il y en a plein d'autres, des millions. Ils ne peuvent peut-être pas faire du vélo. Ils peuvent faire peut-être de la trottinette ou d'autres moyens de transport doux. L'obsession sur le vélo, terminée, elle n'a plus sa place dans les discours ici. Les transports doux, sur tous les moyens qui sont permis et qui roulent, tout ce qui roule c'est bon.

Stéphanie JANNIN

A chacun son style.

Bien entendu, pour parler de Métropole équilibrée, efficace, on ne peut pas ne pas parler des grandes infrastructures qui ont déjà fait l'objet de nombreux débats ici et qui continueront à faire l'objet de nombreux débats. Alors oui, ces grandes infrastructures sans doute auraient dû être faites il y a vingt ans mais c'est bien avec cet héritage que nous devons composer aujourd'hui, et peut-être que cela nous permettra de ne pas faire les erreurs qui ont été faites sur d'autres Métropoles qui ont eu la chance d'avoir ces infrastructures avant nous.

Bien sûr, le Contournement Ouest de Montpellier est une priorité que vous avez, Monsieur le Président mis en point numéro 1 du Contrat de Plan État Région avec un certain nombre de projets de voirie : le raccordement du LIEN, la déviation de Castries, vous en avez parlé Monsieur Pastor, la déviation de la RN 113 nous en parlerons encore et l'ensemble LICOM, gare de Villeneuve, contournement Nord de Lattes.

Monsieur le Président

J'aurai bientôt la possibilité de rencontrer le Préfet de Région, le Préfet Pascal Mailhos, à Toulouse dans dix jours, pour discuter de la liaison ferroviaire entre Bordeaux et Nice. Cet axe européen du Sud est très important pour nous. Il passe par Montpellier. Nous nous sommes accordés avec Christian Fina pour lui faire quelques propositions pour accélérer le Contournement Ouest. Je rappelle : 250 millions d'euros. Je vous ferai état des discussions que j'ai eues avec Pascal Mailhos.

Stéphanie JANNIN

Je passe au dernier défi : une Métropole dynamique et attractive, avec la question du logement bien entendu. On évalue le besoin en logements entre 4 250 et 4 500 logements par an. Nous sommes à 5 000 logements par an. Cela montre ce petit tassement, mais qui reste une croissance démographique très importante – c'est le phénomène qui est à retenir. Et puis la volonté très forte de conserver une Métropole accessible parce que quand on a un foncier rare, quand on n'a qu'une vision économique et pas une vision politique des choses, nous avons le phénomène des capitales qui se créent. Moins on a de revenus, plus on habite loin du centre-ville. Nous souhaitons conserver une Métropole accessible et il faut être volontaires sur toute la gamme des logements, du plus social jusqu'au logement libre, en passant par ce logement abordable, cette frange intermédiaire très large qui touche une grande majorité de nos concitoyens.

Ce logement abordable s'adresse notamment aux jeunes ménages actifs dont nous voyons aujourd'hui qu'ils sont amenés lors de leur première acquisition immobilière à aller loin de la ville centre. C'est quelque chose que nous sommes déjà en train de rectifier et qui est une orientation majeure. Aller loin de la ville centre et des zones de travail, de la Métropole, si on le souhaite c'est très bien mais si on le fait par obligation, c'est beaucoup moins bien. Il y a évidemment un problème en termes de développement durable et d'émissions de gaz à effet de serre quand des familles entières font 60, 70 kilomètres par jour. Une question de précarité financière arrive très rapidement généralement, parce que l'on évalue mal l'impact financier de ces déplacements longue distance, du besoin d'avoir deux voire trois véhicules. Nous souhaitons pouvoir conserver une Métropole accessible avec une offre de logements équilibrée.

L'activité économique est une ressource créatrice de richesses et d'emplois durables pour tous, je pense que Chantal Marion y reviendra dans le débat. Je vais rappeler la stratégie FAIR : F pour Fédérer en mettant les écosystèmes en mouvement, Accélérer en levant les freins et en boostant la croissance des entreprises, Implanter en développant une offre foncière immobilière diversifiée et adaptée aux besoins, et Responsabiliser.

Nous avons identifié le développement du tourisme métropolitain d'affaires et de loisirs comme étant un facteur de croissance économique très important. Nous avons là un vrai potentiel qui est sans doute peu développé aujourd'hui et qui peut être vraiment un espace de croissance très important, pour affirmer la Métropole autour de l'innovation, de la recherche et des filières d'excellence.

Pour que l'activité économique soit renforcée, il faut créer du foncier économique et une offre foncière immobilière complète : les incubateurs, les hôtels d'entreprises, les parcs d'activités, les polarités urbaines. Les parcs d'activité, nous ne sommes pas dans le même contexte que la Russie. Nous aurons du mal à débloquer 1 600 hectares d'un seul tenant, mais nous avons à être parfaitement en phase avec nos entreprises, savoir où elles veulent s'implanter, comment elles veulent s'implanter. Nous avons identifié cette carence en foncier économique. Nous allons rééquilibrer dans ce SCoT : plus de foncier économique, moins de foncier logement, ou plutôt du foncier qui était prévu pour le logement, qui va basculer en économique.

Nous sommes en train de faire un travail avec l'ensemble des Maires, qui ont répondu présents quasiment à l'unanimité, pour voir sur leur commune comment ils pouvaient participer à ce développement économique. Un travail de synthèse est en cours et portera ses fruits. Je peux citer bien sûr le Schéma d'Accueil des Entreprises porté par Chantal Marion, également l'axe du savoir au Nord de Montpellier, la vitrine métropolitaine le long de l'autoroute A9 et son dédoublement, et la valorisation d'écosystèmes spatiaux qui existent déjà. Nous avons des secteurs que vous voyez sur ce schéma : santé agro green, industrie et logistique plutôt à l'Est, négoce et logistique urbaine plutôt au Sud, artisanat productif à l'Ouest. Des spécificités sont dessinées sur le territoire, elles seront valorisées.

Nous allons parler aussi de l'investissement et de la valorisation des parcs d'activité existants, à l'image de ce qui a été fait au parc du Salaison à Vendargues, qui nous a valu la première certification Certivéa HQE en termes de réhabilitation de parcs d'activité, ce qui est je crois une grande fierté autant pour la Métropole que pour la commune de Vendargues.

Et bien sûr, promouvoir l'économie de proximité dans les villes et les villages. C'est important, c'est partagé, cela va nécessiter un certain nombre de décisions et d'axes.

La diapo suivante : nous parlons de l'équipement commercial. C'est une nouveauté du SCoT nouvelle version. Dans le premier SCoT, nous n'avions pas parlé de la question commerciale. Aujourd'hui, nous devons avoir des intentions quant à l'implantation des commerces ou quant aux grandes destinations commerciales, ce qui semble assez logique dans les questions d'aménagement du territoire.

Bien sûr, nous allons devoir adapter l'évolution des modes de vie et des modes de consommation, avec l'e-commerce. Est évalué un ralentissement de 7 000 à 9 000 mètres carrés par an en termes de besoins en foncier lié au commerce. Nous avons souhaité aussi privilégier le commerce de proximité, facteur d'animation urbaine et même de cohésion sociale dans les villes et dans les villages.

Nous avons identifié trois niveaux de polarités complémentaires, qui ne répondent pas aux mêmes besoins, qui ne traitent pas les mêmes enjeux. D'abord le cœur de rayonnement supramétropolitain. Cette Métropole a un cœur marchand identifié bien au-delà, et l'on peut venir d'autres régions pour avoir une consommation particulière sur Montpellier. Nous pensons que ce cœur, sans doute à échéance vingt ans, ce n'est pas seulement l'Ecusson, pas seulement Grand Cœur, c'est cet ensemble Grand Cœur, axe Raymond-Dugrand-

Georges-Frêche et Odysseum. Nous pouvons saluer cette vision portée par Georges Frêche et Raymond Dugrand, qui anticipaient cette évolution et ce cœur commercial : dans vingt ans, il sera identifié comme étant celui-là.

Le commerce de proximité est prioritaire et nous souhaitons créer des pôles de niveau métropolitain, dans lesquels chaque habitant de la Métropole aura vocation à se déplacer à un moment ou un autre dans la semaine, dans le mois ou dans l'année, pour une consommation particulière.

Monsieur le Président

J'ai vu que Madame Delga voulait installer dans la Région Occitanie un parc d'attractions. Il faudra qu'elle en parle aux Métropoles ! Ce n'est pas que je suis particulièrement intéressé, mais quand on fait de l'aménagement du territoire, on ne peut pas poser comme cela par hasard un parc d'attractions. Il faut envisager les usages, les connexions. Nous, le foncier nous n'en avons pas beaucoup. Il nous en faut pour l'agriculture. La Métropole n'est pas extensible à souhait.

Je pense que ce qui nous arrangerait en premier lieu, je le dis gentiment, serait d'abord de faire un lycée à l'Ouest pour les communes de Fabrègues, Cournonterral, Pignan, Lavérune, Saussan, Cournonsec, et au-delà : Gigean, Montbazin, Villeveyrac, Mireval, Montagnac, Poussan. C'est là qu'il faut faire un lycée. Nous avons besoin de cela parce que cela réduira les transports pendulaires avec la ville. Nous avons besoin d'un lycée à l'Ouest, et du Contournement Ouest, avant le parc d'attractions. Nous ne sommes pas contre le parc d'attractions, mais il nous semble qu'il y a des priorités. Un lycée à l'Ouest et le Contournement Ouest, 250 millions d'euros, nous avons besoin de la Région pour les financer. Voilà ce que je voulais vous dire, et je pense que les Maires sont d'accord.

Stéphanie JANNIN

Je voudrais citer aussi, pour être tout à fait complète, le confortement de l'épanouissement culturel, sportif et de loisirs. Nous ne pouvons pas ne pas les évoquer car cela nécessite des emprises foncières importantes pour certains projets, mais aussi une répartition stratégique sur le territoire. Je pense par exemple à la vitrine le long de l'autoroute, une vitrine pour le développement économique mais aussi pour les équipements culturels et sportifs.

Pour conclure, nous avons cette ligne directrice de modérer la consommation foncière, vous le rappeliez, parce que notre foncier, notre terrain est cher, rare. Quand on dit : « *préservé deux tiers des espaces naturels et agricoles* », cela veut dire que l'on concentre sur un tiers du territoire, et un tiers du territoire, c'est déjà beaucoup la ville existante.

Nous allons avoir une exigence particulière et nous allons être particulièrement volontaristes sur le fait de refaire la ville sur elle-même, de réparer la ville, appelons cela comme nous voulons. Nous allons donc satisfaire 60 % de nos besoins dans une urbanisation déjà existante ou qui a été engagée lors du précédent SCoT, et nous allons aussi faire ce travail pour le développement économique avec un objectif de 15 %. Évidemment, pour le développement économique, c'est beaucoup plus compliqué puisque nous sommes déjà en carence et nous avons besoin de faire plus. Nous ne pouvons pas baser tous nos objectifs sur la revitalisation des zones qui existent déjà.

Nous allons aussi maîtriser les extensions urbaines et adapter les niveaux d'intensité en fonction de la qualité des dessertes des transports collectifs, je le rappelle et j'insiste là-dessus, et limiter la consommation foncière dans l'armature des espaces naturels et agricoles.

En conclusion, je peux dire que nous allons également, dans cette maîtrise foncière, redonner aux espaces naturels un certain nombre d'hectares prévus à l'urbanisation. Je vous demande de bien l'intégrer, parce que c'est représentatif d'une époque. C'est représentatif d'une nouvelle page aussi pour notre territoire, celle où le défi majeur va consister à proposer un nouveau modèle qui fait à la fois cohabiter l'attractivité, le dynamisme, nous ne souhaitons pas rompre avec ce dynamisme qui est le nôtre, ce qui va permettre l'adaptation au changement climatique.

C'est un nouveau modèle, et notre rôle est sans doute d'accompagner les habitants dans ces changements, car cela va signifier des changements. Je pense que la Métropole plus encore qu'une autre, de par sa démographie particulière, sa biodiversité exceptionnelle et sa vulnérabilité, peut le faire plus qu'une autre encore et constituer un territoire de référence en aménagement durable au niveau national. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame la Vice-Présidente. Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? Tout à l'heure j'ai commencé par là, nous allons commencer par là. Monsieur Rouilleault, Madame et Monsieur Fourcade, Monsieur Meunier, Madame Guiraud, Monsieur Raymond, Monsieur Moure, Monsieur Meunier, Monsieur Lussert, Madame Lloret. Nous avons fait ce côté. Madame Marion, Madame Galabrun, Monsieur Revol, Madame Touzard, Madame Bouallaga. Je n'ai oublié personne ? La parole est à Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Rapidement parce qu'il est tard mais le sujet est très important, et c'est tout à fait logique que beaucoup d'entre nous aient souhaité s'exprimer sur un tel sujet. Je partage 99 % de ce qui est écrit. De ce point de vue, je me sens à l'aise, mais il y a des choses qui sont très importantes pour nous : le concept de porte métropolitaine par exemple à Sablassou, la gare TER, la ligne 6, mais aussi beaucoup plus simplement une intermodalité de transport. Ce sont des choses très importantes à travailler. Je remercie beaucoup Stéphanie Jannin, les services et les élus qui ont bossé sur tout cela.

Je me suis posé des problèmes de cohérence des objectifs. Il y a quelques chiffres, et cela pose un certain nombre de questions. Le premier chiffre est encore indiqué là devant nous, c'est maintenir un tiers d'espaces artificialisés en logements, en voiries, en équipements divers et variés, en décharges publiques, etc., maintenir un tiers d'espaces artificialisés et deux tiers en espaces agricoles et en espaces naturels. La question que je me suis posée : un tiers, c'est 33 %, d'où partons-nous ? J'ai regardé, sur le conseil des services à qui je posais la question, le document d'évaluation du SCoT. En 2012, nous étions à 30 % d'artificialisé. Nous étions sur un rythme d'accroissement de 90 hectares par an.

Nous devons être à peu près en 2017 à 31 %. Nous ne sommes pas très loin du 33 % pour lesquels il est dit « préserver durablement cet espace en n'allant pas plus loin en matière d'espaces artificialisés ». En tendance spontanée, nous sommes à 33 % en 2027 et à 36 % dans l'horizon qui a été retenu par le document, qui est 2040. Nous sommes à 36 % et spontanément, nous dépassons très nettement cet objectif de préserver durablement le tiers.

D'autres chiffres n'ont pas été dans les transparents de Stéphanie mais sont dans la conclusion du rapport et sont importants. En faisant le total de toute une série de besoins documentés de façon très précise et très intéressante, il s'avère que nous aurons besoin de 3 100 à 3 500 hectares de foncier supplémentaire. Je rappelle que nous sommes sur une base d'environ 450 000 hectares. Nous aurons besoin de 3 100 à 3 500 hectares supplémentaires à horizon 2040. Mais nous pouvons, et c'était dans un des transparents de Stéphanie Jannin, réinvestir une partie des espaces existants – ces 3 100 à 3 500 hectares ne seront pas que du nouveau.

Néanmoins, dans le document qui est proposé au débat, puisque c'est un débat sans vote à ce stade, il est dit que cela fera 1 700 à 1 950 hectares nouveaux à artificialiser. Quand on fait un calcul rapide, on voit que ce n'est pas 50 % auxquels nous arriverions spontanément, mais 35 %, à horizon 2040. J'ai l'impression qu'il y a un écart entre le souhait très légitime d'arriver à maîtriser cet accroissement des aspects artificialisés, et un certain nombre d'aspects du document. Notamment, j'ai été un peu surpris par le fait qu'entre le document que nous avons vu en Commission – un document provisoire – et le document qui est sorti de la réunion des 31 Maires, il y a eu accroissement de cette partie : 1 700 à 1 950 hectares, c'était 1 600 à 1 800. Nous étions déjà dans quelque chose de plus impliquant en termes de réinvestir les parcs, les espaces verts urbains existants, comme il a été dit sur Vendargues.

Je pense que l'objectif figurant dans le document initial est plus volontariste, correspond plus à nos objectifs en termes de préservation de l'environnement : une ville attractive, dynamique qui réponde à la croissance démographique et aux attentes de la population. Nous cherchons à concilier ces objectifs-là ; très franchement je reviendrais volontiers sur l'objectif du document provisoire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Rouilleault. Madame Fourcade.

Mylène FOURCADE

Bonsoir. Le SCoT est un magnifique document d'urbanisme pour bâtir un projet de territoire, c'est ce qui a été présenté ce soir avec brio, mais aussi pour protéger nos espaces naturels et agricoles. Forcément, c'est un sujet qui anime tant il est important.

À la lecture du document, c'est une grosse déception sur les transports à l'Ouest de Montpellier. Mis à part le LICOM et le Contournement Ouest qui sont affichés clairement, nous ne voyons que des bus renforcés sur une RD613 totalement saturée. Le SCoT de 2006 prévoyait l'utilisation de l'ancienne voie de chemin de fer Montpellier-Paulhan en extension de la ligne 2 de Jacou-Saint-Jean-de-Védas jusqu'à Cournonsec. Les secteurs d'urbanisation futurs sur Fabrègues ont été pensés avec l'extension de cette ligne 2, cela nous paraissait logique.

Monsieur le Président

Je vous arrête : nous sommes en négociation avec la SNCF pour l'acheter.

Mylène FOURCADE

Très bien.

Monsieur le Président

Je vous dis où nous en sommes sur la ligne qui va à Cournonsec.

Mylène FOURCADE

La non-arrivée du tramway nous a obligés à revoir un projet d'urbanisation de 30 hectares près de cette ancienne ligne, alors qu'elle avait fait l'objet d'une étude urbaine poussée. On parle à l'Ouest de Montpellier d'implanter un lycée, de développer la production agroalimentaire pour la Métropole, de faire un pôle d'artisanat productif, de construire de nouveaux logements. Toujours pas de transports en commun sur cette ancienne ligne de chemin de fer.

Nous savons que le tramway coûte cher, vous l'avez dit, et doit desservir des zones denses. Mais nous allons devenir denses, si nous ne le sommes déjà. On nous parle d'un TER, pourquoi pas un bus à haut niveau de service hybride, qui coûte moins cher et permettrait de désengorger sur 20 kilomètres plusieurs communes à l'Ouest de Montpellier, qui pourrait être couplé avec une piste cyclable mixte pour les vélos, les trottinettes, vous en avez parlé tout à l'heure, les randonneurs.

Cet aménagement permettrait une accessibilité des usagers sans limite d'âge ni capacité physique. Fabrègues, Cournonterral, Cournonsec, Montbazin, Gigean pourraient être desservis.

On parle dans ce PADD également du réaménagement de la RD185 en direction du futur pôle d'échange multimodal de Villeneuve-lès-Maguelone. C'est une bonne chose. Pouvons-nous enfin imaginer nous y rendre en vélo et notamment électrique, sur une piste cyclable aménagée, pour aller travailler à Montpellier en train et rejoindre la mer le week-end, toute proche ?

Nous ne pouvons pas continuer à construire sans transports à proximité, et ce PADD est organisé en tenant compte du niveau de desserte en transports collectifs. C'est également l'objectif principal de la loi Grenelle sur les futurs SCoT.

Sur un autre sujet, j'ai lu dans le document que les aires de grand passage pour les gens du voyage devront être installées aux entrées de villes. Nous ne pouvons que nous poser des questions sur l'aménagement, les entrées de ville étant la vitrine des communes, le premier visage que l'on a, souvent traitée avec qualité par chaque commune. Nous verrons comment sera traité le sujet.

Sur le développement économique, les entreprises sont créatrices d'emplois et de richesses. Elles doivent être aidées à leur installation par la Métropole, bien sûr qui doit pouvoir offrir des terrains proches d'infrastructures. Nous nous félicitons du travail et des idées présentées ce soir. Des sites ont été identifiés en fonction de l'activité : santé, agro au Nord, industrie et logistique à l'Est, négoce et logistique urbaine au Sud, artisanat productif à l'Ouest.

Pourquoi écarter le commerce ? À la lecture du document, c'est ce que j'ai cru comprendre. Nous pensons que le commerce doit être maîtrisé mais pas forcément totalement écarté, car c'est souvent le commerce dans les zones d'activité qui donne de la vie. La frontière est mince entre une activité quelquefois artisanale avec du commercial, et nous pensons aussi que c'est un moteur au démarrage de ces zones.

Pour terminer sur une note positive, nous sommes satisfaits de voir qu'est prévu à l'Ouest de Montpellier, notamment sur la plaine de Fabrègues, un site de production agroalimentaire de la Métropole. Les études que nous menons actuellement sur un domaine agricole que la commune a acquis, vont dans ce sens, avec en plus l'eau du Bas-Rhône qui passe sur le domaine.

Le développement d'une économie rurale en fruits et légumes sur d'anciens domaines aux portes de Montpellier est une excellente idée. Elle contribue, comme il est dit dans le document, à un vrai rapprochement entre les villes et campagnes. Nous adhérons totalement à ce projet. J'en profite aussi pour remercier, au nom de la commune, Madame Touzard pour le travail effectué dans le domaine de l'agroécologie, notamment sur ce sujet, avec nous. Juste une petite précision : sur la carte « *préserver et réactiver des espaces agronaturels* », il manque le S à Fabrègues et à Castries aussi. Merci pour votre écoute.

Monsieur le Président

Merci Madame Fourcade. Vous avez raison de corriger les fautes d'orthographe, surtout pour les noms de villages et de villes. C'est comme les noms propres, il faut essayer de ne pas les estropier. Il n'y a rien de pire que cela. C'est un facteur de non-intégration.

Simplement, pour ce qui est des transports en commun, nul ne force les Maires à délivrer des permis. Délivrer les permis quand il n'y a pas les transports en commun, quand il n'y a pas les services, c'est prendre un peu les citoyens en otage aussi. Il faut axer les choses, il faut les organiser dans le temps. Je vous ai dit où nous en étions en termes d'acquisition, nous négocions avec la SNCF en ce moment, nous avons l'intention d'acheter la voie. Après, ferons-nous un tramway, un transport en site propre ?

Il y a une deuxième chose : si les parents d'enfants de Fabrègues, Cournonterral, Cournonsec, Saussan, etc., ont un lycée à portée, ils n'auront pas besoin de tramway pour emmener les enfants. Vous savez que Georges Frêche avait prévu un lycée – cela ne vous a pas échappé – à l'Ouest. Jacques Blanc l'a mis où ? A Saint-Clément-de-Rivière. Vous vous en souvenez comme moi. Aujourd'hui, bien sûr qu'il faut un lycée à l'Ouest. Sinon, ce sont les lycées de Montpellier qui absorbent les enfants : toute la journée, les gens entrent et sortent. Cela dépasse la zone de la Métropole, comme vous l'avez dit. Cela vient porter sur toutes les communes alentour.

J'ai oublié Montbazin tout à l'heure. Cela a été mon premier poste de dentiste alors je m'en souviens. Je fermais le Cabinet pour cause de pétanque. C'était bien agréable pour la fête !
Monsieur Fourcade.

Jean-Noël FOURCADE

Merci Monsieur le Président. J'ai porté beaucoup d'intérêt au PADD soumis à notre lecture ce soir. C'est un document bien construit. Les différents volets qui le composent sont bien expliqués. C'est un exercice délicat : nous venons chacun pointer le petit truc qui nous embête, mais globalement c'est un très bon document.

J'ai souhaité vous faire part de mes remarques sur certains points, sur les trois défis développés dans le document. Le premier défi : une Métropole acclimatée. Dans le document, il est évoqué longuement les problématiques du secteur littoral, avec les problématiques, les risques d'inondation et de submersion marine qui pèsent sur les trois communes de Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone et Pérols. Est identifié comme enjeu prioritaire la construction d'un territoire résilient, c'est-à-dire un territoire qui s'adapte aux risques et qui surtout est capable de se reconstruire, de se relever rapidement après une crise, que ce soit une inondation ou une submersion marine.

La traduction de cet enjeu de territoire résilient se traduit par plusieurs orientations dans le document. Je vous en lis quelques-unes : « *repli stratégique de nouvelles installations humaines vers les terres, limitation de biens dans les secteurs de risques littoraux, transfert des activités des biens* », etc. Mon point de vue sur ces orientations est que nous n'allons pas déménager Lattes centre au pic Saint-Loup. Il faut faire attention à ne pas geler et figer l'avenir de Lattes.

De très gros travaux ont été réalisés pour protéger Lattes centre avec les digues du Lez et la Lironde. C'est l'Agglo qui les a portés. Nous avons sur la commune un zonage PPRI qui prend en compte ces protections avec un règlement spécifique. Il ne s'agit pas de remettre cela en cause, en tout cas j'espère que ce n'est pas la lecture qu'il faut en faire dans le document.

Il faut faire attention à ce que le SCoT n'empêche pas un projet, comme bâtir par exemple, à l'emplacement des services techniques de la commune, au cœur du village, un jour un projet. En matière d'amélioration de la résilience, nous pouvons travailler sur d'autres leviers comme améliorer le ressuyage des terres après les

inondations, pour retrouver au plus vite un fonctionnement du territoire optimum après la crise. Cela n'apparaît pas dans le document.

Aujourd'hui, Lattes centre est enserré entre les digues du Lez à l'Ouest, les digues de la Lironde à l'Ouest et les digues de l'étang au Sud. Quand ce casier sera plein d'eau, parce qu'un jour il le sera, on n'a pas fait de digues jusqu'au ciel, il n'y a quasiment rien pour le vider. Dans le cadre de ma vie professionnelle, j'ai eu l'honneur de mettre en œuvre le ressuyage des terres de la Camargue gardoise dans le cadre du plan Rhône, et c'est la même chose. La Camargue est inondable par le Rhône, le Vidourle, le Riste, et par la mer. Les Camarguais y vivent pourtant, sur le territoire, parce que cela fait des décennies qu'ils la mettent en application, cette résilience du territoire. L'eau passe mais ne reste pas. Je pense que ce volet de ressuyage des terres n'est pris en compte dans les plans de la Mosson par exemple, sur la plaine de Maurin ou les plans du Lez. C'est un des éléments qui pourraient s'insérer dans l'amélioration de la résilience du territoire face au risque.

Un second risque n'est pas identifié, pourtant vous en avez parlé tout à l'heure, c'est la salinisation non pas des nappes mais des sols. Pourquoi je vous parle de cela ? Nous avons, au Nord de l'étang du Méjean, une roselière magnifique. Cette roselière ne peut se développer que parce qu'il y a un équilibre fragile entre les eaux saumâtres de l'étang et les eaux douces apportées par les réseaux et les roubines. Cette eau autrefois était puisée dans le Lez. Aujourd'hui, avec le choix de rejeter les eaux de la station de MAERA en mer, c'est l'eau de BRL qui alimente ces réseaux, ces roubines et la roselière.

Tout cela pour dire que dans nos choix d'aménagement, dans nos stratégies d'équipement, on peut venir perturber ces équilibres-là également dans le marais.

Cet enjeu de préserver l'équilibre naturel de l'étang a pour moi toute sa place dans le défi numéro 1, à travers cette notion de risque de salinisation des sols justement, et mérite d'être plus présent dans le document.

Le second défi : une Métropole équilibrée et efficace. Il s'agit là d'organiser les espaces urbains, en deux mots les réseaux, les infrastructures de transport de notre territoire. En lisant le document, nous pouvons noter que beaucoup de choses viennent se concentrer au Sud de notre Métropole. Nous parlons d'une vitrine active autour de l'A9, de lieux privilégiés pour implanter un large panel d'activités économiques et d'équipements structurants bénéficiant d'une excellente accessibilité autour de l'aéroport et de la gare, de lieux d'action innovante et de reconquête commerciale comme sur Ode, de noyau urbain métropolitain qui vient s'étendre depuis Odysseum et tout le long de l'avenue de la Mer.

Cela fait beaucoup de choses génératrices de flux dans le Sud. Nous allons finir par étouffer. OK pour accueillir tout cela, mais il nous faut des routes. La solution, vous l'avez bien identifiée, c'est le projet de contournement Nord de Lattes et le pont sur le Lez. Bien sûr, la déviation Est de Montpellier, le Contournement Ouest de Montpellier sont la priorité, je ne remets pas cela en cause du tout, mais je regrette que dans le cadre des différentes ZAC qui vont se développer ou qui se développent déjà dans le Sud du territoire – ZAC Ode acte 1, ZAC Ode acte 2, ZAC de la Mogère, ZAC de Saporta, etc. – ne soit pas incluse pour chacune d'entre elles une part du financement nécessaire pour la création de cette voie de liaison interquartier Est-Ouest.

Je ne sais pas si le SCoT peut donner une orientation, développer une stratégie pour le financement de ces infrastructures dans le cadre de ce document-là. C'est une proposition, je ne sais pas si cela peut entrer là-dedans.

Le troisième défi, et je m'arrêterai là, c'est là où je suis le moins d'accord, c'est une Métropole dynamique et attractive. Je veux m'attarder sur un point particulier, c'est la modération de la consommation foncière. Dans la continuité du premier SCoT, l'objectif était et est toujours de maintenir un tiers d'espaces à vocation urbaine et deux tiers d'espaces à vocation agrobiologique. Il est expliqué que l'ensemble des besoins fonciers, routes, logements, etc. sont estimés à 3 500 hectares mais que seuls 1 700 à 1 950 hectares nouveaux seront nécessaires pour l'extension urbaine. Le reste trouvera sa place dans le tissu urbain existant, c'est très bien précisé. Mais ce n'est pas illustré.

Je trouve qu'il manque des schémas de répartition spatiale pour venir illustrer cela. Ces schémas existent pour les espaces agrobiologiques avec une répartition par secteurs. Nous avons le littoral avec les vignes, l'élevage, l'arc des garrigues avec les oliveraies, etc. Nous avons ces schémas également pour le secteur économique avec au Sud le négoce et la logistique urbaine, au Nord la santé, agro, green, etc., mais il me semble qu'également pour l'urbanisation il faut que nous fassions apparaître notre stratégie foncière. Comment se répartissent les 2 000 hectares d'extension urbaine à travers les différents secteurs de notre Métro-

pole ? Comment se répartissent les 1 600 hectares de reconquête urbaine ? L'équilibre d'un tiers urbain deux tiers vert est-il préservé à l'échelle des différents secteurs ou est-ce une moyenne générale à l'échelle de la Métropole ? Comment cette politique foncière se répartit-elle entre le secteur littoral, la plaine de Fabrègues, la plaine de la Méjanelle et de Castries et l'arc des garrigues ? Je trouve que dans le document ce n'est pas clair. Cela me semble incomplet, c'est presque opaque quand on le lit comme cela, en tout cas quand on n'a pas participé à la construction du dossier.

Enfin, sur les extensions urbaines, vous avez défini trois niveaux d'intensité mais la notion de densité chiffrée présente dans l'ancien SCoT disparaît au profit de la seule définition de la typologie d'habitat : petits habitats groupés, petits immeubles, etc. Disparaît aussi la notion de sites à haute valeur paysagère qui définissait des règles particulières sur certains secteurs. Pour un document-cadre que doit être le SCoT, j'ai l'impression que l'on ne cadre plus grand-chose en matière d'urbanisation sur ces points-là précis. Ce dernier volet mérite pour moi d'être un peu plus transparent. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Fourcade pour votre intervention. Beaucoup de ce que vous avez dit sera résolu lors du SCoT lui-même puisque là, nous ne sommes pas encore arrivés à l'étape du SCoT. En revanche, je retiens une proposition que vous avez faite et sur laquelle je vous rejoins, c'est l'importance des milieux lagunaires qu'il faut souligner un peu plus dans le document et dans l'étude du SCoT pour deux raisons essentielles.

Première raison : c'est le vase d'expansion naturelle des crues. Il y a trois raisons. Cela veut dire qu'il faut investir les martelières, les graus, et refaire vivre le cordon lagunaire.

Deuxièmement, c'est un havre de biodiversité.

Et troisièmement, lors de notre décret de création de Métropole en décembre 2014 par l'État, dans le texte lui-même, il est bien spécifié que la Métropole doit avoir un comportement vis-à-vis de l'Étang de l'Or puisqu'elle est limitrophe, par les cabanes de Pérols, de l'Étang de l'Or. A ce sujet-là, elle a été créée avec comme impératif majeur de participer à la conservation et à la vitalisation ou aux revitalisations de l'Étang de l'Or. Nous avons une responsabilité sur le cordon lagunaire. Il faut peut-être l'écrire autrement et de façon plus forte.

La loi Littoral : nous sommes en capacité de discuter avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or sur l'aménagement du littoral. Il n'y a pas de raison. Nous travaillons sur les transports, sur l'assainissement, il n'y a pas de raison que nous ne parlions pas des plages, parce qu'il y a beaucoup à dire sur les plages. Le réensablement des plages par exemple ne sert à rien, ou si peu ! À l'époque, j'avais soutenu le projet de l'association "Garder la page libre". Nous n'allons pas entrer dans ce débat aujourd'hui mais la Métropole a une plage et elle regarde la mer. Elle doit être impliquée dans ce raisonnement-là. C'est pour cela que je vous rejoins sur le cordon lagunaire. Nous allons l'intégrer dans le propos général.

Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, je ne vais pas répondre aux interrogations de mon collègue Monsieur Fourcade. Je partage une bonne partie de ses analyses. L'essuyage en matière d'inondation, que soit dans le PAPI 1 ou le PAPI 2 qui concernent le Lez ou la Mosson, je rassure tout le monde, a été prévu. Les capacités et les méthodes d'essuyage sont prévues à la hauteur des risques. La seule chose : il faut arrêter de dire qu'un jour nous prendrons l'eau à Lattes, parce que la protection est à à peu près 1 200 mètres cubes, et la crue centennale est à 750/900. Nous avons une marge de manœuvre, je pense qu'il faut arrêter de paniquer les gens. L'investissement de la Métropole a été assez important pour que nous puissions nous honorer de la qualité du travail et de la précaution qui a été la nôtre.

Sur le lagunage, il va falloir qu'à un moment donné nous demandions au Gouvernement de revoir sa loi sur l'eau. Aujourd'hui, par un système d'apport d'eau dans l'étang du Méjean qui est une réserve naturelle, nous arrivons à éviter ce qu'a dit Monsieur Fourcade tout à l'heure, la salinisation des sols et le maintien des biotopes. Dans la nouvelle loi sur l'eau, et c'est un combat qu'il faut que nous menions, l'Agence de l'eau est en droit de faire payer l'eau pour entretenir ces mêmes espaces. Je crois qu'il y a une incohérence totale. Je ne voulais pas prendre la parole là-dessus, je voulais juste vous dire une seule chose : bravo pour le travail, c'est très bien. Stéphanie, super, tu as fait un bon boulot avec l'ensemble des services. Je maintiens ma position très réservée sur le positionnement de la porte Ouest au droit de la rencontre des villes de Montpellier, Saint-Jean-de-Védas et Lattes, pour deux raisons. Je pense qu'elle est trop proche de notre urbanité, qui

à ce niveau-là est très importante. Deuxièmement, nous avons de gros problèmes de circulation dans l'Ouest de notre Métropole, nous le savons. Si nous devons amener la porte multimodale à cet endroit-là, je pense que nous allons compliquer les choses, y compris si d'ici-là nous avons le Contournement Ouest. Malheureusement je me fais peu d'illusions dans le temps imparti.

Deuxième chose, pour reprendre une problématique qu'a expliquée tout à l'heure Monsieur Fourcade et que nous avons tous prise en compte : aujourd'hui, la seule manière de passer de l'Ouest à l'Est ou de l'Est à l'Ouest par le Sud est de traverser la commune de Lattes. Tant que nous n'aurons pas fait le contournement Nord avec le pont Méjean et l'autoroute, nous sommes déjà saturés, nous rebloquerons. La problématique de l'Ouest est la première à régler. Encore une fois, je ne mets pas en priorité notre problématique sur Lattes et Pérols, je mets la priorité sur l'Ouest parce qu'il faut être solidaires dans une Métropole, il faut dire ce qui est urgent. L'urgence est l'Ouest, mais il ne faut pas oublier qu'après nous devons traiter le passage au Sud parce que celui-ci est bloqué et plus nous mettrons des équipements et des hébergements sur place, plus il faudra le régler.

Petit détail : dans toutes les programmations depuis le SCoT ancien et toutes les ZAC, que ce soit Ode 1, Ode 2, la ZAC d'activité que nous allons faire entre Marriott et Saporta, et également la ZAC du Sud de la Mogère, nous avons prévu de financer le contournement Nord et le pont grâce à ces opérations. Je pense que Jean-Noël Fourcade ne le savait pas : c'est prévu. Ce n'est pas un problème de paiement, c'est un problème de programmation. Il ne faut pas se tromper.

L'urgence est l'Ouest, j'ai oublié mes amis de l'Est, évidemment vous avez un problème de pollution aérienne, nous n'allons pas y revenir, mais le Sud il ne faut pas penser que tout se passe bien. Cela se passe mal.

Monsieur le Président

Je partage votre analyse, Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Ma proposition pour la porte Ouest est de la dégager de ce point central Montpellier Sud, Saint-Jean-de-Védas et Lattes. C'est de l'avancer plus vers l'Ouest et de la mettre en concomitance avec le pôle multimodal de Villeneuve-lès-Maguelone. Il faut que nous jouions sur le train. Si nous ne le faisons pas par le TER, comme vous avez eu la bonne idée de le faire à Baillargues. Je félicite ceux qui ont porté le projet, en particulier Jean-Luc, du côté Ouest, nous ferons une erreur catastrophique de programmation.

Monsieur le Président

J'ai entendu votre proposition. Madame Guiraud.

Isabelle GUIRAUD

Ce sera très rapide pour moi puisque Cyril Meunier m'a enlevé les mots de la bouche. Même constat pour la porte Ouest. Nous sommes à un point de convergence, et cela nous pose beaucoup de difficultés et comme Cyril l'a rappelé, nous sommes très inquiets quant au devenir du Contournement Ouest de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci Madame Guiraud. Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, plusieurs observations rapidement. La première est que lors de la présentation du document, tout comme dans le document écrit, est présentée l'insuffisance de prise en compte des contraintes environnementales. Je trouve que présenter comme cela est une erreur d'appréciation car l'environnement doit se concevoir comme un facteur de projet, et pas une contrainte analysée sous un angle strictement cartésien comme nous avons pu le faire trop longtemps par le passé.

C'est d'ailleurs dommage car des projets ont montré cet exemple. Je pense notamment à l'Ecocité ou aux réflexions préalables qui ont alimenté le SCoT en 2006, qui ont pu démontrer une certaine capacité à intégrer ces éléments.

Un point en remarque. La reprise des éléments du bilan du SCoT, notamment l'évolution de la tâche urbaine, indicateur précis de consommation d'espace, artificialisation, je trouve, permettrait de justifier le deux tiers / un tiers. Monsieur Rouilleault a fait toute une analyse précise des chiffres, je les ai entendus. C'est bien, il faut peut-être regarder ces éléments-là, mais en tout cas ils apporteraient à mon sens des choix en matière de développement et d'aménagement notamment pour nos communes. Je n'ai pas fait une ana-

lyse des chiffres, mais je vous invite tous à lire la plaquette de la DDTM 34 éditée en décembre 2016, qui pourra alimenter notre PADD du SCoT, sur l'évolution de la consommation de l'espace dans l'Hérault. On est bien là, aussi bien à l'échelle de la Métropole que des collectivités, des EPCI voisins. En clair, quelques chiffres : en trente ans, ce sont 376 000 habitants de plus, 30 000 hectares agricoles qui ont disparu, et en gros 32 000 mètres carrés de surface commerciale autorisée, avec un pic en 2015 de 91 000 mètres carrés. Il y a beaucoup de chiffres à l'intérieur très intéressants, qui nous permettraient peut-être d'alimenter cette réflexion.

En point numéro 2, le manque de lisibilité quant à des indicateurs économiques et sociaux du territoire, qu'ils soient restreints au sens métropolitain ou élargis au sens de la grande Métropole, au niveau de l'enveloppe métropolitaine qui va de Sète à Alès. En découle l'absence de proposition concrète permettant la mise en synergie des particularités de chaque grand territoire, notamment en matière de développement économique. Certes ce n'est qu'un PADD, mais je pense que nous pouvons déjà envisager certains éléments sur ce point-là.

Troisième point que je voulais vous apporter, ce sont les entités géographiques qui sont parfois données dans ce rapport. J'ai pu lire « *Précévennes* ». Je ne sais pas ce que cela signifie, les « Précévennes ». Notre territoire, physiquement et culturellement, est tourné vers l'arc méditerranéen, en référence à la phrase de Gaston Baissette qui disait que de Montaud il voyait l'Etang de l'Or. Je vous rappelle que l'Etang de l'Or est alimenté par trois cours d'eau qui démarrent de Montaud.

Monsieur le Président

On ne dit pas les « Précévennes », vous avez raison, on dit le « contrefort des Cévennes », dans le langage populaire d'ici : tous les villages qui sont entre les premiers replis et la garrigue.

Joël RAYMOND

Après, il y a des références culturelles, historiques, religieuses, nous n'allons pas nous attarder là-dessus.

Le dernier point, la petite critique que je vais formuler à Stéphanie, c'est peut-être le manque, à travers ce document, de capacité à innover, à aller face des grands problèmes. Nous en avons parlé, cela peut être l'eau potable notamment, et d'autres thèmes. Cela reste un schéma, j'y ai participé donc j'y souscris complètement. Pour autant, je pense que ce schéma mérite encore quelques retouches, à voir dans le SCoT, sur l'action publique et notre territoire de demain qui concentre des enjeux majeurs sur le plan social, économique et environnemental. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Raymond. Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Une intervention très rapide qui a pour but de remercier Madame Jannin. Pourquoi ? Parce que dans le SCoT précédent, en gros la commune de Prades était un poumon vert, soit verte et tais-toi !

Je me suis plaint de cet état de fait et Madame Jannin m'a écouté, a bien voulu entendre et revoir un peu la copie. Quand j'ai vu « *le contrefort des Cévennes* », « *l'amphithéâtre vert* », je me suis dit : « *Cela recommence, elle va nous remettre toujours dans la même catégorie.* » Finalement je me suis trompé, elle m'a entendu donc j'ai plaisir à lire : « *soutenir les filières vertes en confortant le développement de l'appareil de production de l'amont à l'aval de l'agriculture* », par exemple.

Quand je lis aussi « *la constellation* », pardon, « *l'archipel de fermes ressources* », j'espère bien qu'il y en aura une sur le territoire de Prades-le-Lez et j'ai une petite idée. Par exemple, il me semble que le domaine de Restinclières à Prades pourrait faire l'objet des discussions récurrentes avec le Département dont vous avez parlé, Monsieur le Président, au début de cette réunion, pour qu'il soit une ferme productive ou productrice.

Monsieur le Président

Productiviste !

Jean-Marc LUSSERT

Disons qu'il me semble que c'est une évolution possible. Madame Jannin, chère Stéphanie, grand merci, enfin quelqu'un qui a écouté les demandes de Prades !

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Je vous propose d'en parler au Président du Conseil Départemental, parce que des associations travaillent sur ce champ-là : les Écologistes de l'Euzière, si mes souvenirs sont bons, et il y en a d'autres.

Jean-Marc LUSSERT

Oui, il y a une ferme modèle, l'agroforesterie, les chercheurs, et il y a aussi la Maison départementale de l'environnement.

Monsieur le Président

Madame Galabrun, je n'oublie pas que notre ami commun Jean-Etienne de Cambacérès s'appelait « de Cambacérès de Restinclières ».

Jean-Marc LUSSERT

Oui, il habitait à Restinclières, pas qu'à Saint-Drézéry.

Monsieur le Président

Madame Lloret, Maire de Sussargues.

Éliane LLORET

Monsieur le Président, chers collègues, moi aussi je voulais saluer le travail de Stéphanie et de l'ensemble des services par rapport à ce PADD qui n'est finalement qu'un document de travail. Nous sommes là pour avancer, parler, évoquer la délégation dont j'ai la charge maintenant, l'énergie. La Métropole dispose de toutes les compétences en matière d'énergie, donc cela pourra faire du SCoT un véritable outil de planification énergétique, en tout cas je le souhaite.

L'énergie, nous la retrouvons dans l'aménagement urbain, dans l'habitat. A terme, au niveau des bâtiments intelligents par exemple, nous pouvons retrouver un certain nombre d'économies, de la rénovation énergétique aussi de l'habitat, dans le domaine des mobilités. C'est là aussi que nous pourrions travailler, je le souhaite – nous avons déjà commencé par l'acquisition de bus GNV –, ou continuer un peu dans ce domaine-là pour faire de la ville, en particulier de la ville centre, une ville exemple. Les mobilités, j'y ai pensé tout à l'heure quand nous avons évoqué le problème du Contournement Ouest. Pourquoi ne pas travailler avec les entreprises ? ce n'est peut-être pas le rôle de la Métropole, je ne sais pas, sur le télétravail ? C'est aussi une solution possible pour éviter les bouchons du matin, le télétravail. Ce n'est pas forcément dans nos compétences mais nous pourrions peut-être l'évoquer un jour avec les grosses entreprises du secteur. Je voulais simplement dire cela.

Je pense que ce PADD permet de bien appréhender l'ensemble des mutations sur lesquelles nous devons travailler pour préparer la Métropole de demain.

J'évoque aussi le problème des déchets : nous pouvons faire un certain nombre de travaux et je sais que Cyril y est très attaché. Aussi, le transport des déchets peut être effectué par des bennes écologiques, nous en reparlerons je pense dans le courant des mois à venir. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Lloret. Madame Marion.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, en tant que Vice-Présidente du développement économique, il était absolument important que j'intervienne pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, Stéphanie, merci à tous les Maires qui ont contribué à ce document. Stéphanie, je te rassure, il n'est pas opaque, en tout cas pas pour moi, parce que j'ai participé à pas mal de réunions et je crois qu'il n'est pas opaque pour beaucoup de personnes, surtout quand nous avons vu l'évolution depuis le début des premières réunions jusqu'au document que tu nous présentes, qui comme l'ont dit certaines personnes – c'est normal – n'est pas complètement abouti, et c'est important.

Pour répondre à quelques questions qui ont été soulevées, juste deux points. Au niveau de la mixité il faut que vous sachiez que le plus important pour la Vice-Présidente que je suis de l'économie, c'est d'être à l'écoute des entreprises, et il y a des exemples. Dernièrement, à Lavérune nous avons fait un VEAS, si j'ai

le temps je présenterai tout à l'heure Cannabé à Cournonterral, c'est important. Cela rentre complètement dans ce dont nous parlons depuis un bon moment.

Mais en tant que Vice-Présidente de l'économie chargée du développement économique, je me suis un peu renseignée grâce à Monsieur Nurit d'ailleurs, et toute l'équipe que je remercie : le Code de l'urbanisme, vous le constatez, ne place plus du tout l'économie au cœur du PADD. Mais je voulais remercier le travail qui a été fait, parce que Montpellier Méditerranée Métropole, dans son PADD, a fait un choix, conformément au travail effectué par le Schéma d'Accueil des Entreprises que nous avons présenté, sur lequel nous avons voté tous ici au Conseil métropolitain : replacer l'économie à sa juste place, à savoir au cœur d'un développement harmonieux où chacun peut trouver son emploi quelle que soit sa qualification. Nous avons fait cela en discutant, en réunissant tout l'écosystème, en écoutant les Maires et les entreprises.

En tant que Vice-Présidente chargée du développement économique, je veux vous rassurer : je serai vigilante et solliciterai le plus souvent le soutien de chacun des deux Maires pour que ce plan d'aménagement, soutenable écologiquement mais aussi économiquement, se décline jusqu'à la création effective d'unités économiques pourvoyeuses d'emploi pour tous. Voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Merci Chantal, merci beaucoup. Jean-Pierre Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, je ferai en sorte d'être relativement bref parce qu'il y a beaucoup d'interventions et il commence à se faire un peu tard. Le document qui donne lieu à débat – il n'y aura pas un vote mais c'est un acte – est déterminant pour le territoire qui est le nôtre, pour les hommes et les femmes qui ont contribué à le façonner tel qu'il est aujourd'hui mais qui descendent d'une histoire riche en paysages, en économie, en aménagements plus ou moins réussis sur le plan spatial mais avec de gros enjeux.

Un travail important semble avoir été fait et j'en félicite tout le monde ici. Il est dans le prolongement de ce qui avait été fait au niveau du schéma de cohérence territoriale en 2006. Je précise que dans la Région et son nœud central qui était Montpellier – quand je dis Montpellier c'est la Métropole, c'est un peu l'intervention que j'ai faite l'autre jour à la Ville de Montpellier, en Conseil Municipal, pour montrer la place, le poids et l'effet de levier incommensurable que représente Montpellier pour l'économie de cette région –, il n'y avait rien. Il n'y avait pas de schéma directeur, il n'y avait pas de SDAU. Un effort important avait été réalisé avec le District en termes de regroupement des communes sur le noyau central autour de Montpellier, mais il fallait avoir un projet, un dessin d'aménagement de territoire, et le SCoT nous a permis de créer les conditions.

Quand on voit à travers cette révision du SCoT tous les sujets, toutes les thématiques abordées, on se dit que l'on est dans un beau pays ici, le Grand Montpellier. Il y a tout : la mer, l'amphithéâtre tel que vous l'avez défini, les plaines agricoles. Mais ce n'est pas seulement un tableau que je dépeins, c'est, derrière, l'économie et les hommes et les femmes qui y vivent. Nous avons parlé de l'agroalimentaire, j'y reviendrai tout à l'heure.

Tout cela, pour le faire évoluer, cela représente sur les documents que nous débattons aujourd'hui une décennie, une dizaine d'années. Le SCoT, c'était 2006 ; nous sommes en 2017. Ce que nous abordons là va nous amener à peu près au même niveau de temps. Ce n'est pas l'idée que quand nous serons arrivés à ce temps-là ce sera fini, nous passerons à autre chose, mais un lien se fait dans ce temps de l'histoire. Ce qui explique aussi qu'il y a eu beaucoup, vous l'avez évoqué Monsieur le Président, d'oublis de la part de certains responsables. En matière de ferroviaire, il y a eu des manques que nous nous devons faire en sorte de rattraper.

Je l'avais déjà évoqué je crois lors d'un précédent Conseil de Métropole ou lors d'un Conseil Municipal : cela peut être également l'occasion, ce type de document, ce type de débat, de constituer sur le territoire tel qu'il est le nôtre, une nouvelle manière d'amener les différents élus d'institutions responsables, que ce soit le Département, que ce soit la Région, bien sûr l'Agglo, à se mettre au carré beaucoup plus rapidement sur la concrétisation des documents que chacun d'entre eux met au point, avec des grandes concertations, etc.

Vous avez pris l'exemple de la Région, nous pouvons le prendre sur d'autres aspects. Je dois dire également que je trouve que parfois – ce n'est pas une critique de la Métropole parce que je pense qu'elle est à l'avant-garde par rapport à cela – que nous avons du mal à croiser les enjeux des différentes institutions sur des dos-

siers clés, majeurs. L'avant-garde est ce qui est prioritaire dans l'aménagement de l'espace, dans l'aménagement du temps et dans le concret qu'attendent les citoyens.

Nous parlons d'un contrat triennal, d'un contrat État Région, d'accord, tout cela est bien. Tout est listé. Mais je constate que nous arrivons rarement au même quart d'heure. La Région des fois arriverait avant ou nous imposerait ou évoquerait un parc d'attractions : je ne dis pas que nous n'en avons que foutre mais il s'inscrit totalement en désharmonie avec l'effort de fond fait ici pour déterminer différents types d'économies, etc.

La Métropole, je l'avais évoqué l'autre jour à la Ville de Montpellier, me semble avoir un rôle clé, un bouton sur lequel il faut appuyer pour peut-être caractériser un nouveau type d'économie. Vous prenez le thème des transports et de la mobilité. Je vais y revenir très rapidement et le propos que je vais tenir n'a rien de désagréable, dans l'intention. Regardez comme dans la Région autour de Marseille, parce qu'il n'y avait pas d'intercommunalité, on a mal agencé toute la logistique. C'est un sujet important, la logistique, dans ce SCoT, au point de vue économique. Marseille, même avec sa nouvelle économie qui a été ressortie il y a trois ou quatre ans avec Marseille capitale de la culture, etc., hormis ses pôles technologiques, le reste de Marseille c'est Kafka, ce sont des axes de circulation sur lesquels il y a des accidents en nombre incommensurable, des camions qui croisent des bagnoles, etc.

Dans l'aménagement du transport, nous avons la chance ici d'avoir un nœud relativement à l'échelle humaine : l'aéroport, la nouvelle gare, le binôme des deux gares, ce qui correspond à l'autoroute, le port de Sète qui n'est pas loin. Je parle aussi, parce que vous l'avez évoqué à juste titre, à travers différentes interventions, du fait de sortir de première ou deuxième couronne et d'aller au-delà de nos propres limites, de l'utilisation des voies ferrées et, vous l'avez évoqué, je souscris à cela également, à travers voies navigables l'aménagement du lagunaire.

Nous avons tout cela à portée de main sur notre territoire. Je crois qu'il faut définir trois à quatre priorités entre les quatre grandes institutions et l'État. Vous l'avez dit tout à l'heure : l'interSCoT existe, il existait également entre 2006 et 2010, c'était de la responsabilité, en gros, de l'État d'harmoniser les différents. Nous étions au début des SCoT. Ce serait le rôle de la Région, à condition qu'elle joue ce rôle neutre, engagé, de définir sur les deux ou trois ans du court terme la priorité que nous retenons. Voilà ce que je voulais dire sur le principe, et cela va tout à fait dans le sens de l'intérêt de ce PADD.

Ensuite, trois ou quatre points, très rapidement. Je suis d'accord avec ce qu'a dit Cyril Meunier sur l'Ouest, le déplacement de la porte un peu plus à l'Ouest en liaison avec le 185 et ce qui arrive de Sète. Cela désengorgera un peu le secteur de Lattes et cela apportera une polarité plus équilibrée sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Ensuite, le sujet de la logistique, de l'économie. C'est vrai, le rapport un tiers deux tiers, j'y souscris puisque nous l'avons défini également en 2006 à travers le SCoT. Cela dit, il a ses propres contraintes. À l'intérêt économique, de l'agriculture à développer sur les plaines agricoles, quand on ajoute l'environnement, les inondations, la partie urbanité, habitat, avec le développement des différentes communes, il reste peu de terrain. C'est la difficulté que nous avons pour trouver des zones d'activité et du foncier sur de grands espaces logistiques, avec des bâtiments style plutôt hangars que petits laboratoires. Nous pouvons en trouver sur des secteurs de garrigue ou de roche dure, mais cela a un coût tout à fait différent que de trouver des espaces plus souples au point de vue terrain soutenant les bâtiments. C'est la difficulté à laquelle nous serons confrontés.

Un point me paraît important aussi, c'est tout ce qui a trait au lien dans l'aménagement commerçant entrepris avec les différents cœurs de villes. De même que j'évoquais le fait de proposer une force de gestion-décision plus rapide avec les autres collectivités, et partagée, il y a là peut-être un effort plus important encore à faire à l'avenir avec des nouvelles technologies que nous avons grâce à la French Tech, sur tout ce qui est lié à l'électricité dans les déplacements d'activités économiques et d'activités ménages sur le territoire.

Cela vaut pour les cœurs de ville, je pense qu'il faut peut-être une petite révolution intellectuelle pour imaginer comment nous pourrions recadrer une meilleure fonctionnalité accès, sortie, lien de l'activité sur le cœur de ville, avec notamment le développement des bornes électriques. Ce n'est pas le seul élément : autour des bornes il y a d'autres schémas à imaginer. De ce côté-là, même si je comprends que c'est fait davantage en direction des points de densité, je trouve que la partie à l'Ouest par exemple est un peu sous-estimée dans le court terme pour l'implantation des bornes électriques.

De même que j'étais d'accord avec Cyril Meunier sur la porte Ouest, je reprends avec un total accord ce qui a été dit pour que l'Ouest puisse bénéficier rapidement, dans les possibilités bien sûr financières et de temps, du schéma tel qu'il avait été défini. Vous avez donné une réponse sur l'acquisition en cours, sur la ligne de voie ferrée, pas uniquement le fait que ce soit une ligne de voie ferrée que nous pouvons utiliser. Tout simplement elle sort de l'agglomération, elle concerne au Sud du territoire de l'ancien SIVOM les collectivités concernées, elle est intéressante pour Saint-Jean-de-Védas parce qu'elle peut permettre, avec l'aménagement du 185, de ne pas entrer dans Saint-Jean et de la désengorger, et surtout elle va vers l'étang de Thau et la nouvelle Communauté d'Agglomération de Sète et du territoire Nord Bassin de Thau.

Je suis à peu près convaincu que beaucoup de représentants, ce n'est pas critique parce que les élus ont changé de Nord Bassin de Thau ou de l'Agglomération de Sète n'imaginent pas l'intérêt qu'ils pourraient avoir à bénéficier de l'extension et de l'utilisation de la ligne de chemin de fer au-delà de l'Agglomération de Montpellier. Elle touche le Mézinois, Balaruc, elle peut revenir également sur Sète. C'est un moyen de transport et d'économie en liaison avec le port de Sète tel que je l'évoquais tout à l'heure, qui me paraît déterminant. Ce sont des enjeux à intégrer et qui le sont pour la plupart dans le PADD, qui peuvent donner une courroie d'entraînement aux autres collectivités. Je n'entends pas les autres collectivités en parler. On parle de l'hinterland de Poussan, on se bat depuis des mois ou des années pour savoir si c'est à Poussan ou ailleurs. Parlons du cheminement entre Sète, Montpellier, le port de Sète, l'activité de Montpellier, l'activité séto-balaruco-mézinoise, et également de l'aéroport de Montpellier.

Voilà ce que je voulais dire par rapport à ce document qui me paraissait important. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Moure. Deux petites choses concernant la connexion des collectivités sur les sujets d'intérêt général. Je suis pour le renforcement du pouvoir des Préfets. Aujourd'hui, la DREAL, qui est chargée des études de dossier, est partie à Toulouse. Monsieur Kruger est à Toulouse, il n'est plus à Montpellier. Comment s'appelait avant la DREAL, Madame Germain ? La DDE, qui avait pour missions de rassembler un peu toutes les forces et de faire des études qui facilitaient la connexion des collectivités, a été supprimée. Aujourd'hui, sans Préfet fort, c'est laissé à vau-l'eau...

Jean-Pierre MOURE

Et sans service fort !

Monsieur le Président

Et sans service fort. Les élus locaux défendent chacun leur territoire. On ne peut pas reprocher à un Maire de défendre sa commune, mais à un moment il faut bien décider, sinon il n'y a pas de route qui se fait. Il faut prendre une décision. Qui prend la décision ? Cela ne peut pas être le Maire de la commune, parce qu'il va dire : « *Ma commune va être handicapée.* » Cela ne peut pas être celle d'à côté, sinon il va se fracasser avec le Maire de la première. Il manque cette instance de régulation d'État qui me dérange profondément.

C'est pour cela que je suis centralisateur pour ce qui est de l'aménagement du territoire. Il faut restaurer à l'État sa fonction, sa compétence d'aménagement du territoire. Sinon nous ne pouvons pas y arriver. Et l'on met quarante ans pour doubler 1 kilomètre d'autoroute, on met vingt ans pour faire 5 kilomètres de TGV. Ce n'est pas digne d'un pays moderne.

Ce que vous décrivez, Monsieur Moure, c'est exactement cela. En tant que Métropole, je ne peux pas dire à la Région, si elle n'a pas envie de le faire : « *Faites ceci, faites cela.* » Même chose au Département, chacun est libre dans son périmètre. En revanche, si une force supérieure dit : « *L'intérêt général est que les collectivités se mettent ensemble autour de ce projet.* », ce n'est pas la même chose. C'est le rôle des Préfets. Mais les Préfets ont beaucoup moins de pouvoirs qu'ils n'en avaient avant. Je suis pour le retour des Préfets quand ils ont été créés, sous Bonaparte. C'est pour cela que je suis un peu bonapartiste.

Ensuite, Monsieur Revol. Pardon, Madame Galabrun. Puis Monsieur Revol puis Madame Touzard, puis Madame Bouallaga.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonsoir à tous. Je ne vais pas très être très innovante en remerciant Stéphanie Jannin pour tout ce travail qu'elle fait et la manière dont elle nous le relate. Je voudrais remercier tous les services : comme il y a plusieurs points, plusieurs services de la Métropole ont travaillé et sont arrivés à réaliser ce document de travail que nous débattons aujourd'hui. Je trouve que c'est très bien.

Je souhaite revenir sur un des quatre enjeux principaux identifiés par le projet : la question des risques. Comme nous le savons tous, la vulnérabilité au risque inondation de notre territoire est beaucoup plus prégnante que dans la plupart des autres Métropoles. Les événements de 2014 et 2015 nous l'ont encore douloureusement rappelé. Avec le réchauffement de la planète, ces risques gagnent en fréquence et en intensité, notamment les épisodes caniculaires, les inondations, les incendies de garrigue. Certains pourraient s'aggraver ou se manifester de façon de manière plus affirmée, comme la submersion marine sur le littoral. Plutôt que d'attendre qu'il ne soit trop tard, le projet doit anticiper les phénomènes à l'œuvre pour mieux se protéger dans la durée, et aussi apprendre à bien vivre avec le risque. En d'autres termes, être en pleine mesure de prévenir et s'y adapter.

La Métropole peut, de ce point de vue, devenir un véritable territoire résilient, pilote au plan national. Nous avons eu beaucoup d'actions dans le passé, comme les 40 millions d'euros mis sur Lattes pour les crues du Lez. Nous poursuivons avec la Mosson, mais il nous faut dorénavant voir plus loin. Il y a plein de choses : anticiper le plus en amont possible la prise en compte du risque dans nos projets d'aménagement et tout au long de la mise en œuvre de nos projets, de la conception à la réalisation. L'amélioration de la connaissance est pour cela une clé indispensable, mais aussi l'évolution des pratiques de l'ensemble des acteurs de la chaîne. Il faut prendre en compte le risque d'inondation par ruissellement urbain. Il est reconnu que la moitié des sinistres et du coût des dommages sont situés en dehors des zones inondables cartographiées dans les PPRI.

Notre statut de Métropole permet à présent cette vision globale du risque inondation quelle que soit son origine. C'est un rendez-vous à ne pas manquer. Aussi, la lutte contre les inondations doit être rendue compatible avec la préservation des lits majeurs et des ripisylves des cours d'eau qui structurent les paysages du territoire, conformément à l'esprit de la future compétence GEMAPI – d'ailleurs, nous irons en formation à Paris avec Monsieur Arnaud Vestier - à mettre en œuvre au 1^{er} janvier 2018. C'est vraiment là, c'est tout proche. Cela répond au schéma d'aménagement et de gestion des eaux Lez, Mosson, Etangs palavasiens, et au contrat de bassin de l'Etang de l'Or, qui ont permis la mise en œuvre du plan de gestion des cours d'eau.

Les enjeux sont bien pris en compte dans le projet de PADD présenté ce soir, confirmant ainsi une nouvelle stratégie amorcée avec la mise en œuvre d'un grand plan de désimperméabilisation, tenant compte des capacités naturelles de nos sols à infiltrer, de la cartographie des zones de production, d'écoulement et d'accumulation des eaux de ruissellement, afin de permettre à ces deux derniers espaces de retrouver leur fonctionnalité. Cette stratégie s'inscrit en faveur des équilibres du grand cycle de l'eau et dans le respect des trames bleue et verte de notre Métropole.

Voilà ce que j'avais à dire sur mon sujet.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Jackie. René Revol.

René REVOL

Très rapidement, puisque beaucoup de choses ont été dites par mes collègues – Jackie, Joël sont intervenus sur des sujets que je voulais développer, juste un point.

Préalablement, Monsieur le Président, je partage totalement votre point de vue sur le retour des Préfets dans la coordination de l'aménagement du territoire. Dans cette Assemblée, il y a quelques années j'avais développé l'idée d'un retour de la DATAR comme une chose essentielle. Je m'étais fait traiter d'archéobolchevique ou d'archéogaulliste.

Monsieur le Président

Moi aussi, cela m'arrive !

René REVOL

Je vois que les choses évoluent. C'est un détail.

Je pense qu'il faut bien comprendre que ce document qui n'est pas soumis au vote, que nous avons travaillé de manière collective notamment je félicite Stéphanie Jannin et les services d'avoir intégré les modifications que nous avons proposées concernant l'eau est soumis au débat public pour nous permettre d'élaborer ensemble le SCoT en débattant avec les citoyens.

Il faut faire attention : 99 % et je crois que c'est optimiste de nos concitoyens ne savent pas ce qu'est un SCoT. Alors le PADD d'un SCoT, là on tombe à 0,01 %. Il va falloir, dans la période qui s'ouvre, développer des qualités pédagogiques sur les objectifs. Nos concitoyens savent ce qu'est l'habitat, le transport, l'environnement, etc., comprennent ces enjeux. Un choix est fait dans ce document : limiter au maximum l'étalement urbain, et transformer notre mode de développement urbain.

Ce choix, il va falloir l'expliquer parce qu'il a des conséquences qui ne sont pas toujours agréables pour tout le monde. Cela suppose notamment de faire le choix du réinvestissement urbain pour pouvoir diminuer la consommation d'hectares qui va nous amener à une catastrophe, y compris dans le cadre du changement climatique.

Lorsqu'il est dit à l'intérieur que l'on doit rendre notre territoire perméable, je m'en félicite, il faut aller vers ce type de chose. Un autre élément très important dans ce qu'a dit Stéphanie Jannin tout à l'heure, c'est l'objectif d'une Métropole accessible en termes de prix au mètre carré. Les outils nous manquent, mais des expériences ont lieu en France : quand on fait un aménagement, on impose à l'aménageur le prix maximum au mètre carré qu'il peut atteindre. Cela n'existe pas du tout sur ce territoire, et même dans le Sud de la France cela n'existe pas. Peut-être pourrions-nous innover de ce point de vue. Naturellement, cela va énerver les aménageurs mais l'autorité politique, ce n'est pas eux, c'est nous.

Il va falloir que nous le fassions parce qu'une analyse de l'INSEE développait l'idée – plusieurs Métropoles étaient étudiées – que l'augmentation du prix déporte des populations de plus en plus loin. L'étalement urbain et le mitage urbain est lié à l'augmentation du prix dans le cadre du centre des Métropoles.

Vous cherchez à le régler après avec des transports en commun, avec des moyens de communication. Si vous modifiez le prix du mètre carré à l'intérieur de votre Métropole, vous réglez aussi en partie les questions de transport. Tout cela est lié. Je pense qu'il y a un enjeu absolument considérable, et il faut que dans l'élaboration du SCoT nous puissions l'expliquer à nos concitoyens de manière qu'ils comprennent ces enjeux et qu'ensuite ils soient mobilisés avec nous pour les appliquer.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol.

Sur le prix du mètre carré, Madame Jannin tout à l'heure a indiqué que le logement abordable faisait partie de la mixité. Le logement abordable quelque part, c'est maîtriser le coût à la sortie. Economiser l'espace, répondre à l'objectif de la lutte contre les risques majeurs et protéger l'environnement et les zones agricoles : il faut quatre ou cinq phrases, je suis d'accord, qui puissent spécifier cela.

Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, très rapidement, je rejoins les remerciements de tous ceux qui ont participé aux Comités de pilotage. C'était très constructif, nous avons vu l'évolution réunion après réunion, et Dieu sait si elles ont été nombreuses.

Rapidement, du point de vue de l'agriculture, la grande différence avec le SCoT précédent je pense, c'est que dans le SCoT précédent on s'attachait à préserver des terres agricoles naturelles, là on met en place vraiment une stratégie et des outils pour reconquérir ces terres agricoles qui dans l'Hérault et particulièrement autour de la Métropole sont enfrichées et délaissées.

Avant, l'agriculture c'était de la viticulture essentiellement, des friches, vues à côté de la ville. Je ne vais pas dire « *en opposition* », mais presque. Dans ce SCoT, nous les voyons en synergie et non en opposition. Je m'explique. La ville – déjà c'était le cas avant – a besoin de la campagne, nous sommes d'accord, pour le cadre de vie, pour l'attractivité, les paysages, etc. Mais ce qui est nouveau : nous nous rendons compte que l'espace urbanisé a besoin des espaces naturels pour ces fameuses questions de gestion des risques dont nous parlions tout à l'heure.

Un espace naturel et agronaturel entretenu et vivant, c'est un atout pour l'espace urbanisé, je ne reviens pas là-dessus, la lutte contre les risques, etc. Élément nouveau – et là il y a des attentes sociétales extrêmement fortes – : la ville, ce sont des consommateurs. Aujourd'hui, les consommateurs, qui ont dans leurs besoins l'alimentation, sont demandeurs d'une production proche également. C'est nouveau. Nous en tenons compte dans ce SCoT.

Dernier élément : la société et notre territoire plus globalement ont besoin bien entendu d'emplois et de revenus, or aujourd'hui l'agriculture, l'agroalimentaire et tous les services afférents sont parmi les secteurs les

plus pourvoyeurs d'emplois dans la région Occitanie, chez nous et plus largement en France. Je le rappelle : le secteur agroalimentaire peine à trouver des travailleurs, des ouvriers.

En face, pour répondre à cette demande, à la différence de la zone à urbaniser où ce sont des aménageurs qui aménagent le territoire, dans la zone agrobiologique, les aménageurs sont les agriculteurs et les éleveurs. C'est la grande différence. Il faut que nous apprenions, en tant que Métropole essentiellement autour d'une grande ville, à travailler avec ces acteurs de la zone rurale. Il faut que nous nous ruralisons, quelque part, et c'est une approche vraiment nouvelle. Nous travaillons avec tous nos partenaires pour cela et notamment pour identifier toutes les contraintes au développement de cette agriculture.

Dieu sait si les porteurs de projets en agriculture et en élevage sont nombreux et se pressent aux portes. 600 porteurs de projets sur l'Hérault l'année dernière, très peu ont pu au final s'installer. Il faut que nous nous dotions de ces outils-là pour répondre à toutes ces attentes.

C'est expliqué dans le document, il y a deux grandes façons d'« attaquer » la chose. La question du foncier est la première contrainte. Nous avons commencé à donner l'exemple avec le terrain métropolitain pour installer, mais l'originalité de notre approche est que nous visons à mobiliser le foncier y compris privé par des outils nouveaux que nous allons mettre en place, où là aussi nous serons pilotes.

Un troisième élément sur le foncier qui est très important, qu'il ne faut pas oublier : sur le territoire de la Métropole, la moitié des agriculteurs sont près de la retraite, ont plus de 55 ans, et les deux tiers ne savent pas qui va reprendre leur exploitation. Nous avons un gros travail avec la Chambre pour aller en compte à rebours de la dynamique que nous avons connue jusqu'à maintenant.

Deuxième élément, c'est la fameuse question des filières vertes dont parlait tout à l'heure le Maire de Prades : l'approche par les filières, par la commande publique, la demande et notamment la restauration scolaire qui va permettre de structurer ces filières, et appuyer tout le développement de cette production à la base.

Je ne veux pas être trop longue mais nous avons mis en place une stratégie qui, je pense, est originale sur Montpellier. Il faut voir que les grandes villes françaises et Métropoles prennent à bras-le-corps ce sujet-là, de plus en plus. Nous le voyons au sein du réseau Terres en ville auquel nous avons adhéré. En revanche, Montpellier part vraiment de très loin. Nous sommes en effet une des villes les plus défavorisées. Paradoxalement, nous avons beaucoup d'atouts, mais au plan de l'agriculture nous avons beaucoup de cailloux, pas beaucoup d'eau. Notre agriculture était très spécialisée historiquement, très performante, a fait l'image de marque du territoire et la fera toujours bien entendu, mais cette valence nourricière est nouvelle.

Nous avons des défis assez importants à relever et nous allons les relever avec ces démarches qui se veulent structurantes et que nous avons plaisir à mettre en place. La politique agricole et alimentaire que vous m'avez confiée est vraiment un outil que nous intégrons dans le SCoT et qui peut permettre d'atteindre ces objectifs, en tout cas je l'espère.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame Touzard. Madame Bouallaga.

Sabria BOUALLAGA

Bonsoir. Je vais bien sûr saluer votre volonté d'ambition concernant le défi numéro 3, essentiellement sur le logement. Nous pouvons parler de crise nationale du logement, d'où les ambitions assez élevées des Métropoles. Nous pouvons également souligner que les revenus les plus modestes ne sont plus les seuls touchés par la crise du logement. Nous pouvons déplorer le fait que de plus en plus de gens sont éligibles aux logements sociaux, 70 %.

Bien sûr, je vous le concède, comme vous le dites dans un de vos paragraphes, il faut encourager l'accès à la propriété, mais surtout je pense qu'il faut redonner plus de pouvoir d'achat car aujourd'hui, le budget locatif écrase littéralement l'habitant. C'est de l'argent en moins pour notre économie, donc des entreprises plus frileuses à notre territoire. C'était le premier point. J'aurai trois points à développer.

Le deuxième point serait une question que j'aurais à vous poser à vous, Monsieur le Président.

Excusez-moi, je ne m'entends pas parler. Je vous entends parler, c'est assez compliqué pour moi. Je vous ai écoutés, j'aimerais que l'on m'écoute aussi.

Je vous ai déjà interpellé à plusieurs reprises sur ce sujet, Monsieur le Président, Pendant votre campagne, vous avez défendu le *scoring*, outil qui permet l'attribution de logements de façon équitable. Cela va bientôt

faire un an que vous êtes Président d'ACM, quelle est votre position ? Pensez-vous que c'est un outil difficile à mettre en place ? Envisagez-vous des alternatives, au vu de la difficulté de la mise en place de celui-ci ? Envisagez-vous également un audit sur le parc locatif, concernant les logements occupés et inoccupés ? Il y a sur trente ans des évolutions de situations familiales, de revenus, etc., donc peut-être certains ne sont plus éligibles, à voir. Enfin, comptez-vous faire un état des lieux ou un rapport concernant la situation de cet organisme depuis votre présidence ?

Le troisième point que j'aimerais aborder, cela a plus ou moins avoir avec cette thématique, est sur la politique de la ville. Il y a peut-être aussi des futurs parlementaires, je ne sais pas. Aujourd'hui, je ne crois pas qu'il y en ait malheureusement, et je trouve cela dommage.

Monsieur le Président

Nous ne connaissons pas les candidats encore. Attendez.

Sabria BOUALLAGA

Pas encore, mais j'espère qu'il y en aura car il est important de défendre sa commune et ses intérêts au sein de la haute sphère.

Concernant le budget de la politique de la ville, Monsieur le Président, chers collègues, peut-être que vous connaissez la loi de finances en 2012. Le budget s'élevait en 2015 à 450 millions d'euros de crédits d'engagement, ce qui représente une goutte dans la mer quand on connaît le budget total de crédits alloués de façon étatique – 380 milliards d'euros.

On connaît également la difficulté de suivre l'enveloppe destinée à cette thématique puisque de nombreuses thématiques s'enchevêtrent au sein de cette politique de la ville. D'ailleurs, la Cour des Comptes en 2012 en a fait un rapport. Bien sûr, nous pouvons par ce fait souligner l'inégalité des territoires. Un quartier populaire à Montpellier ou un quartier populaire à Marseille reste un quartier populaire, et les moyens doivent être donnés de la même façon. Sauf que la Cour des Comptes en 2012 fait état d'inégalités sur les territoires.

Il ne faut pas oublier également que l'on n'éradique pas des quartiers. On éradique que peut-être des tours, des immeubles, mais ces quartiers restent. Ils sont encore là. Les gens y vivent encore, certains sont relogés – mixité sociale exige –, mais cela ne va pas être le seul levier. Le Petit-Bard, la Paillade, les Cévennes sont encore là et je pense que l'exode des gens de ces quartiers ne doit pas être la seule solution. Il faut faire évoluer ces quartiers, les rendre plus dynamiques, plus praticables – peut-être que je vais vous choquer –, peut-être plus fréquentables aussi. Changer le visage de ce parc locatif avec du social, du très social, du privé, des services publics, des activités économiques, des commerces, etc.

Enfin, la politique de la ville dure depuis quarante ans et c'est un constat d'échec qui a été relevé par plusieurs presses nationales et locales. Nous assistons depuis quarante ans, au gré de ce qui se passe dans ces quartiers, au gré des émeutes, au gré de scandales, à des politiques gouvernementales mises en place chaque fois avec une agence par-ci, un plan Marshall banlieue par-là. Cette politique qui se distille au fil des années n'est pas très ambitieuse pour ces quartiers.

Je me pose une question et je terminerai par cela – je sais que tout le monde est très fatigué, moi la première. J'ai souligné l'importance de la présence de parlementaires. Peut-être les futurs parlementaires se souviendront-ils de ce débat : la politique de la ville est un sujet très important pour ceux qui assistent aux Commissions, ceux qui connaissent la valeur économique et le levier économique que représente cette politique. A quand une politique pérenne et durable semblable aux autres ministères ? Le ministère de la Politique de la ville existe depuis 1990. À quand une politique qui ne change pas tous les cinq ans ? À quand une politique de la ville vraiment ambitieuse, qui s'inscrira comme tous les autres ministères ? À quand l'arrêt de la ségrégation de cette politique des quartiers populaires ?

C'était mon intervention, je vous remercie de m'avoir écoutée.

Monsieur le Président

Merci Madame Bouallaga. Vous évoquez deux sujets et je vais y répondre parce que ce sont des sujets importants. Le premier sujet concerne les offices publics HLM – ACM, mais d'autres offices aussi. Les offices publics sont sujets à des contrôles permanents faits par des missions interministérielles qui s'appellent les MILOS. Chaque deux ans – Monsieur Pellet, Président de FDI Habitat, pourrait en parler également –, il y

a un contrôle d'État sur l'ensemble des fonctionnements des offices, en termes d'attribution des logements mais en termes aussi de finances et de construction.

Sur ce que vous avez posé comme question, sur le *scoring*, il y a quelque temps ACM a créé un guichet de la demande positionné à Antigone, pas loin de l'agence, qui facilite un peu l'accessibilité aux dossiers. On peut certainement faire mieux, mais très peu de villes l'ont fait. Il n'y a que Rennes qui l'a fait, à ma connaissance. Les résultats ne sont pas très probants.

Je pense qu'il est important que les commissions soient souveraines et autonomes, et se fassent avec la bienveillance nécessaire pour sortir les gens des situations dans lesquelles ils sont, situations compliquées, difficiles, tendues à Montpellier. Vous le savez, il y a 16 000 dossiers en demande. Le logement social a besoin d'être soutenu par les villes de la Métropole, et pas que. Tout autour, il faut aussi que les Villes construisent du logement social. Nous sommes une des rares Villes qui est, dans l'épure, entre 22 et 25 % de la loi Duflot. Il n'y a pas tant de villes que cela qui y sont, surtout dans le Sud.

Deuxième point : vous posez le problème de la politique de la ville. Quand le ministère de la Politique de la ville a été créé, qu'il y avait les contrats de ville, c'était la loi Bartolone. J'étais Conseiller municipal de Montpellier, et je me souviens que Georges Frêche était dubitatif sur le résultat desdits contrats de ville. Ils ont été reconduits, puis se sont manifestés différents secrétariats d'Etat à la ville, qui ont donné les résultats que nous connaissons.

Je ne jette pas la pierre à l'Etat sur ce dossier. Même si ce n'est pas parfait, je considère que les opérations ANRU par exemple sont nécessaires. Elles ne sont pas parfaites parce que, vous l'avez dit, depuis quarante ans beaucoup de choses se sont passées et ont laissé dans les quartiers se développer quelquefois des zones de non-droit où il est compliqué pour une République comme la nôtre de faire des interventions.

Je crois qu'il faut reprendre les choses par le début. Nous parlions des Préfets tout à l'heure, je crois qu'il faut revenir à une gestion simple de la République, à la fois par un fonctionnement qui admet que l'Etat peut organiser différentes compétences régaliennes (l'éducation, la sécurité du territoire) et les communes assurent l'échelon de proximité des élus, connus des citoyens. Pour moi, entre les deux, il faut tout réformer. La réforme territoriale est un échec, elle engendre des dépenses supplémentaires au lieu de réduire les dépenses. Nous ne savons plus où sont les départements. Au début on devait les détruire, après on se retrouve avec des compétences renforcées. Les Députés sont élus après le Président de la République, ce qui fait qu'il ne suffit pas d'être élu, il suffit d'avoir l'investiture pour être élu. Ce n'est plus pareil. Et encore, ce n'est pas sûr.

Je serais pour revenir à des choses beaucoup plus simples, des fonctionnements simples de la République. C'est ce que j'appelle ma VI^e République à moi. A l'intérieur de cette façon de penser, il faut intégrer la transparence démocratique et financière parce que nous ne pouvons pas nous passer de ces données-là. Je l'ai écrit dans mon petit livre rouge, j'en ai toujours un exemple avec moi : tout cela, c'est là-dedans.

Les questions que vous posez comme celles que nous avons posées tout à l'heure et que Monsieur Moure a posées sur les différentes connexions des institutions, se rapportent à un fonctionnement de l'Etat déliquescant. Tout à l'heure, j'ai rigolé avec les grilles à repeindre du ministère, mais ce serait chez moi, je les aurais repeintes depuis trente ans.

Quand vous, élus, vous allez voir un Ministre et que les grilles sont complètement délavées, laissées à l'abandon, cela donne quelle image de la République ? Après, on demande à qui de fournir l'image ? C'est tout cela qu'il faut reprendre. Il faut du bon sens, un peu de courage politique, et trouver des responsables politiques qui ne sont pas entartrés dans des *trips* innommables. Remettre un peu de transparence dans le fonctionnement.

Nos institutions sont prêtes. Nos fonctionnaires sont pour moi les piliers vivants de la République. Il faut la réformer, la fonction publique, mais il ne faut surtout pas la supprimer, comme le veulent beaucoup d'élus de grandes villes. Il ne faut surtout pas supprimer la fonction publique. C'est elle qui assure la proximité avec les citoyens, qui porte la République de proximité, la République des communes, la République des Maires. En revanche, il faut la réformer, lui donner plus de souplesse. Sinon, elle confine à des comportements déviants. Il faut remettre un peu d'organisation. Pour moi, la loi NOTRe ne résout pas tout cela. Je suis pour une nouvelle réforme de l'Etat, mais je ne suis pas candidat à la présidence de la République. Je vous fais part de mes pensées intimes suite à vos questions pertinentes. Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Je vous remercie pour vos interventions et pour la richesse de ce débat qui montre toute l'importance du sujet, sur lequel nous continuons à travailler. Bien entendu, certains d'entre vous l'ont rappelé, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable est une étape, un débat que nous avons aujourd'hui qui nous permet encore d'affiner le travail pendant quelques mois. Je voudrais donner quelques précisions sans entrer dans tous les détails.

La prochaine étape est la répartition spatiale des choses. Aujourd'hui nous sommes sur un texte écrit, demain ce seront des plans avec une répartition dans l'espace, cela répondra sans doute à un certain nombre de questions qui ont été posées. Les deux tiers d'espaces naturels et agricoles, c'est bien sûr à l'échelle de la Métropole et pas à l'échelle de chaque commune, et sur les infrastructures en général, le SCoT, ce n'est pas un document de programmation.

Je vous remercie de tout l'enthousiasme que vous avez à mettre dans le SCoT, à peu près toutes les idées et les envies que nous avons pour ce territoire. Mais le schéma de cohérence territoriale n'est pas un document de programmation par exemple sur les infrastructures. Cela, c'est le Plan de Déplacements Urbains qui va les planifier et les inscrire spatialement.

La question de la porte Ouest donne lieu à un certain nombre d'interventions et fait débat. La porte Ouest que nous avons envisagée aujourd'hui comprend aussi une gare SNCF qui s'appelle Rondelet, sur Montpellier, en plus de celle de Villeneuve. La gare de Villeneuve est trop loin de l'autoroute A9 et trop contrainte par la loi littoral pour que nous puissions l'envisager comme une porte de rabattement sur laquelle nous viendrions rabattre des flux des territoires voisins. Cela étant dit, j'entends le débat et je pense que nous allons continuer à réfléchir sur cette question.

L'approche environnementale évidemment est considérée, mais je crois mon discours le dit presque à chaque phrase – je l'espère –, vraiment comme structurante du projet et non comme un état des lieux d'une contrainte qui existe et avec laquelle nous devons faire.

Sur l'action publique, sur le grand cycle de l'eau, nous avons évidemment à continuer le travail. Il n'est pas fini. Il va se prolonger dans le SCoT, sur sa version finale, surtout dans le PLU intercommunal, dans le Plan Local de l'Urbanisme intercommunal, et par la suite dans toutes les politiques communales qui seront menées.

Sur la Métropole accessible, je voudrais revenir sur la question du logement abordable, Monsieur Revol l'évoquait : comment influencer sur le prix des logements ? Ce n'est pas facile, quand la politique vient dire à l'économie que nous avons notre mot à dire et notre vision à montrer, et que c'est l'action politique qui doit montrer la vision et pas uniquement la stricte logique économique. Ce n'est pas évident.

Nous avons choisi de prendre le sujet à bras-le-corps depuis le début du mandat. Cela fait trois ans que nous travaillons là-dessus et nous commençons à avoir des résultats. Nous avons mis tous les professionnels de l'immobilier autour de la table pour faire ce travail avec eux parce que je crois que ce n'est pas un travail que nous pouvons faire avec des œillères. Il faut vraiment s'appuyer sur les compétences et sur ce qu'ils font. Cela nous a permis de coconstruire un cahier des charges en commun, avec la Fédération des promoteurs, l'Ordre des architectes, la Fédération du bâtiment. Cela n'est pas rien, cela ne s'était jamais vu. Cela nous a permis de fixer des objectifs communs et de définir un certain nombre de fonciers que nous avons à disposition pour ce sujet. Les consultations sont en cours, pour certains les projets sont en cours. Nous avons eu énormément de réponses. Je crois que les professions se sont vraiment mobilisées autour du sujet et je les en remercie, même si ce n'est pas forcément évident de venir dire comment on doit faire et à combien on doit faire.

Nous avons souhaité une réflexion ouverte. Nous sommes en train de travailler là-dessus, d'avoir les premiers résultats, très encourageants, parce que ces équipes se sont mises dans une vraie démarche de recherche et développement, de R & D comme on dit, sur la question du logement. Je crois que c'était nécessaire parce que c'est une question, une production très importante. Il n'y avait pas de raison que le logement ne fasse pas aussi l'objet d'une démarche de recherche et de développement, comme c'est le cas dans beaucoup d'autres secteurs. Je pense que nous aurons l'occasion d'en reparler puisque les actions sont en cours.

Evidemment, l'enjeu est d'expliquer à la population. Vous avez raison de dire que le PADD et le SCoT, personne ne sait ce que c'est ; pourtant cela régit l'avenir d'un territoire en termes de planification urbaine. Nous avons beaucoup de travail pédagogique à faire là-dessus. Nous allons le démarrer par une série de

réunions publiques dès le mois de mars dans tous les secteurs du SCoT, dix réunions publiques présidées par le Président Saurel qui nous permettront d'expliquer déjà ce travail, ces grandes intentions et la philosophie sous-tendue par ce travail en commun, cette nouvelle page que nous ouvrons pour le territoire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jannin, merci pour le travail au service de la Métropole, merci Monsieur Nurit, et tous les services de l'urbanisme de la Métropole et de la Ville de Montpellier aussi qui ont participé.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL – CONVENTION AVEC L'ETAT, L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE LATTES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire 15, je vais aller vite si vous êtes d'accord.

Vous m'arrêtez si vous souhaitez des renseignements particuliers. Affaire 15, politique foncière en faveur du logement social, convention avec l'État, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Je mets mes lunettes, cela ira plus vite.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE-VEDAS – PROJET URBAIN PARTENARIAL SIGALIES – APPROBATION DU PERIMETRE ET DE LA CONVENTION DE PUP AVEC LA SOCIETE TERRES DU SOLEIL – APPROBATION DE LA CONVENTION DE REVERSEMENT AU SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 16, Saint-Jean-de-Védas, projet urbain partenarial Sigaliès. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – EXTENSION DU PERIMETRE D'INTERVENTION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON – PROJET DE DECRET – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

M. E. PASTOR entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 17, extension du périmètre d'intervention de l'établissement public foncier Languedoc-Roussillon. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) – COMMUNE DE LATTES – INSTAURATION D'UN PERIMETRE DE PUP RD58 EX-APAVE ET JARDIN DE LEONIE – CONVENTION AVEC GGL AMENAGEMENT – CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE LATTES – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 18, développement durable et aménagement du territoire, projet urbain partenarial (PUP), commune de Lattes. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COTISATION 2017 A L'ASSOCIATION ARCHITECTURE ET MAITRES D'OUVRAGE LANGUEDOC-ROUSSILLON (AMO LR) – APPROBATION

Monsieur le Président

19 : cotisation 2017 à l'association Architecture et maîtres d'ouvrage Languedoc-Roussillon. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PLAN DEPARTEMENTAL D'ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE DE L'HERAULT – ADOPTION DU PROJET SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN – INSCRIPTION DES CHEMINS RURAUX COMPRIS DANS CET ITINERAIRE – VALIDATION DU TRACE DU GR653

Monsieur le Président

Affaire 20, plan départemental d'itinéraires de promenade et de randonnée de l'Hérault, adoption du projet sur le territoire métropolitain. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ CANNABÉ – COMMUNE DE COURNONTERRAL – LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE DESIGNATION D'UN AMENAGEUR DANS LE CADRE D'UNE CONCESSION D'AMENAGEMENT – CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'EXAMEN DES PROPOSITIONS – ELECTION

Monsieur le Président

21, zone d'aménagement concerté du Cannabé. Pas de demande d'intervention auprès de Madame Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – MIPIM 2017 – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

22, MIPIM 2017, convention de partenariat, toujours Madame Marion. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI DES DEPLOIEMENTS DE FIBRE OPTIQUE JUSQU'A L'ABONNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 23, convention de programmation et de suivi des déploiements de fibre optique jusqu'à l'abonné. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

M. JN. FOURCADE sort définitivement de séance.

Mme I. TOUZARD et M. R. REVOL sortent de séance.

AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – LANCEMENT D’UNE DEMARCHE SMALL BUSINESS ACT – PARTENARIAT UGAP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24, développement économique, lancement d’une démarche Small Business Actes, partenariat UGAP. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT 2017-2019 POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L’ARTISANAT D’ART ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ATELIER ART DE FRANCE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25, il s’agit de la convention-cadre de partenariat 2017-2019 pour la promotion et le développement de l’artisanat d’art entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Atelier art de France avec ce fameux salon Ob’Art. Pas de demande d’intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – COFINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR – ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme M. CASSAR sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. T. QUILES.

Monsieur le Président

26, cofinancement des projets de maturation de la SATT AxLR, attribution de subventions, 40 000 euros. Pas de demande d’intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION TYPE D’ACCOMPAGNEMENT DES LAUREATS DU FRENCH TECH TICKET – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27, convention type d’accompagnement des lauréats du French Tech Ticket, autorisation de signature. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ORGANISATION D’UNE MISSION D’AFFAIRE FILIERE VITICOLE A CHENGDU (CHINE) DU 20 AU 30 MARS 2017 – PARTICIPATION A LA FOIRE DES VINS ET SPIRITUEUX – FINANCEMENT DE LA MISSION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 28, organisation d’une mission d’affaire filière viticole à Chengdu, du 20 au 30 mars 2017, participation à la Foire des vins et spiritueux. Financement de la mission : 9 000 euros. Toujours Madame Marion. Pas de demande d’intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PARTICIPATION AU SALON PROFESSIONNEL DU TOURISME ITB BERLIN – AUTORISATION DE PARTICIPATION ET DE DEPLACEMENT

Mme I. TOUZARD et M. R. REVOL entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 29, participation au Salon professionnel tourisme ITB Berlin, autorisation de participation et de déplacement, 4 300 euros. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE LA MOSSON – ETUDE COMMERCIALE – CONVENTION DE COFINANCEMENT MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE / CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS / ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 33, toujours le développement économique, projet de renouvellement urbain de la Mosson, étude commerciale. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 192 LOGEMENTS SOCIAUX A BAILLARGUES, PRADES-LE-LEZ ET VENDARGUES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30, construction de 192 logements sociaux à Baillargues. Contre ? Abstentions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX – ZAC COSTE-ROUSSE LOT 1 – PRADES-LE-LEZ – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 31, construction de 47 logements sociaux, ZAC Coste-Rousse à Prades-le-Lez. Contre ? Abstentions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE MAS DE ROUE, RUE DU MAS DE ROUE A BAILLARGUES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32, construction de 61 logements sociaux résidence Mas de Roue, rue du Mas-de-Roue à Baillargues. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 38 LOGEMENTS SOCIAUX – ZAC DU CASTELET LOT B1 A CLAPIERS – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

34, construction de 38 logements sociaux ZAC de Castelet, lot B1, à Clapiers. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE CASTELLA, RUE JEAN-VILAR A BAILLARGUES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 35, construction de 15 logements sociaux résidence Castella rue Jean-Vilar à Baillargues : garantie d’emprunt, HLM FDI. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 69 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE PETIT PARADIS, LOTISSEMENT DOMAINE DU PETIT PARADIS LOT 2 A VENDARGUES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 36, construction de 69 logements sociaux résidence Le Petit Paradis, domaine du Petit Paradis à Vendargues. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX – ALLEE DES MEULIERES A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37, construction de 20 logements sociaux allée des Meulières à Castelnau-le-Lez, SA HLM Un Toit pour tous. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEF.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LES TERRASSES DE LA MAISON BLANCHE, 1796 AVENUE DE LA POMPIGNANE A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

38, construction de 23 logements sociaux, résidence les Terrasses de la Maison Blanche, avenue de la Pompi gnane, HLM Promologis. Contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 58 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE FORUM, AVENUE MONTPELLIERET ET RUE DE LANTISSARGUES, QUARTIER MAURIN A LATTES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39, construction de 58 logements sociaux résidence le Forum avenue Montpelliéret et rue de Lantissargues, quartier Maurin à Lattes. Il s'agit de la SA d'HLM Promologis. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX – LA VOLTERRA TRANCHE 2 – IMPASSE DES ROSELIERES A LATTES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40, toujours du logement, construction de sept logements sociaux la Volterra tranche 2, impasse des Roselières à Lattes, SA Promologis. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE CARRE DU ROI, 22 BIS RUE DU CARRE-DU-ROI A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

41, construction de 8 logements sociaux, résidence le Carré du Roi, 22 bis rue du Carré-du-Roi à Montpellier. Contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT – OPERATION RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2018 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 94 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42, opération Rénover pour un habitat durable et solidaire 2013-2018. Réhabilitation de 94 logements situés dans diverses communes de la Métropole. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 43 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – CONVENTION D’ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ENEDIS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

43, convention d’accord-cadre de partenariat Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS. Madame Lloret est à la manœuvre. Qui demande une intervention ou des renseignements ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 44 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – DISSOLUTION DU GROUPEMENT D’INTERET PUBLIC POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L’AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (GIP DSUA) – APPROBATION DE LA CONVENTION DE TRANSFERT DES ARCHIVES DU GIP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

44, dissolution du groupement d’intérêt public pour le développement social et urbain de l’Agglomération de Montpellier, il s’agit du GIP. Qui veut des informations auprès du rapporteur Isabelle Guiraud ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 45 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – DISTRIBUTEURS DE BOISSONS CHAUDES ET DENREES ALIMENTAIRES – CONVENTION D’OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

45, administration générale, contentieux, distributeurs de boissons chaudes et denrées alimentaires, convention d’occupation du domaine public. Pas de demande d’intervention auprès de Madame Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 46 : RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION AVEC LE SDIS DE L’HERAULT RELATIVE A LA DISPONIBILITE DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES PENDANT LEUR TEMPS DE TRAVAIL

Monsieur le Président

Affaire 46, convention avec le SDIS de l’Hérault, relative à la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires pendant leur temps de travail. Avis favorable à l’unanimité des membres du comité technique. Qui demande des explications auprès du rapporteur Pierre Bonnal ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 47 : RESSOURCES HUMAINES – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC UN AGENT RETRAITE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

47, protocole transactionnel avec un agent retraité. Toujours Pierre Bonnal. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 48 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

48, modification du tableau des emplois et des effectifs, avis favorable des membres du comité technique, toujours Pierre Bonnal. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 49 : CULTURE – MUSEE FABRE – MECENAT POUR LES DIX ANS DE REOUVERTURE DU MUSEE FABRE – CONVENTION DE MECENAT AVEC L'ENTREPRISE EVEA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

49, musée Fabre, Mécénat pour les dix ans de réouverture du musée Fabre, convention de mécénat avec l'entreprise EVEA, autorisation de signature. Pas de demande d'intervention auprès du rapporteur Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) – RECRUTEMENT D'INTERVENANTS PONCTUELS AU SEIN DU CRR – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT – APPROBATION

Monsieur le Président

50, conservatoire à rayonnement régional (CRR), recrutement d'intervenants ponctuels au sein du CRR, prise en charge des frais de déplacement, 204 300 euros. Pas de demande d'intervention auprès du rapporteur Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 51 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) – PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIES A LA VENUE DE MONSIEUR EDGAR MORIN, EMINENTE PERSONNALITE, PHILOSOPHE ET SOCIOLOGUE, POUR LE CONGRES DE CONSERVATOIRES DE FRANCE – APPROBATION

Monsieur le Président

51, conservatoire à rayonnement régional, prise en charge des frais liés à la venue de Monsieur Edgar Morin, qui a l'intention de s'installer définitivement à Montpellier. Je suis très heureux d'avoir pu partager avec Bernard Travier et lui un moment formidable. Je mets aux voix 51. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 52 : CULTURE – MEDIATHEQUES – ADHESION A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES – AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 52, médiathèques, adhésion à des associations professionnelles pour 630 euros. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 53 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RESEAU DES PISCINES – OPERATION LA NUIT DE L'EAU – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE COMITE FRANÇAIS POUR L'UNICEF – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

53, sports et traditions sportives, réseau des piscines, opération la Nuit de l'eau. Qui demande des explications auprès du rapporteur Jean-Luc Meissonnier ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 54 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLEE DE LA MOSSON – CONVENTION FINANCIERE AVEC AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

54, aménagement contre les inondations de la basse vallée de la Mosson. Qui veut des explications auprès du rapporteur Jackie Galabrun-Boulbes ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 55 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS SUR LE BASSIN VERSANT DE LA MOSSON – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL POUR LE CONFORTEMENT DES BERGES AU DROIT DU DOMAINE DE CAUNELLES SUR LA COMMUNE DE JUVIGNAC – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

55, aménagement de protection contre les inondations sur le bassin versant de la Mosson. Madame Galabrun, personne ne veut lui poser des questions ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE PEROLS – ETUDE PREALABLE A LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE DU PATRIMOINE BATI SOUMIS AU RISQUE D'INONDATION PAR RUISSELLEMENT PLUVIAL – CONVENTION AVEC LE SYBLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56, commune de Pérols, études préalables à la réduction de la vulnérabilité du patrimoine bâti soumis aux risques d'inondations par ruissellement pluvial.

Contre ? Abstentions ? C'est adopté.

57, il s'agit du projet... Pardon, Isabelle Gianiel a demandé la parole. Je ferai revoter après.

Isabelle GIANIEL

Merci Monsieur le Président. Très rapidement, merci, Monsieur le Président, de venir compléter un financement octroyé par le SYBLE auprès de la commune de Pérols pour mener une opération tout à fait exceptionnelle qui permet de proposer des mesures de mitigation à la parcelle, des protections individuelles parfois extrêmement simples – un batardeau, cela peut être la création d'une zone refuge à l'étage.

Toutes ces choses nous permettront de ne pas venir grever trop fort prochainement les budgets pluviaux de la Métropole avec le transfert de la compétence voirie. Nous pouvons faire de la protection pour des individus, il faut être absolument conscient de cela, qui sont traumatisés chaque fois qu'il pleut. Vous proposez des solutions. Cette convention le permet. J'en profite pour remercier chaleureusement Cyril Meunier, Maire de Lattes et Président du SYBLE, qui depuis deux ans travaille avec la commune de Pérols sur ce sujet. Vous disiez en début de Conseil ce soir : « On gagne toujours à travailler ensemble. », cette affaire en est la preuve pour moi ce soir. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier, alors. Je mets aux voix l'affaire 56.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. T. BREYSSE, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. T. DEWINTRE, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. JANNIN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 57 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI) SUR LA COMMUNE DE BEAULIEU – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE

Monsieur le Président

Affaire 57, projet du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) sur la commune de Beaulieu. Toujours Madame Galabrun. Pas de demande d'intervention. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 58 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI) SUR LA COMMUNE DE MONTAUD – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE

Monsieur le Président

58, projet de plan de prévention des risques d'inondation sur la commune de Montaud, toujours Madame Galabrun. Je mets aux voix. Contre ? Monsieur le Maire de Montaud.

Joël RAYMOND

Juste pour vous dire que la commune de Montaud ne prendra pas tout à fait la même délibération. Une phrase me gêne, j'aurais aimé qu'elle soit retirée.

Monsieur le Président

C'est laquelle ?

Joël RAYMOND

La première page, les deux dernières phrases, et les premières en deuxième page, mais nous avons envoyé les corrections.

Monsieur le Président

Nous n'avons qu'à la voter la prochaine fois si vous voulez.

On a supprimé la phrase dans la délibération, me dit-on.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 58. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 59 : TRANSPORTS ET MOBILITE – EXPLOITATION DES SERVICES DE TRANSPORTS – CHOIX DU PROCHAIN MODE DE GESTION – APPROBATION

Monsieur le Président

59, exploitation des services de transport. Nous vous proposons le choix du prochain mode de gestion. Nous vous proposons la DSP, c'est le maintien de ce que nous avons. Qui demande la parole ? Monsieur Petit.

Eric PETIT

Juste trois secondes.

Monsieur le Président

Avez-vous l'autorisation de votre Maire ? Allez-y.

Eric PETIT

Juste pour dire que je suis ravi que nous ayons retrouvé Vélomagg dans la prochaine DSP. J'espère que Vélomagg pourra comme cela être autonome et aller beaucoup plus vite, même si ce n'est qu'un vélo.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 59. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 60 : TRANSPORTS ET MOBILITE – CONVENTION RELATIVE A L'INSTALLATION ET AU RACCORDEMENT D'UNE SIRENE ETATIQUE AU SYSTEME D'ALERTE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

60, convention relative à l'installation et au raccordement d'une sirène étatique. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 61 : TRANSPORTS ET MOBILITE – PARKING EUROPA – AVENANT N° 5 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT EUROPA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

61, parking Europa, avenant numéro 5 à la convention, pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 62 : TRANSPORTS ET MOBILITE – INFRASTRUCTURE DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES – APPROBATION DE LA TARIFICATION ET DE LA CONVENTION DE MANDAT AVEC BOUYGUES ENERGIE & SERVICES, TITULAIRE DU MARCHE PASSEAVEC LE GROUPEMENT REVEO – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

62, infrastructure de recharge pour les véhicules, ce sont les bornes électriques pour 900 000 euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 63 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – OPERATION CAMPUS – CREATION D'OUVRAGES DE RETENTION ET NOUES D'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES – CONVENTION D'AIDE FINANCIERE A CONCLURE AVEC L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

63, opération Campus, création d'ouvrages de rétention et noues d'infiltration des eaux pluviales. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 64 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AMENAGEMENT DE L'AVENUE DU PONT-TRINQUAT A MONTPELLIER – AVENANT A LA CONVENTION DE TRAVAUX DU 17 JANVIER 2012 CONCLUE AVEC MADAME BONNAVENC – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64, aménagement de l'avenue du Pont-Trinquat à Montpellier, avenant à la convention de travaux. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 : HORS COMMISSION – TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ – ORGANISATION DE LA TROISIÈME ÉDITION 2017 – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTION D'ATTRIBUTION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 65, Trophée taurin de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur Meissonnier.

Intervention inaudible

Monsieur le Président

Je sais que vous êtes d'accord, et cela me fait plaisir que vous soyez d'accord. Mais eu égard à l'ambiance générale des votes qui se passent actuellement dans le cadre de la course camarguaise, je souhaite que Monsieur Meissonnier me donne son point de vue.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il y a eu les élections vendredi dernier du nouveau Bureau de la Fédération française de la course camarguaise. Il faut savoir que la Fédération française de course camarguaise a été soutenue depuis plus de deux ans par la Métropole au niveau de la refonte des statuts et de son harmonisation pour un meilleur équilibre entre les différents acteurs, notamment les manadiers, les clubs taurins et les razeteurs.

Nous avons été, lors de la remise des trophées à Saint Georges d'Orques, remerciés par l'ancien Président Monsieur Jacques Mailhan. Son successeur Hadrien Pujol nous a resollicités pour avoir une dynamique appuyée sur le Trophée taurin de la Métropole et l'intégration des communes limitrophes, qui sont partie prenante : un public vient sur le territoire de la Métropole, et celui des arènes de la Métropole va aussi sur les territoires voisins.

Nous avons sollicité l'accueil du Trophée taurin sur ces deux territoires, le territoire melgorien et le territoire de Lansargues, et nous allons les aider à intégrer les nouvelles normes que nous avons appliquées sur notre Trophée taurin sur les deux premières éditions. Nous avons reçu un bon accueil.

Il n'est pas évident que les territoires voient d'un bon œil l'initiative que nous avons diligentée dans les deux premières éditions. Là, deux arènes de plus vont entrer dans le Trophée taurin de la Métropole, celle de Mauguio et celle de Lansargues. Je crois que c'est une belle chose pour montrer la cohérence du territoire. Après les transports à Palavas, la gestion de l'eau sur le territoire au Nord du Pic Saint Loup, là je crois que la culture – il s'agit de culture, sport et tradition – s'étend au-delà des territoires de la Métropole.

Monsieur le Président

Vous avez bien entendu : le Trophée taurin de la Métropole comptera deux communes hors Métropole qui souhaitent y participer, en l'occurrence Lansargues, dont le comité des fêtes porte un nom occitan formidable que je vais vous livrer : "*Faren tout peta*" en français "*on va tout faire péter*", et les arènes de l'ancienne Melgueil, c'est-à-dire Mauguio, qui est ni plus ni moins que la mère de Montpellier. C'est très bien, Monsieur Meissonnier, merci.

Pierre DUDIEUZERE

Intervention hors micro

Jean-Luc MEISSONNIER

Pierre s'inquiète pour les calendriers.

Monsieur le Président

Mais j'ai compris, Pierre !

Pierre DUDIEUZERE

Il y a deux clubs taurins de plus et c'est très bien. Mais j'ai déjà eu des problèmes parce que vous savez que les personnes qui dirigent les clubs taurins ont le sang chaud – surtout à Baillargues, un peu moins à Vendargues. Cela pose déjà des problèmes de calendrier. Il faut faire attention qu'au point de vue de l'image cela ne crée pas une concurrence trop forte.

Jean-Luc MEISSONNIER

Pour en avoir discuté avec toi, Pierre, il est clair que la course de Mauguio, une très belle course du Trophée des as qui va commencer la saison du Trophée 3M, tombe en même temps qu'une course de Vendargues. Mais que Mauguio soit intégré dans le Trophée taurin de la Métropole ou pas, cette course à Mauguio aurait

bien eu lieu et c'est une grande course. Certains clubs taurins se plaignaient l'année dernière de n'avoir que, grâce à l'aide la Métropole, vingt personnes de plus dans les gradins, maintenant ils viennent crier en disant : « *Si d'autres trophées, d'autres courses entrent dans le Trophée taurin, 200 personnes vont partir vers ces autres arènes.* »

Il faut savoir que ces trophées taurins sont là pour dynamiser la course camarguaise sur un ensemble d'arènes. Cette année c'est exceptionnel : nous avons eu la réponse des deux collectivités, Lansargues et Mauguio, fin janvier. Le temps de tout mettre en route, nous n'avons pas pu tout replanifier comme l'auraient souhaité les courses sur un échelonnement sur toute la saison taurine. En revanche, l'année prochaine, il est évident que tout sera planifié en fonction de ces onze arènes et pas forcément en fonction des neuf avec les deux qui se sont rajoutées au dernier moment.

Mais je crois qu'à l'échelle d'un territoire tel que celui de la Métropole et de l'Etang de l'Or, puisque ces deux communes appartiennent à la Communauté d'Agglomération de l'Etang de l'Or, il était très clair qu'il fallait expliquer que ce n'était pas la Métropole qui voulait venir s'imposer sur leur territoire, mais que c'était un accompagnement. Surtout, la sollicitation de ces deux communes de participer au Trophée taurin de la Métropole se passe de tout commentaire de la part de clubs taurins quels qu'ils soient – Vendargues, Baillargues ou les neuf initiaux.

Quoi qu'il en soit, nous sommes là pour avoir un esprit le plus large possible et ne pas une année voir critiquer le fait que ce Trophée taurin n'amène rien aux clubs taurins – malgré la manne financière qui est assez importante, 5 000 euros par club taurin –, et l'année d'après voir deux communes rentrer. L'une est en concurrence sur le calendrier, mais cette course à Mauguio aurait bien eu lieu même si Mauguio n'avait pas souhaité entrer dans le Trophée taurin de la Métropole. Cette course-là va enlever 200 potentiels spectateurs à Vendargues ? Je crois qu'il faut savoir raison garder.

Pierre DUDIEUZERE

Il va falloir ajouter 1 000 euros.

Jean-Luc MEISSONNIER

La question n'est pas là, Pierre. La question est d'avoir une cohérence au niveau de cette Petite Camargue, avec des gens intéressés par le même objectif : soutenir la course camarguaise à travers une évolution des règlements. Nous avons pu le faire sur les premières années du Trophée taurin de la Métropole, mais je crois que c'est vraiment une ouverture d'esprit nouvelle d'un territoire qui est celui de l'Etang de l'Or, qui était très réfractaire à voir la Métropole initier certaines choses, surtout sur un milieu culturel, traditionnel et sportif.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Vendargues.

Pierre DUDIEUZERE

Je suis d'accord, c'est juste en termes d'image, faire attention que cela ne pollue pas, que cela ne perturbe pas parce que cela ne servirait à rien.

Le Député Vignal, je ne sais pas si c'est votre camarade ou votre collègue, est en train de mettre en place – et nous allons le voter à la commune de Vendargues – un vœu pour que la Camargue entre dans le patrimoine de l'UNESCO. Jean-Luc s'en est-il occupé pour que nous le votions ? Je crois que ce serait une bonne chose. Puisque nous parlons de préservation du territoire et des zones humides, ce serait peut-être bien que nous le votions ici.

Monsieur le Président

Nous pouvons écrire le vœu, nous autres.

Pierre DUDIEUZERE

Je ne sais pas. Vous n'êtes pas ensemble, avec Vignal ?

Monsieur le Président

Je suis avec ma femme, elle est là-haut, mais je ne suis pas avec Vignal.

Pierre DUDIEUZERE

Philippe, je voudrais juste dire à l'adjoint aux finances, qui est très sympathique, qu'il a oublié quelque chose : il faut mettre une petite dotation pour épauler la démarche politique du Président, pour financer les vêpres. Maintenant qu'il y a Bayrou avec Macron, cela va coûter quatre sous.

Monsieur le Président

Nous couperons une ficelle à Baillargues et un gland à Vendargues. Que voulez-vous que je vous dise ! Nous ferons tout.

Je mets aux voix la course camarguaise. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION – OPERATION CAMPUS – CONSEIL STRATEGIQUE – DESIGNATION D'UN MEMBRE

Monsieur le Président

Affaire 66, opération campus, conseil stratégique, désignation d'un membre. Je vous propose moi-même pour la COMUE. Contre ? Abstentions ?

Il est proposé à l'Assemblée de procéder à la désignation d'un représentant au sein du conseil stratégique de l'Opération Campus de la COMUE. La candidature de Monsieur SAUREL est proposée. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 67 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – CONSEILS DE L'ECOLE DOCTORALE 58 ET 60 – UNIVERSITE PAUL-VALERY DE MONTPELLIER – DESIGNATION

Monsieur le Président

67, organismes extérieurs, Conseil de l'école doctorale 58 et 60, université Paul-Valéry de Montpellier. Je vous propose de désigner en tant que représentante titulaire de la Métropole Madame Sonia Kérangueven, et en tant que représentante suppléante Chantal Marion. Pas d'autre candidature ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 68 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – COMPOSITION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 68, Commissions du Conseil de Métropole, composition. Je vous propose d'ajouter à la liste des élus présents dans les Commissions Madame Florence Gutknecht, élue de Castelnau-le-Lez. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Chers collègues, merci pour, franchement, tous ces débats formidables. Je vous donne rendez-vous à l'étage supérieur.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.